

DOCUMENT D'AUTOÉVALUATION DES UNITÉS DE RECHERCHE

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2025-2026
VAGUE A

Septembre 2024



Laboratoire d'Etudes Rurales - Rapport d'évaluation 2019-2024

Université Lumière Lyon 2 - ISARA

Sommaire

1- INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

1.1	Identification de l'unité.....	p. 4
1.2	Présentation de l'unité.....	p. 4
1.3	Environnement de recherche.....	p. 9
1.4	Prise en compte des recommandations du précédent rapport.....	p. 9

2- INTRODUCTION DU PORTFOLIO.....p. 12

3- AUTOÉVALUATION DU LABORATOIRE

3.1.	OBJECTIFS SCIENTIFIQUES, ORGANISATION ET RESSOURCES DE L'UNITE	p. 13
3.2.	LES RESULTATS, LE RAYONNEMENT ET L'ATTRACTIVITE SCIENTIFIQUES DE L'UNITE....	p. 25
3.3.	INSCRIPTION DES ACTIVITES DE RECHERCHE DANS LA SOCIETE	p. 45
3.4	SYNTHESE DE L'AUTOEVALUATION	p. 57

4 - TRAJECTOIRE DE L'UNITÉp. 58

Table des matièresp. 63

1- INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

1-1 Identification de l'unité

- Nom de l'unité : **Laboratoire d'Etudes Rurales**
- Acronyme : **LER**
- Label et numéro : **EA 3728**
- Domaine scientifique principal : *sciences sociales*
- Panels scientifiques par ordre décroissant de pertinence :
 - Panel 1 : Géographie
 - Panel 2 : Histoire
 - Panel 3 : Aménagement
 - Panel 4 : Autres SHS (sociologie, économie)
- Équipe de direction : Claire Delfosse (Lyon 2), directrice, Carole Chazoule, Isara, co-directrice.
- Liste des tutelles de l'unité de recherche : Université Lumière Lyon2 et Isara
- École(s) doctorale(s) de rattachement : ED Sciences Sociales 483

1-2 Présentation de l'unité

Le Laboratoire d'Etudes Rurales est une petite équipe de recherche qui présente la particularité d'avoir à la fois une double tutelle (l'Université Lumière-Lyon 2 et l'Isara¹/groupe Agrivia) et d'être aujourd'hui reconnue Unité Sous Contrat (USC)² au sein du Département ACT/INRAE (depuis 2024). Le Laboratoire fait également partie intégrante de la MSH de Lyon-Saint-Etienne qui l'accueille comme les autres laboratoires du site.

Créée en 2003, notre unité s'est formée sur le pari de faire vivre dans la durée une équipe pluridisciplinaire consacrée à l'étude des sociétés rurales contemporaines et à leurs évolutions dans le temps long. Constituée au départ d'enseignants-chercheurs de l'Université Lyon 2, elle a été rejointe en 2004 par les enseignants-chercheurs en sciences sociales de l'Isara, puis d'autres établissements universitaires ou de recherche, dont l'INRA au début des années 2000, ce qui a rapidement témoigné de l'intérêt qu'elle suscitait autour des objets questionnés, de ses méthodes et de ses ancrages territoriaux.

Depuis son origine, les missions que se sont données les membres du Laboratoire d'Etudes Rurales visent à éclairer les transformations des sociétés rurales dans leurs diverses composantes, tout en étudiant les continuités et ruptures entre territoires ruraux et urbains. Pour cela, les enseignants-chercheurs du Laboratoire ont en commun des méthodes inductives, qui placent la connaissance du terrain en première instance et leur permettent d'élaborer des questionnements identifiés par les acteurs et la société sur les enjeux présents (et passés). La recherche conduite se situe en grande partie à l'interface de la recherche scientifique et de la production de savoirs et d'expertise sur les objets d'études principaux que sont l'agriculture, l'alimentation, les politiques publiques, la culture, les mobilités et l'ensemble de leurs acteurs au prisme d'un rural dont les limites, les territoires et les

¹ L'Isara est une école d'ingénieurs de statut associatif (EESPIG, établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général) intervenant dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. L'école délivre un diplôme d'Etat reconnu par la commission des titres d'ingénieurs, mais aussi par le Ministère de l'Agriculture (ministère de tutelle de l'Isara). L'Isara exerce trois activités : la formation supérieure (niveau ingénieur, licence et master), la recherche et les activités de développement (expertises, études et conseils).

² Si l'Unité sous contrat est récente, le laboratoire a toujours entretenu des liens étroits avec les chercheurs issus d'UMR dont l'INRA/INRAE était tutelle, du fait de la proximité de ces travaux avec ceux du Département ACT (Sciences pour l'Action, les Transitions et les Territoires).

interactions ne cessent de se recomposer. Les chercheurs privilégient, dans l'approche de ces questions, l'interrogation du temps long, les jeux d'échelle, les caractéristiques territoriales et les approches socio-économiques, sans toutefois se départir d'un intérêt pour les liens avec les sciences agronomiques (au moins pour les questions liées aux transformations de l'agriculture et de l'alimentation). Ainsi, le laboratoire affirme une posture de recherche-action (transdisciplinaire) qui le caractérise depuis de nombreuses années et l'inscrit au côté des acteurs locaux, régionaux et nationaux. Le Laboratoire, qui est une petite structure, n'est pas organisé en équipe mais autour de quatre axes croisant les questionnements des enseignants-chercheurs des deux institutions de provenance. Ces axes sont présentés succinctement à la fin de ce point, puis seront repris plus longuement dans la partie 3 dédiée à l'auto-évaluation du bilan.

Le Laboratoire d'Études Rurales a une directrice et une co-directrice. La double direction permet un partage des tâches face à l'augmentation des temps de gouvernance liés, entre autres, à la reconnaissance en USC. Elle facilite également les coordinations entre les deux tutelles. Les deux co-directrices, élues lors d'une Assemblée Générale, impulsent et coordonnent la politique scientifique du Laboratoire en lien avec les membres du conseil de laboratoire.



Extrait du site internet du LER

Le Laboratoire dispose d'un site Internet (<https://web.msh-lse.fr/ler/>) hébergé par la MSH de Lyon-Saint-Etienne qui diffuse les publications, les principales interventions de membres du Laboratoire et redirige vers d'autres sites Internet propres aux contrats de recherche comme Jardin'R (<https://web.msh-lse.fr/ler/jardinr/>), SyAM.... Du côté de l'Isara, un site Internet existe également <https://isara.fr/recherche/unites-de-recherche/laboratoire-des-etudes-rurales/> en valorisant les productions des enseignants-chercheurs de cette école d'ingénieurs. De plus, récemment, une structure a été créée pour valoriser les productions des enseignants-chercheurs de l'Isara (qu'ils appartiennent au LER ou à d'autres équipes de recherche) liées à l'agroécologie et aux systèmes alimentaires durables. Dénommée CLAS (Center of Living Agroecology and Sustainable Food Systems : <https://www.centreagroecologie.fr/fr/>), cette entité se veut être une vitrine des travaux conduits sur ces thématiques.

Evidemment, l'ensemble des membres du laboratoire déposent leurs publications sur HAL.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le Laboratoire est constitué de 6 enseignants-chercheurs de l'Université Lyon 2 (3 Professeurs des Universités : 2 en géographie et 1 en histoire ; 3 MCF, 2 en géographie et 1 en histoire) ; 1 MCF en Aménagement de l'espace et Urbanisme de l'Université de Lyon

3 et 8 enseignants-chercheurs de l'Isara (5 en géographie, dont 1 HDR, 1 en sociologie, 2 en agroéconomie).

Université Lyon 2		Université Lyon 3	Isara		
2 Professeurs de géographie (dont 1 directrice)	1 Professeur d'histoire		1 enseignant-chercheur HDR en géographie (directrice adjointe)		
2 Maîtres de conférence en géographie	1 Maître de Conférence en histoire	1 Maître de Conférence en Aménagement de l'espace et urbanisme	4 enseignants-chercheurs en Géographie	1 enseignant-chercheur en sociologie	2 enseignants-chercheurs en agroéconomie

Tableau 1 - Les enseignants chercheurs du LER

Pendant le quinquennal, le LER a connu plusieurs mobilités qu'il est important d'explicitier. Côté Lyon 2, le Laboratoire a vu le passage d'un de ses PU en PU émérite (Claude-Isabelle Brelot, professeur d'Histoire). Pierre Cornu en tant que PU d'histoire, qui était détaché à l'INRA mais toujours membre du Laboratoire, est aujourd'hui Directeur de l'UMR « Territoires » (Département ACT, INRAE). Il est toujours détaché de Lyon 2 à l'INRAE mais n'est plus membre du Laboratoire. N'ayant pas démissionné de Lyon 2, son poste est "gelé", ce qui conduit pour l'instant à la perte d'un poste et d'une HDR en histoire. En revanche, le LER a obtenu la création d'un poste de PU de géographie, pourvu depuis l'automne 2024 par Jean-Noël Consales. Du côté de l'Isara, le départ à la retraite de Philippe Fleury a privé l'équipe d'une HDR en géographie, mais celle obtenue en décembre 2024 par Carole Chazoule a rétabli l'équilibre, permettant rapidement l'inscription d'une doctorante en thèse CIFRE (rentrée 2024-2025). Deux agroéconomistes sont également arrivées au sein de l'équipe Isara. Elles dotent l'équipe de nouvelles compétences et réseaux du fait de leur pratique d'une recherche européenne. L'Université Lyon 2 met à disposition du Laboratoire une gestionnaire à tiers-temps (Nathalie Rivier), dont le bureau est localisé dans nos locaux de l'avenue Berthelot à Lyon. Pour la rédaction de ce dossier, l'Isara a également mis à disposition une partie du temps de l'assistante recherche de l'école (Cécile Chanel Bellet). On peut visualiser l'ensemble des mouvements de personnel dans le tableau 2 "mouvement des chercheurs du LER" présent en page suivante.

Le Laboratoire a également pu recruter du personnel temporaire sur la période. Cela a été rendu possible par la montée en puissance de nos contrats de recherche-action pluriannuels en cette fin de quinquennal. Nous avons pu ainsi recruter des chargés de mission (neuf mois, un an, deux ans) (Côtes du Rhône Septentrionales, Jardin'R et Go-Pei). Nous avons également pu financer plusieurs missions de courte durée sur d'autres contrats (annexe n°3). Ces contrats nous permettent alors de faire travailler des doctorants en attente ou en fin de financement, ainsi que d'anciens masterants, ce qui contribue à leur professionnalisation. De la même façon, nous avons pu financer des postes de post-doc de onze mois à deux ans (contrat Alinovég, Terroir, autour du projet de l'histoire du Crozes-Hermitage). Notons également que, pendant une partie du quinquennal, nous avons eu un post-doc affecté au Laboratoire en lien avec l'Ecole urbaine de Lyon autour du programme Popsu Petites villes (Dieulefit) "Vers un plan de résilience alimentaire". Les ressources générées par l'obtention de contrats de recherche permettent, par le biais de CDD ou de missions ponctuelles, de prolonger la participation des chercheurs-associés qui sont d'anciens docteurs du LER, comme dans le cas du post-doctorat de David Michon.

	Université Lyon 2		Isara	
	Sortants	Entrant	Sortants	Entrants
Enseignants Chercheurs, Maîtres de conférence et Professeurs	Claude-Isabelle Brelot PU Emérite (...-2022) Pierre Cornu , Historien, PU, HDR, (...-2023)	Etienne Faugier , historien (2020...) Jean-Noël Consales , Géographe, PU HDR, (2024-...)	Philippe Fleury , Géographe, HDR (2007-2022), Mathieu Désolé , Economiste, enseignant-chercheur (2016-2022) Julie Delclaux , , Géographe enseignante-chercheure, (2022-2023)	Pierre Le Gall , Géographe, enseignant-chercheur, (2022_...) Ioanna Mouratiadou , Économiste, enseignante-chercheure, (2021-...) Laura Solaroli , Économiste, enseignante-chercheure (2022-...)
	Effectués	En cours	Effectués	En cours
Post Doc et Contrats	Noé Guiraud (Ecole urbaine/ LER) Mathilde Ferrand (2019) Pierre Le Gall (2020) Marine Beccarelli (2024) Caroline Albinet (2023-2024) Senia Fedoul (2022) Laure Courret (2024-2025) Patrick Grimault (2024-2025) mi-temps	David Michon , historien, contrat Crozes-Hermitage (2024) Anne-Adélaïde Lascaux (Animera-Terroir) (2024) Jacques-Aristide Perrin (2024)	Emmanuel Guisepelli (2018-2021) Pierre Le Gall (2022-2023) Jacques-Aristide Perrin (2022-2024)	Edwige Fain-Marion (2024) Abir Khrbich (2024)

Tableau 2 - Évolution des membres du LER

L'unité est également riche de la participation de chercheurs associés : certains proviennent de l'extérieur, telle une MCF en sociologie (Estelle Deleage) tandis que d'autres sont d'anciens doctorants poursuivant leur activité de recherche en dehors de l'Université et continuant à contribuer à la production scientifique et à l'animation du Laboratoire. C'est notamment le cas pour les enseignants du secondaire ou de classes préparatoires (Gaëlle Charcosset, Claire Bailly, Gilles Della Vedova), mais aussi pour nos anciens docteurs travaillant dans des structures de développement (Dominique Fayard, Pierre-Marie Georges...) ou au sein de services de Lyon 2 autour des liens sciences-sociétés (Hélène Chauveau, Morgane Montagnat).

Thématiques scientifiques :

Les thématiques se regroupent autour du rural, de l'agriculture, de l'environnement et de l'alimentation et leurs mises en relation constituent les axes actuels du LER. **Enfin, notons que si ces axes sont thématiques, il faut cependant souligner que leurs frontières sont poreuses et que certains questionnements traversent le découpage initialement établi.** Ainsi, par exemple, l'axe sur le rural croise à la fois celui sur les politiques et celui sur l'alimentation. Une courte description des axes est faite ci-dessous.

Axe 1 : Sciences de l'action, environnement et société en perspective diachronique et critique

Cet axe a pour objectif, pour une partie, de conduire une analyse transversale des thématiques trop longtemps disjointes du développement agricole et rural, du rôle des biosciences et des sciences appliquées, de l'analyse critique de leurs relations avec le pouvoir politique et le marché, et enfin de la question environnementale dans sa dimension systémique. Il s'inscrit dans l'histoire longue des approches interdisciplinaires et critiques de la « question agraire », renouvelées et complexifiées par l'émergence de la problématique environnementale et la prise de conscience de la transformation technoscientifique des espaces productifs et des bioressources. Cette thématique étant aujourd'hui portée par les historiens et en particulier les doctorants de Pierre Cornu encore inscrits au Laboratoire, se sont ajoutées des thématiques autour de l'écologisation des pratiques agricoles et de l'évaluation socio-économique de l'agroécologie portées par les enseignants-chercheurs de l'Isara.

Axe 2 : Politique(s), acteurs, représentations

Cet axe a pour objectif l'observation et l'analyse des politiques publiques, des institutions et des acteurs qui les conçoivent et les mettent en œuvre, dans une approche à la fois transversale et diachronique. Plaçant la focale sur les institutions et sur les acteurs qui les portent, dans les champs politiques, professionnels, associatifs ou citoyens, cette thématique englobe également des questions aussi décisives que les rapports de pouvoirs ou les rapports de genre. Le terme de politique offre également la possibilité d'envisager les différentes échelles de la décision politique ou de l'engagement partisan et la construction des référentiels idéologiques. Enfin, au-delà des outils et des instruments de l'action publique, ces politiques mettent en jeu des représentations qui s'inscrivent dans la longue durée des discours et des idéologies, que l'axe aborde en portant une attention toute particulière aux images, fixes et surtout animées, qui constituent depuis plusieurs années un support majeur de développement et de visibilité du LER. Les travaux portent plus spécifiquement sur les politiques agricoles, environnementales et alimentaires, sur celles du développement rural et des politiques liées aux transitions, ainsi que sur l'ingénierie territoriale.

Axe 3 : Productions et systèmes alimentaires

Cet axe, qui est un axe historique du Laboratoire, se donne pour ambition d'analyser les systèmes alimentaires et leurs relations avec les territoires. Dans ce quinquennal, cet axe a porté plus précisément sur les transitions alimentaires à partir de plusieurs questions. En premier lieu, il interroge les transitions agroécologiques des systèmes alimentaires à travers la notion de SyAM (Systèmes Alimentaires du Milieu, développée par les chercheurs du Laboratoire). En second lieu, il pose la question des précarités alimentaires et du « travail » conduit par les acteurs associatifs pour aller vers une plus grande justice alimentaire. Enfin, l'axe pose la question de la territorialisation de l'alimentation à la faveur des prismes culturels et patrimoniaux, ainsi que de prismes organisationnels en explorant la façon dont les re-connexions entre bassins de production et de consommation s'opèrent. En cela, l'axe rejoint les questionnements de l'axe 2 autour des questions de politiques publiques, d'échelles et de temps long.

Axe 4 : « Vivre et réinventer le rural »

Cet axe a pour objet de questionner ce qu'est la « ruralité » pour ceux qui y vivent de façon permanente comme pour ceux attirés par cet espace, qui le fréquentent plus ou moins épisodiquement, voire

désirent y vivre et y travailler. L'objectif est d'interroger et de montrer le potentiel d'innovations existant dans ces territoires, mais aussi leur diversité et les différentes acceptions du terme afin de mieux comprendre les "ruralités" au regard de leur maillage urbain/rural et des hybridations qui se développent aujourd'hui dans les territoires. Ainsi, l'axe interroge ou réinterroge ce que recouvre le fait d'habiter le rural avec différentes entrées : agricoles, alimentaires, culturelles, patrimoniales, « mobilitaires ». Plus généralement, l'entrée « jardin » nous a permis de creuser « l'habiter rural » (individuellement et collectivement). Dans un contexte de reflux de la question patrimoniale, il s'agit également d'analyser les nouvelles formes et les nouveaux objets que la valorisation du patrimoine et de la culture/loisirs entraînent.

1-3 Environnement de recherche

D'un point de vue académique, le Laboratoire est fortement ancré dans son environnement académique local, en lien fort avec :

- plusieurs laboratoires de l'Université Lyon 2 (Environnement Villes et Sociétés, Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes, COACTIS, Max Weber), de la MSH et de la COMUE
- les laboratoires du département ACT d'INRAE du fait de son statut d'USC (grand quart Sud-Est)
- le centre INRAE Lyon Grenoble
- l'institut BioEEnvis³
- La Chaire TRALIM⁴
- Le CLAS qui favorise surtout la création de nouveaux liens avec les sciences du vivant autour de la question des transitions agroécologiques.

Ces liens sont détaillés dans le domaine 1 du point 3.1.

A travers ces liens, le Laboratoire contribue fortement à l'échelle de la COMUE à la construction et au développement d'un champ de recherche innovant et pluridisciplinaire sur les enjeux territoriaux actuels que sont le changement climatique, les transitions agroécologiques, l'alimentation durable, la santé, les mobilités, le développement local et pour lesquels l'entrée par le rural est particulièrement pertinente. Ses recherches en histoire, éclairant en priorité l'histoire contemporaine et l'histoire du temps présent, interrogent de façon innovante la compréhension des enjeux actuels. Ses recherches en géographie mettent au cœur de sa réflexion les territoires et questionnent les formes d'hybridation et de circulations rural/urbain comme une hypothèse forte de la compréhension des situations actuelles. Elles postulent le rôle support des territoires dans le développement de formes d'organisations plus durables. Ses recherches en sociologie explorent l'évolution des pratiques dans des contextes en mutations et donc incertains, amenant à regarder les transformations en train de se faire. Enfin, ses recherches en économie amènent de nouvelles questions autour de l'évaluation des nouvelles formes organisationnelles que l'on voit émerger et de leur évaluation quant à la transition. Aujourd'hui, le Laboratoire développe également ses liens avec des équipes d'agronomes comme AGE (Agronomie et Environnement), autre USC de l'Isara.

1-4 Prise en compte des recommandations du précédent rapport

La précédente évaluation avait pointé plusieurs points faibles auxquels nous avons essayé de remédier. Ceux-ci concernaient essentiellement des questions de mise en visibilité de nos travaux. En effet, lors de la précédente évaluation, le Laboratoire avait été reconnu sur (i) ses thématiques de recherches qui avaient été jugées pertinentes et en lien avec les enjeux actuels, (ii) sur la dynamique de ses contrats de recherche et ses liens avec les acteurs locaux, (iii) sur son équipe interdisciplinaire, (iiii) sur son rythme de soutenance de thèse et, enfin, (v) sur son animation ruraliste reconnue.

³ <https://www.univ-lyon1.fr/recherche/entites-de-recherche-et-plateformes-technologiques/bio-environnement-et-sante-bioenvis>.

⁴ <https://www.univ-lyon2.fr/sciences-et-societe/les-chaieres-partenariales/tralim>

Tout en essayant de maintenir nos points forts, nous avons également travaillé à améliorer nos points les plus faibles.

Le premier point portait donc sur la nécessité d'accroître le nombre de nos publications en anglais. Du fait de la forte pluridisciplinarité de notre collectif, nous avons ici travaillé à la fois en fonction des contraintes, pratiques et cultures de nos disciplines.

Pour accroître le nombre de nos publications en anglais, nous nous sommes appuyés :

- En premier lieu, sur les collègues qui interrogent les liens entre agronomie, écologie et société, plutôt ceux de l'axe 1. Pour cela, plusieurs éléments ont pu apparaître comme des atouts ou des opportunités. Nous avons bénéficié à la fois de la forte proximité des enseignants-chercheurs de l'Isara avec leurs collègues agronomes et écologues qui ont une pratique de publications en anglais plus importante et de la reconnaissance par le Département ACT d'Unité Sous Contrat INRAE. Cela a facilité le travail des membres de notre Laboratoire avec des chercheurs également fortement incités à publier à l'international. Aujourd'hui, nous avons bien évidemment comme objectif de poursuivre cette dynamique, avec non seulement l'arrivée de nouveaux collègues dont Jean-Noël Consales, Professeur de géographie à Lyon 2, travaillant dans des projets fortement interdisciplinaires avec les biosciences, mais aussi avec nos collègues agroéconomistes, toutes deux internationales et déjà fortement insérées dans des réseaux de recherches internationaux.
- Ensuite, conscient de l'importance actuelle, notamment pour nos doctorants et jeunes chercheurs, de s'inscrire dans des communautés internationales, nous avons travaillé à développer nos réseaux et programmes européens afin d'augmenter notre taux de publication anglophone. Aujourd'hui une forte majorité des membres du laboratoire, peu importe leur axe, sont inscrits dans des réseaux européens. Qu'ils s'agissent des historiens (participation régulière au congrès de l'European Rural History), des économistes (participation régulière au congrès EAAE, European Association of Agricultural Economists), des sociologues (participation régulière au congrès ESRS, European Society for Rural Sociology) ou des géographes (participation régulière au congrès du groupe "sustainable food planning" de l'AESOP (Association of European School of Planning) et aux congrès de l'UGI), des réseaux internationaux ont été construits et consolidés donnant lieu par exemple à des coordinations de numéros thématiques en anglais ou à des responsabilités dans des communautés de chercheurs, à l'obtention de projets européens. Nos doctorants et jeunes docteurs ont également été fortement encouragés à se rendre à des colloques internationaux et à intervenir en anglais.
- Enfin, l'accueil de chercheurs internationaux nous a également donné l'ouverture à d'autres langues. En particulier, l'accueil d'une chercheuse japonaise nous a permis de contribuer à un ouvrage écrit en japonais.

De ce fait, c'est l'ensemble des axes et du personnel qui s'est fixé cet objectif - certains avec plus de réussite que d'autres - avec des efforts conséquents sans différences entre les disciplines. Cependant, inscrite dans une communauté "ruraliste" francophone, une partie de nos publications est restée et restera en français. Ce choix est assumé mais, dans ce cas, de plus en plus de revues proposent des traductions en anglais, ce que nous acceptons généralement.

Le second de nos points faibles portait sur la réorientation de nos publications vers des revues à comité de lecture ayant un plus fort rayonnement. Ce point était bien évidemment fortement corrélé au précédent. Aussi, en augmentant le taux de nos publications anglophones et interdisciplinaires avec des sciences agronomiques ou agroécologiques, nous avons pu être plus fortement présents dans des revues ayant une forte visibilité dans nos champs de recherche. Nous mettons ici en avant quatre publications (une par axe) dont l'une se trouve dans le portfolio (La première).

- La première a été rédigée par l'une de nos doctorantes avec ces deux encadrants : « Berthet A., Vincent A., Fleury F., 2021. *Water quality issues and agriculture: An international review of innovative policy schemes. Land Use policy*, 109, 105654 <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2021.105654> ». Elle s'inscrit dans l'axe 2 de notre Laboratoire. Dans un contexte où les politiques agroenvironnementales peinent à atteindre leurs objectifs en matière de protection de l'environnement mais dans lequel émergent de nouveaux dispositifs (fondés sur le marché, à l'échelle du paysage ou intégrés aux chaînes alimentaires), l'article interroge l'efficacité de ces innovations sur la qualité de l'eau. Il s'appuie sur l'étude de 62 dispositifs innovants et identifie trois leviers de transformation (la rémunération des résultats environnementaux, la coopération entre acteurs des territoires et la certification de ces pratiques dans les chaînes alimentaires). Il met également en avant l'importance des contextes locaux et l'articulation entre différents dispositifs mobilisant acteurs publics et privés.
- La seconde s'inscrit cette fois dans l'axe 1 et est portée par l'une des agroéconomistes recrutée à l'Isara, Ioanna Mouratiadou : "Mouratiadou, I., Wezel, A., Kamilia, K., Marchetti, A., Paracchini, M. L., & Bàrberi, P. (2024). The socio-economic performance of agroecology. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 44(2), 19. <https://doi.org/10.1007/s13593-024-00945-9>". Cet article s'appuie sur la revue de plus de 10000 références sur l'agroécologie. A partir de l'analyse de plusieurs indicateurs socio-économiques (le revenu, le capital, la productivité, le capital humain...), il montre que si l'agroécologie, sous certaines conditions, peut apporter une plus-value économique, la question du travail et de la main d'œuvre reste encore un enjeu dans de nombreux cas.
- La troisième porte sur le développement de filières territoriales durables : « Le Velly, R. L., Désolé, M., & Chazoule, C. (2022). How to create intermediated local food system partnerships? Collective performance, collective negotiation, and collective learning. *The Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 12(1), 35. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2022.121.013>. Cet article interroge la territorialisation des filières viandes qui posent plus de questions que celles d'autres filières notamment à cause des enjeux d'équilibre matière. Ceux-ci impliquent en effet à l'échelle d'un territoire de développer de plus nombreux circuits de distribution, donc de plus nombreux partenariats avec des distributeurs variés et de plus nombreux ajustements et apprentissages autour de la finition des animaux et de la qualité. Il est issu d'un projet nommé SyAM dont nous parlons également dans le portfolio.
- Enfin, le dernier article est issu de l'axe 4 et montre que le jardin est une porte d'entrée sur les pratiques individuelles et collectives d'autoconsommation en milieu rural. "Guiraud N., Delfosse C., Vandenbroucke P., Viricel P., Munar L. (2022). Gardens in Rural Areas of Mid-Mountain in Auvergne-Rhône-Alpes Region: Revealing a Relationship to Food in Recomposition. *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research*. 110(2). doi: <https://doi.org/10.4000/rga.10824>. Il montre la place de ces pratiques dans les politiques alimentaires et souligne que ce réinvestissement des pratiques d'autoconsommation en milieu rural de moyenne montagne conduit à leur valorisation en tant qu'élément du patrimoine alimentaire de ces territoires. Cet article constitue une contribution à un numéro de la RGA sur alimentation et montagne co-coordonné par Caroline Brand.

Enfin, le dernier point faible portait sur notre capacité à promouvoir nos objets dans le monde académique. Nous discuterons de ce point dans la partie auto-évaluation de l'unité, domaine 2, référence 2.

2- INTRODUCTION DU PORTFOLIO

Notre portfolio vise à éclairer les spécificités de notre équipe, la diversité de nos thématiques de recherche et de nos productions. Nous avons ainsi sélectionné des éléments qui nous identifient sur des thématiques et fronts de recherche dont nous sommes fiers et que nous poursuivons depuis plusieurs années. Deux éléments ont été sous-jacents à ces choix et il nous faut ici les expliciter.

Tout d'abord, il nous est apparu important de mettre en avant dans nos travaux **les liens entre enseignement et recherche**. En effet, nous tous, membres du laboratoire, sommes, non seulement chercheurs mais également enseignants. Ces liens sont donc importants. Nous formons à (et par) la recherche et mobilisons nos étudiants dès les niveaux Masters ou Ingénieurs dans des stages professionnels qui nous permettent d'avoir une connaissance approfondie et sans cesse renouvelée des enjeux et des demandes produites par les acteurs et les institutions de nos territoires d'étude.

Ensuite, nous abordons nos questions de recherche en affirmant **une posture transdisciplinaire**. Il est en effet important pour nous d'affirmer une réelle interdisciplinarité entre sciences sociales (géographie, histoire, sociologie, aménagement, économie), constitutive de notre laboratoire mais également, de par la proximité avec les agronomes et écologues de l'équipe AGE (Agroécologie et environnement), de nous rapprocher des sciences du vivant autour des questions de transitions agricoles et alimentaires. Cette interdisciplinarité s'est développée dans ce dernier quadriennal autour de l'analyse des politiques agro-environnementales, des leviers économiques, politiques, sociaux et territoriaux pour la transition agroécologique. Au-delà de l'interdisciplinarité, la transdisciplinarité suppose une construction commune de connaissances avec les acteurs.

Les productions présentées dans ce portfolio sont emblématiques de l'ancrage fort du LER dans des partenariats régionaux, nationaux et internationaux avec les acteurs agricoles et ruraux. Ce portfolio reflète enfin le rayonnement international du Laboratoire : publications en anglais, partenariats scientifiques internationaux, recherches à portée internationale. Ces travaux sont les marqueurs de partenariats renforcés du LER en Europe, mais aussi avec le Canada, le Brésil, le Japon ou encore l'Afrique.

- **Des dispositifs innovants pour reconquérir la qualité de l'eau**
- **Un renouveau jardinier dans les territoires ruraux**
- **POUR une contribution croisée des chercheurs du LER et des acteurs sur les métiers du développement rural**
- **SYAM : collectifs hybrides à accompagner pour une transition des systèmes alimentaires**
- **Films for farmers : des sources audiovisuelles pour l'histoire des sociétés rurales**

3-AUTOÉVALUATION DU LABORATOIRE

3- 1 Autoévaluation de l'unité

Référence 1- Environnement, objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'unité :

Environnement de recherche et de ses acteurs

Comme décrit précédemment, l'environnement du Laboratoire est dense et multipartenarial. Qu'il s'agisse de la recherche ou des acteurs socio-professionnels, le Laboratoire est fortement ancré dans son territoire et dans sa communauté académique comme le montre le schéma 1 ci-dessous.

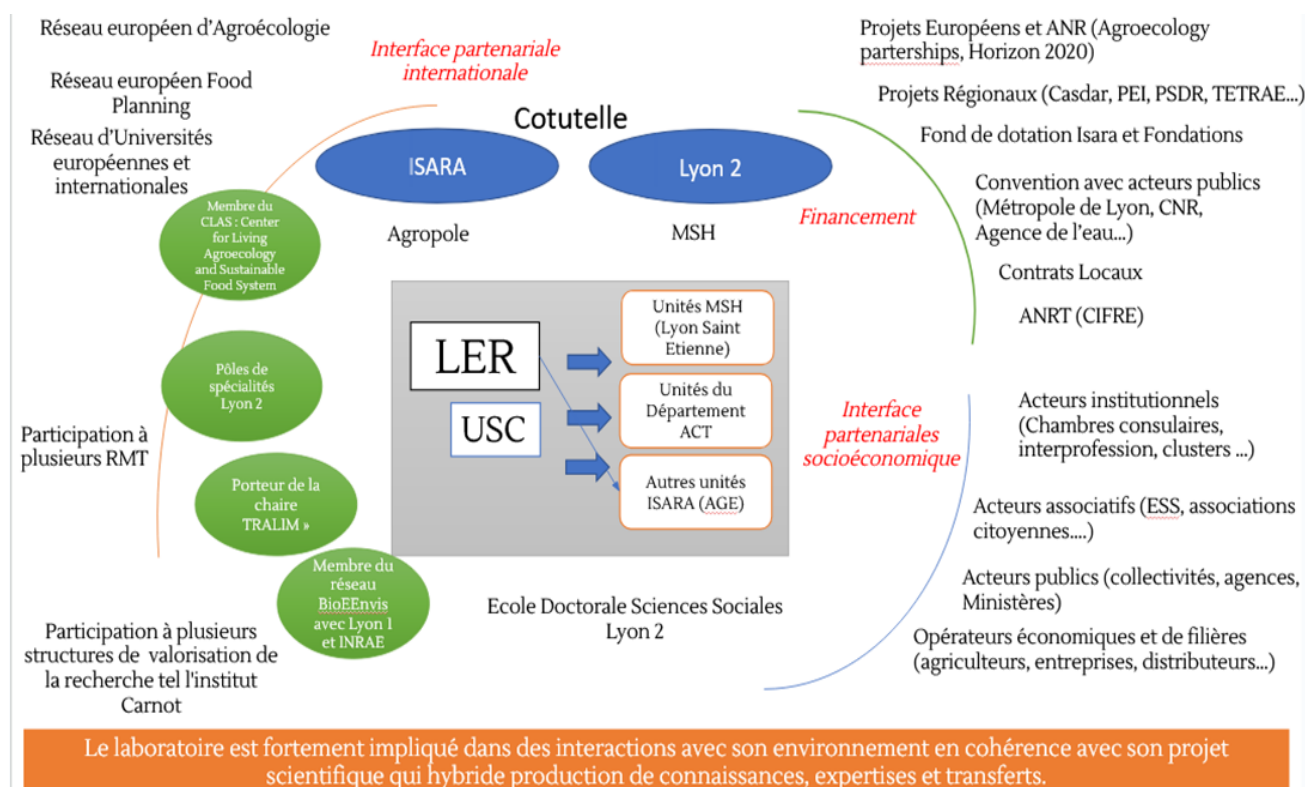


Schéma n°1 - Le LER dans son environnement

Côté recherche, notre inscription sur le site de la MSH nous permet de construire des liens forts avec les autres laboratoires lyonnais de Lyon 2 et de la MSH, et plus largement, à l'échelle du site via :

- la Chaire partenariale TRALIM (<https://www.univ-lyon2.fr/sciences-et-societe/les-chaieres-partenariales/tralim>) que le Laboratoire coordonne et qui facilite les liens à la fois avec l'Institut Lyfe (<https://www.institutlyfe.com/>) et d'autres laboratoires de recherche en sciences sociales ou en nutrition autour des questions de transitions alimentaires
- la Fédération de recherche Recherche Biodiversité, Eau, Ville (FR BIOEENVIS) qui regroupe 17 laboratoires de recherche opérant dans le champ des sciences de l'environnement (notamment biodiversité, eau et ville) et se centrant sur des préoccupations de durabilité des (socio)écosystèmes et d'écologie de la santé. L'Institut BioEEnvis facilite également les liens avec l'Université Lyon 1 et d'autres laboratoires de recherche de l'INRAE.
- l'USC qui nous amène également un ancrage fort avec quelques laboratoires du Département ACT. On pense en particulier à Territoires (Clermont), SELMET et Innovations (Montpellier) avec lesquels nous partageons (ou avons partagé) plusieurs projets de recherche ; au LESSEM (Grenoble) et AGIR (Toulouse) avec lesquels nous partageons des co-encadrements de thèse

ou de stages ; à EcoDéveloppement avec lequel nous développons de plus en plus de relations dans le cadre du développement du campus Avignon de l'Isara. L'USC nous conduit également à consolider nos liens avec le Centre INRAE Lyon Grenoble présent sur le campus de la Doua, ce qui renforce notre ancrage interdisciplinaire et les liens avec les sciences du vivant.

- Outre ces liens, nous collaborons régulièrement (ou avons collaboré) également avec l'UMR-Pacte de Grenoble (liens pour contrats de recherche, et co-encadrement de la thèse de Caroline Albinet par Adrien Baysse-Lainé).
- Le CLAS localisé à l'Isara se veut une vitrine des recherches conduites autour l'agroécologie, ainsi qu'un lieu de dialogue international autour de ses questions. Notre inscription dans ce centre nous donne accès à de nouveaux réseaux internationaux autour de cette thématique que nous développons dans l'axe 1 de notre laboratoire.

Si notre environnement académique est dense, il est en de même de notre environnement socioprofessionnel comme en témoignent les tableaux de l'annexe 1 et le schéma 2. Si nous développons ces liens dans le domaine 3 du point 3.1 Auto-évaluation du bilan, il nous semble utile ici d'en préciser les objectifs. En effet, si le LER construit aujourd'hui de nombreux partenariats avec différentes structures, c'est non seulement dans une perspective professionnelle pour ses étudiants mais également dans une perspective de recherche-action. En effet, grâce à la force de ces liens le Laboratoire peut développer une recherche inscrite dans son territoire avec et pour les acteurs. La plupart de ces partenaires sont actifs dans nos projets de recherche. Les acteurs mobilisés nous connaissent, suivent nos travaux, participent aux actions de valorisation de nos recherches. Ces liens situent le Laboratoire comme un acteur important de l'accompagnement des transitions, des acteurs et des politiques publiques agricoles, alimentaires, environnementales sur un gradient de territoires allant du rural à l'urbain.

Ainsi, le Laboratoire se situe au sein d'un écosystème riche qui lui permet d'atteindre les objectifs de sa politique scientifique. Étant un petit laboratoire, tous les membres sont impliqués et participent au développement de cet écosystème et aux liens acteurs-chercheurs.

Objectifs et politique scientifique en lien avec ses tutelles

Nous l'avons déjà dit, l'objectif scientifique du LER est de réaffirmer la pertinence de l'entrée « rurale » dans les logiques sociales, spatiales et temporelles du développement. Cet objectif s'appuie sur une recherche transdisciplinaire faisant appel au temps long et jouant sur les échelles d'analyse. Les méthodes sont essentiellement qualitatives, interrogeant les trajectoires des acteurs et les processus, ainsi que les gouvernances et les ressources. Les recherches menées au LER reposent sur le dialogue avec les acteurs sociaux et les institutions et la prévalence du terrain pour faire émerger les questions sur lesquelles nous travaillons. Les membres du Laboratoire pratiquent à la fois des recherches dites fondamentales et des recherches appliquées. Dans les deux cas, ils valorisent leurs travaux par des supports scientifiques reconnus, ainsi que par le biais d'actions de transfert ou d'accompagnement d'actions de médiation, comme des expositions.

La politique scientifique du Laboratoire est également fortement marquée par les liens entre recherche et formation, comme l'attestent le nombre de doctorants accueillis dans le Laboratoire, et le fait de ne compter parmi ses membres permanents que des enseignants-chercheurs. L'investissement et le développement de la recherche sont donc étroitement liés aux missions de formation, en particulier dans les responsabilités administratives et pédagogiques exercés, à Lyon 2 et Lyon 3, au sein par exemple des masters Histoire (moderne et contemporaine) et Gestion des territoires et développement local, et à l'Isara dans les formations d'ingénieur aux niveaux Bac+4 et Bac+5 dans le cadre des modules optionnels autour de différentes thématiques (Conseil, Montagne, Agriculture Biologique), et du domaine d'approfondissement TERREA "Territoires, Ecologie, Energies et alimentation".

L'engagement des enseignants-chercheurs du Laboratoire s'est également traduit par l'exercice de responsabilités collectives, qu'il s'agisse de la présence d'un de ses membres au sein du Conseil

d'administration de l'Université (2019-2024), de la Comue (2022-2024), par la direction du doctorat d'Histoire (2019-2023)... Au niveau de l'Isara, les différents enseignants-chercheurs portent également des responsabilités collectives au sein de l'établissement : coordination scientifique et managériale de l'équipe sciences économiques et sociales à l'Isara, coordination pédagogique d'un parcours de spécialisation "Territoires et transition". Les membres du LER portent également des responsabilités en dehors de leurs institutions (voir plus loin).

Enfin, la principale caractéristique du laboratoire est l'association étroite entre les enseignants-chercheurs de Lyon 2 (et un enseignant-chercheur de Lyon 3) et ceux de l'Isara dont les modes d'organisation et les contraintes de fonctionnement sont loin d'être identiques, tant dans les pratiques de formation que dans la mise en œuvre de la recherche, facteurs de contraintes mais aussi d'émulation individuelle et collective. L'interpénétration croissante des terrains et des objets de recherche, de la formation et de productions scientifiques depuis la création du Laboratoire témoigne du bien-fondé de la démarche.

Deux tutelles et une convention avec INRAE :

Aujourd'hui le LER s'inscrit dans un environnement qui lui demande de prendre en compte les attentes à la fois (1) de l'Université Lyon 2, (2) de l'Isara qui s'est dotée depuis de nombreuses années d'un conseil scientifique et d'une politique scientifique visant une interdisciplinarité entre sciences sociales et sciences agroécologiques, et de (3) l'Inrae en étant USC.

En premier lieu, le LER s'est attaché dans le cadre du présent quinquennal à s'insérer dans l'évolution de la politique scientifique de l'Université Lyon 2, et notamment l'engagement dans le développement de la feuille de route « sciences et sociétés » officiellement adopté par le CA en janvier 2022 mais porté par une vice-présidence dédiée depuis mars 2021. Une stratégie validée par la labellisation de l'établissement « science avec et pour la société » en 2022 avec le projet Lysières. Fort de son engagement précoce dans les actions sciences/sociétés, (par exemple au sein de la Boutique des sciences, et de pratiques de recherches associant de manière étroite les acteurs de l'agriculture et de la ruralité), le LER s'est résolument saisi de cette nouvelle opportunité. Il a pour cela activement participé à la structuration des dynamiques pluridisciplinaires au sein de l'établissement, au sein des pôles de spécialités thématiques regroupant les enseignants-chercheurs des différentes disciplines et laboratoires. Le LER participe ainsi à la coordination des Pôles Mémoires et Patrimoines (Edouard Lynch), Villes et Mobilités (Etienne Faugier) et contribue à l'organisation d'animations scientifiques (conférences, colloques, tables rondes). Il a contribué à la création de la chaire partenariale Tralim et en assure la co-coordination (Claire Delfosse) et l'animation d'un axe (Etienne Faugier). La structuration de la recherche à l'échelle de la Métropole Lyonnaise est un autre élément déterminant de la politique menée par l'Université Lyon 2, dans un contexte institutionnel particulièrement instable, avec l'échec successifs des tentatives de création d'un Établissement Public Expérimental, selon des périmètres et des modalités qui ont considérablement variés. Même si le site lyonnais s'est finalement réorganisé sur le modèle plus souple d'une COMUE, la dynamique de collaboration et de rapprochement, à l'image de ce que propose le LER, en est sorti renforcée, avec la finalisation de l'organisation du LER sous la double tutelle Lyon 2 – Isara.

En second lieu, le LER s'est également attaché à répondre aux attentes de l'Isara et de sa politique scientifique. En effet, l'Isara, a été l'un des premiers EESPIG à avoir développé (depuis 2008) une politique scientifique unique et commune aux différents enseignants-chercheurs y travaillant, incitant fortement à l'interdisciplinarité entre sciences sociales et sciences agronomiques. Cette politique a pour ambition de contribuer au développement et/ou à la conception de nouveaux systèmes agricoles et alimentaires agroécologiques. Les enseignants-chercheurs de cette école sont réunis dans deux unités principales : AGE (Agronomie et Environnement), USC attachée au Département Agroécosystèmes de l'INRAE et le LER, USC rattachée au département ACT de l'INRAE et quelques autres rattachés de façon individuelle à d'autres unités, du fait de leurs recherches et disciplines spécifiques -microbiologie, technologie agroalimentaire... L'Isara étant une école d'ingénieurs, les recherches conduites se doivent de participer à la conception et au renouvellement

de ses enseignements. Elles visent à ce titre à concevoir des systèmes agricoles et alimentaires garantissant les trois piliers de la durabilité et prenant en compte tout à la fois les enjeux liés aux dérèglements climatiques, à la diminution des impacts sur l'environnement, à la territorialisation des systèmes alimentaires et au développement des territoires. Les recherches menées dans l'école sont à visée transmatrice : elles se construisent avec et pour les acteurs dans une perspective transdisciplinaire (Berriet-Sollic et al., 2023 ; Dedeurwaerdere, 2023 ; Torre et al., 2023) qui valorise la force des liens entre chercheurs et acteurs face aux inerties du système alimentaire agro-industriel. Ainsi, l'école porte une conception de l'agroécologie qui renvoie à l'ensemble du système alimentaire et non seulement à l'acte de production agricole (Francis et al 2003 , Gliessman, 2007 , Mendez et al. 2013). Dès lors, l'agroécologie y est abordée non seulement comme une discipline scientifique, mais aussi en tant que mouvement social. Les échelles d'action de nos recherches vont de la parcelle aux chaînes alimentaires. Plusieurs objets d'étude sont privilégiés : les produits et leurs qualités, l'agroécologie, les systèmes techniques, les systèmes alimentaires, les territoires.

Enfin, le LER étant devenu une USC, ses thématiques se doivent d'entrer en résonance avec le schéma stratégique du Département ACT/INRAE. Depuis de nombreuses années, le Département ACT et ses unités inscrivent leurs actions dans une perspective interdisciplinaire, au croisement des sciences sociales, de l'ingénierie et des sciences du vivant afin de répondre aux grands défis des transitions écologiques des mondes agricole et alimentaire. Par conséquent, le schéma directeur du Département vise à produire des connaissances et des outils au service de l'action publique et collective, en articulant les échelles (de l'exploitation au territoire), les temporalités et les registres d'action. Il met l'accent sur l'analyse des dynamiques d'innovation, des transformations des pratiques, des modes de coordination entre acteurs et des formes de gouvernance. L'orientation stratégique du département repose sur une forte implication dans les territoires, la co-construction des savoirs et le développement de partenariats avec une diversité d'acteurs publics et privés. Cette démarche vise à accroître l'impact sociétal de la recherche et à contribuer à la conception de politiques publiques. Les travaux du département s'articulent autour de quatre Grands Objectifs Stratégiques (GOS) : (1) Gestion intégrée des liens entre biodiversités, ressources et santé, (2) Compréhension et accompagnement des transitions agroécologiques, (3) Territorialisation des systèmes alimentaires, et (4) Transformation des activités à l'épreuve des changements globaux. Sur plusieurs points, le projet du LER fait écho aux grands objectifs du Département ACT.

En premier lieu, c'est sur l'interdisciplinarité et le lien aux acteurs que le projet du LER rejoint celui du Département ACT. Nous l'avons dit à notre échelle, la question de la transdisciplinarité et des relations entre sciences sociales, de l'ingénierie et du vivant est d'importance. Elle s'affirme dans notre axe 1 où les relations avec les sciences du vivant sont fortes. Ensuite, ce sont autour des thématiques de transitions agroécologiques et alimentaires que des liens se tissent depuis de nombreuses années. Enfin, ce sont autour des questions d'alimentation, de transition et de justice alimentaire que notre laboratoire rejoint les objectifs que le Département ACT se donne pour répondre aux défis de la transition agroécologique.

Dans le cadre de l'USC, notre Laboratoire a conventionné autour de quatre thématiques d'importance pour le LER et le Département ACT. La première s'inscrit à l'articulation des axes 1 et 3 de notre Laboratoire. **Le travail porte sur les transitions agroécologiques à partir d'une entrée par les indications géographiques et les systèmes alimentaires territoriaux.** Cette thématique représente en effet un axe de collaboration historique avec plusieurs unités ACT, notamment Innovation, Ecodéveloppement, Sadapt, Selmet, Aster et Territoires. Elle s'appuie sur des projets de recherche en cours qui réunissent le LER et d'autres Unités du Département ACT (GingKO et TRAACT). **Le second axe de travail porte sur des questions d'accessibilité alimentaire et sur les enjeux de justice alimentaire.** Depuis cinq ans, des travaux ont démarré sur cette thématique au LER, via une thèse (Mathilde Ferrand) ou des projets de recherche (FILAP, Métropole de Lyon). Il s'agit également d'une thématique en émergence au sein du Département ACT qui souhaite ainsi renforcer sa communauté scientifique sur une dimension qu'il considère cruciale de la transition alimentaire : l'enjeu de justice dans l'accès à une alimentation saine et de qualité. **La troisième de ces thématiques porte sur l'analyse des transformations des professionnalités agricoles, en**

étudiant notamment les nouvelles formes d'entrepreneuriat dans l'agriculture. Ici, c'est l'inscription du LER dans le Réseau Mixte Technologique Travail (RMT) qui vient renforcer la stratégie du Département sur les transformations des activités agricoles face aux changements globaux ou encore des projets comme Pléiades (financé par le Fond TERRA Isara). Ce dernier vise à comprendre les nouvelles formes d'installation. **Enfin, la dernière de ces thématiques porte sur les transitions à l'œuvre dans le rural.** L'INRAE trouve un intérêt particulier aux travaux et aux séminaires que le Laboratoire organise sur le rural, la diversité de ses territoires et ses différentes thématiques : culture, patrimoine, pauvreté, mobilité...

Organisation

Dans son organisation, l'unité a mis en place un certain nombre de dispositifs pour faciliter les échanges et les débats autour de sa politique scientifique.

De manière classique pour une équipe de petite taille le LER fonctionne autour **d'une équipe de direction** composée d'un **conseil de laboratoire élu** par l'**Assemblée Générale**. Ce conseil de laboratoire est constitué de représentants des enseignants-chercheurs titulaires, de représentants des doctorants et d'un représentant des membres extérieurs. Si Claire Delfosse, la directrice, a été reconduite à deux reprises dans son mandat, la principale évolution a été en 2023 la mise en place d'une directrice adjointe, Carole Chazoule, afin de prendre en compte, d'un point de vue institutionnel, la co-tutelle avec l'Isara, mais aussi de permettre une meilleure représentation et participation du Laboratoire dans les très nombreuses réunions administratives et scientifiques des deux établissements. Auparavant, il y avait cependant un référent Isara qui était l'interlocuteur privilégié de la directrice. Cette direction adjointe est aussi le moyen d'assurer, dans les faits, une meilleure coordination scientifique entre les deux établissements. Étant une petite équipe, **la majorité de nos conseils de laboratoire se transforme en conseil de laboratoire élargi** à l'ensemble des enseignants-chercheurs afin de mobiliser le plus grand nombre d'enseignants-chercheurs et de doctorants. Qu'il s'agisse des activités de formation, des séminaires, ou des réunions plus "administratives", l'alternance entre les deux sites est toujours prise en compte.

Communication



En direction de l'ensemble des membres du Laboratoire, **le principal outil de diffusion est la lettre d'information bi-semestrielle**, diffusée par mail. Sa rédaction est assurée par les doctorants et ingénieurs de recherche. Elle permet de faire circuler des informations administratives et institutionnelles, de signaler les événements scientifiques (publications, colloques, appels à communication) à l'ensemble de l'équipe, en plus de la publication sur d'autres supports, comme le site institutionnel du LER, hébergé par la MSH-LSE, ou HAL pour les publications. A l'Isara, des réunions informelles, dites café du LER (vient qui veut/peut en fonction de son emploi du temps) hebdomadaire permettent également un partage d'informations plus régulier. Chacun peut faire part de ses actualités.

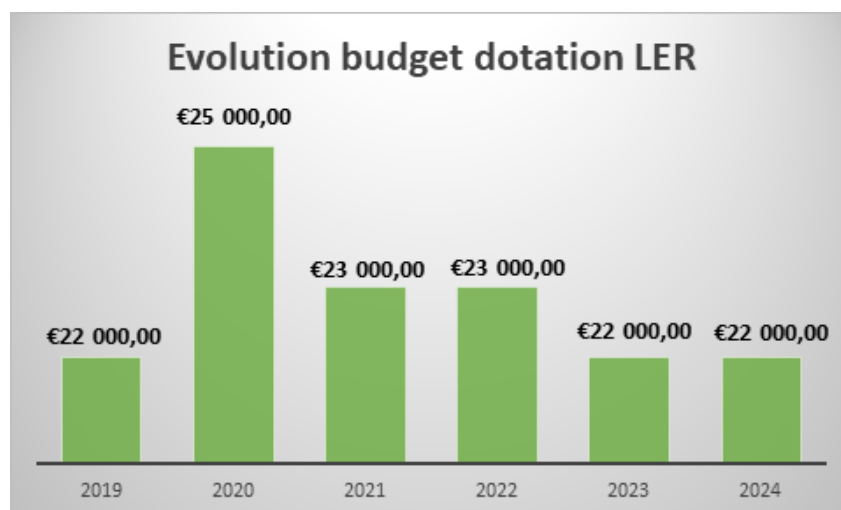
La news letter du LER - <https://web.msh-lse.fr/ler/newsletter/>

Enfin, le Laboratoire organise régulièrement des séminaires ouverts à l'extérieur autour des axes qui sont les siens. Ces séminaires favorisent des présentations à deux ou trois voix entre enseignants-chercheurs du laboratoire (ou doctorants) et d'autres laboratoires. De plus en plus, ces séminaires sont doublement ou triplement labellisés : LER/INRAE/CLAS. Nous avons mis en place également **des séminaires « internes »** sur les méthodes pour répondre aux besoins des doctorants. L'ensemble de nos séminaires sont ouverts aux masterants.

Référence 2- L'unité, ses ressources et dépenses, sa politique d'accueil

Ressources

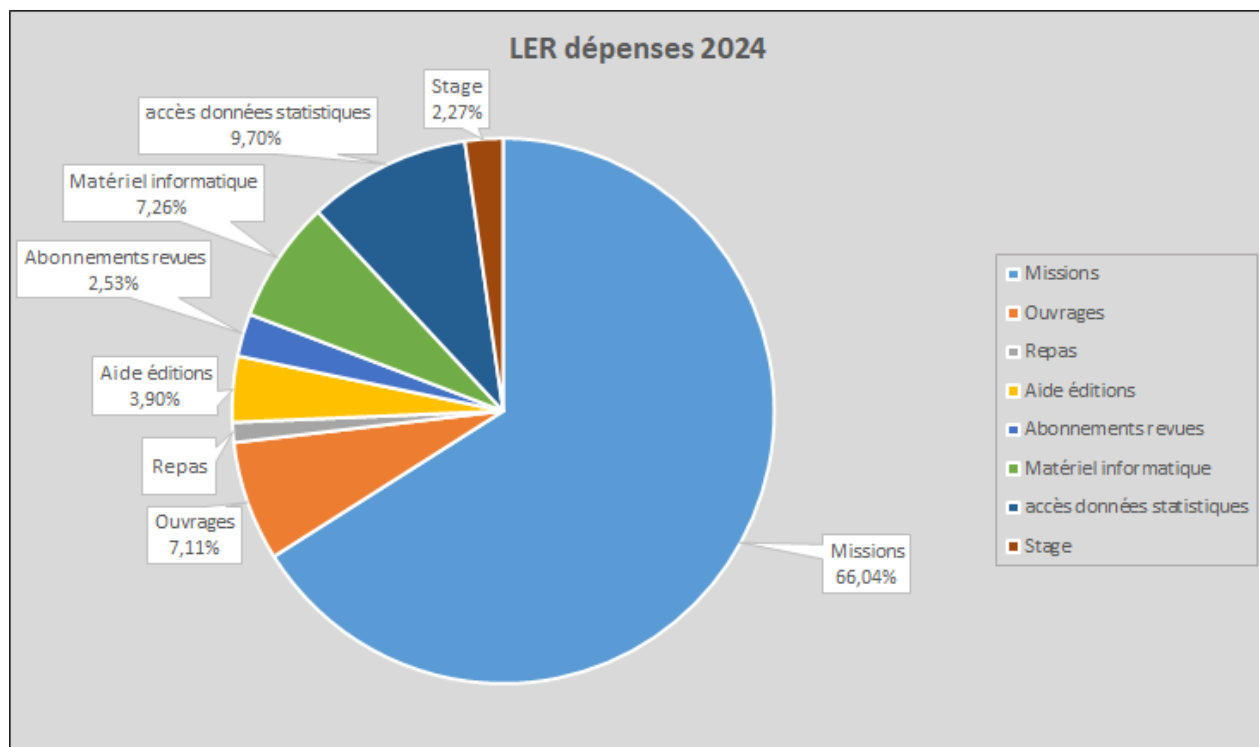
Le budget du Laboratoire est géré de façon autonome par les deux tutelles en raison de leurs statuts différents : statut public de l'Université et du statut associatif et privé de l'Isara, reconnue EESPIG. Ainsi, les enseignants-chercheurs de l'Isara se doivent d'obtenir un financement pour les « jours recherche » qu'ils consacrent à leurs travaux. Ces financements se situent en général autour de 60% d'un coût salarial brut chargé. Les enseignants-chercheurs ne travaillent donc que par et autour de projets financés. Le budget recherche de l'Isara est de ce fait constitué de l'ensemble des financements obtenus par les projets et sans dotation de sa tutelle. Ce budget prend en charge les jours, les achats, les déplacements, ainsi que les embauches de contractuels qui appuient les enseignants-chercheurs. Du côté de Lyon 2, le LER dispose d'une dotation de 22000€ allouée chaque année par l'Université. Cette somme est affectée aux dépenses courantes de fonctionnement et d'équipement, aux déplacements et aux missions, au soutien financier à l'organisation d'événements scientifiques réguliers (séminaires) ou exceptionnels (colloques, journées d'étude), au financement d'une partie des frais de mission liés aux soutenances de thèse et d'HDR, à l'aide au financement de publications issues des thèses ou de travaux des membres de l'équipe.



Graphique 1 - Dotation LER

Les **ressources récurrentes** attribuées à l'unité ont un mode de calcul multicritères mis en œuvre par l'Université (nombre de membres de l'unité, de HDR et de thèses soutenues etc.)

Si cette enveloppe n'a pas augmenté lors de ce quinquennal, l'Université a pris en charge directement davantage de postes de dépenses comme celui de la reprographie des thèses, une bonne partie de l'équipement informatique. En effet, dans le circuit de financement interne à l'Université, le Laboratoire bénéficie de circuits complémentaires de financement, comme des aides à l'organisation d'événements scientifiques par la DRED, ou en faveur du déplacement des doctorants, notamment à l'étranger, mais également des fonds de l'Ecole Doctorale (exemple : participation à un colloque).



Graphique 2 - Ventilation des dépenses 2024

Cependant, même mises bout à bout, ces ressources sont largement insuffisantes pour assurer le fonctionnement du Laboratoire. Aussi, c'est par l'intermédiaire des contrats de recherche que le LER peut disposer de ressources nécessaires à son développement.

Ces contrats peuvent être :

- locaux : collectivités locales, associations, fonds de dotation et en particulier Terra Isara (<https://www.terraisara.fr/>),
- régionaux/nationaux : TETRAE, Agence de l'Eau, Pôle Bio Massif Central, CNR, Région AURA, DREAL, CASDAR, ANR, Ministères (MASA), DRAC, Fondations (Fondations de France, Daniel et Nina Carasso...),
- européens (Horizon 2020, Agroecological Partnerships...).

Ils sont obtenus dans le cadre de réponses à appels à projet. Les enseignants-chercheurs du Laboratoire effectuent donc une veille autour des appels à projets qui les concernent et s'organisent pour y répondre. Dans de nombreux cas, ils sont également directement sollicités par des enseignants-chercheurs d'autres équipes cherchant à monter un projet. Cela a été le cas par exemple pour l'ANR GingKO et pour le projet TETRAE TRAACT en lien avec des collectivités telle la convention avec la Métropole de Lyon signée avec l'Isara autour des questions de transitions alimentaires. De la même façon, nous sommes souvent directement contactés par des partenaires (Bouge-ton-Coq, Grand Bourg Agglomération) pour répondre avec eux à un appel à projet devant associer un laboratoire de recherche à leur appel à projet, ou pour répondre à un besoin de recherche (mairie de Genas, association des Côtes-du-Rhône septentrionales, syndicat Crozes-Hermitage). Nous pouvons nous-mêmes solliciter des partenaires afin qu'ils financent une recherche répondant à leurs attentes (GO-PEI avec le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire). Comme nous l'avons dit, nos contrats de recherche sont essentiels pour le fonctionnement du Laboratoire. C'est pourquoi nous accordons une importance particulière à en maintenir le flux. Ils permettent de faire du terrain et de financer des stages d'étudiants de master ou de mémoires de fin d'études d'Ingénieurs d'Isara, ainsi que du personnel temporaire (annexe n°3). Ils permettent également la prise en charge de missions courtes de vacations. Pour certains contrats, cela nous a également permis de financer des journées

d'étude et des publications de valorisation (comme le numéro spécial de *Transagri* pour la valorisation de Jardin'R).

Notons enfin que, depuis la précédente évaluation, le Laboratoire a multiplié le nombre de contrats partagés entre Lyon 2 et l'Isara, ce qui reste compliqué du fait de la nécessité pour les enseignants-chercheurs de l'Isara de financer leurs jours de recherche. On compte parmi eux Jardin'R, GO PEI, GingKO, AlinoVeg...

Politiques d'accueil des nouveaux enseignants-chercheurs et des doctorants

A son échelle de "petite" équipe, l'accueil de nouveaux membres se déroule de manière largement ponctuelle et qualitative. Le recrutement et l'intégration d'un nouvel enseignant-chercheur, à Lyon 2 comme à l'Isara, est loin de se produire chaque année.

Pour les nouveaux entrants, l'Université Lyon 2 a mis en place une décharge partielle de service pendant la première année, ainsi qu'un cycle de formation dédié. Pour ce qui concerne le recrutement à Lyon 2, il est fréquent que des liens préexistent, tant dans l'expérience de formation que dans des travaux de recherche, ce qui facilite l'intégration.

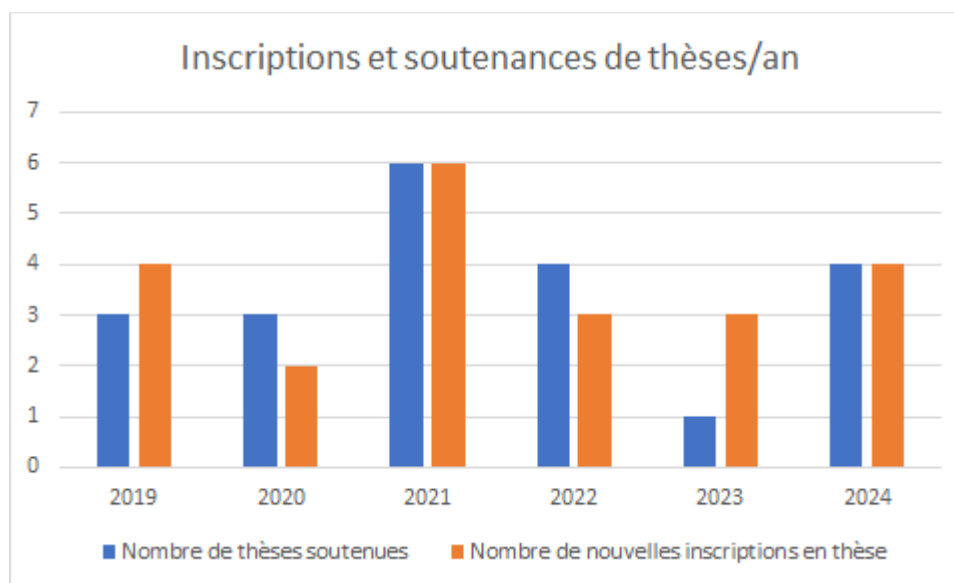
Pour l'Isara, un parcours d'intégration existe également avec des journées de formation organisées par le service RH. La première année d'un enseignant-chercheur à l'Isara est en général uniquement consacrée à l'enseignement et à la préparation de ces enseignements. Les critères qui président au recrutement d'un enseignant à l'Isara vont avant tout dépendre des besoins en enseignements divers et variés dans une école d'ingénieurs. Tout l'enjeu consiste alors à intégrer le nouvel arrivant au sein du Laboratoire. Pour cela, les réunions de laboratoire sont essentielles, mais avant tout l'objectif est de présenter les travaux et les axes de recherche des nouveaux arrivants. Les séminaires du LER sont alors particulièrement utiles en ce qu'ils permettent à chacun de présenter ses travaux et aux doctorants de les animer. Ainsi, rapidement les nouveaux arrivants sont invités à se mettre en relation avec les doctorants pour présenter un séminaire autour de leurs travaux. Les cafés du LER, hebdomadaires, ont été particulièrement utiles lors de ce dernier quinquennal où l'Isara a connu un nombre plus important de mobilité pour favoriser l'interconnaissance entre chercheurs et le partage d'informations.

Le processus est le même du côté des doctorants pour lesquels des formations sont proposées par l'Ecole Doctorale dès la première année. La majorité des doctorants connaît le Laboratoire pour avoir effectué son master à l'Université Lyon 2 ou son stage de fin d'études à l'Isara. C'est souvent lors de leurs dernières années d'études au sein du Laboratoire qu'ils développent un goût pour la recherche. Comme nous le disions, les doctorants participent également aux séminaires et co-réalisent la lettre d'information ce qui leur donne une vision globale des activités du Laboratoire. Pour les doctorants accueillis à l'Isara, le parcours "doctorant" a pour objectif d'améliorer les conditions d'accueil, d'intégration, de professionnalisation des doctorants et de réalisation d'une thèse à l'Isara. Différentes actions sont mises en œuvre au niveau du LER et de l'Isara : organisation annuelle de doctoriales (Isara), ateliers méthodologiques autour de l'écriture de la thèse (LER), mise à disposition de ressources pour accompagner le déploiement du projet de thèse (Isara via Zotero), appuis méthodologiques ponctuels de la MSH et du centre de ressources (gestion de la bibliographie, science ouverte, HAL, etc.). Certains étudiants encadrés par des enseignants de Lyon 2 sont localisés dans les locaux de l'Isara.

Inscrit à l'Ecole Doctorale sciences sociales 483, le LER peut encadrer des doctorants dans ses deux disciplines principales que sont l'histoire et la géographie puisqu'il est doté (à date de la fin d'année 2024) de trois enseignants-chercheurs HDR en géographie et d'un en histoire (durant la majeure partie de la période, il y avait néanmoins une HDR de géographie et 2 en histoire). Le Laboratoire, bien que n'ayant que trois enseignants-chercheurs HDR pouvant inscrire des doctorants, a conservé un rythme soutenu d'inscriptions en thèse tout au long de la période. Le rythme va de 2 à 6 avec un rythme moyen

de plutôt 3-4 par an. Le Laboratoire conserve ainsi une vingtaine de doctorants en moyenne sur la période dans ces deux disciplines.

Inscriptions et soutenances de thèses par année



Graphique n°3 - Flux des thèses LER

En matière de recrutement et de financement des doctorants, la stratégie du laboratoire doit tenir compte des dynamiques institutionnelles. En effet, seule l'Université Lyon 2 peut accéder aux financements de l'Ecole doctorale ED 483, qui contribuent à alimenter un flux régulier de doctorants, avec, en moyenne, un contrat par an. Certaines années sont exceptionnelles, telle 2023, qui nous a permis d'obtenir deux contrats. Le LER peut aussi bénéficier plus ponctuellement de dispositifs relevant d'autres établissements comme l'ENS de Lyon (un contrat CDSN), ou de contrats mis au concours par l'INRAE, ou le CIRAD (bourse Cirad/Ile de la Réunion). Le Laboratoire a également bénéficié de trois contrats doctoraux sur concours, dans le cadre de l'école urbaine, rattaché au Labex sur la ville qui s'est achevé en 2022.

Le Laboratoire arrive, chaque fois qu'il prépare un dossier en ce sens, à obtenir une bourse CIFRE. Certains de ces contrats ont été particulièrement complexes à monter, mais ont permis d'engager des thèses sur des champs jusqu'alors peu travaillés. Il s'agit notamment de la thèse de Mathilde Ferrand portant sur l'accès à l'alimentation en milieu rural. Cette thèse, portée par une structure Sol et Civilisation, réunit plusieurs financeurs : Cap Rural, le Conseil Départemental de la Drôme, RTE. Un autre contrat CIFRE a été signé avec la SEM Clermont-Ferrand et, en fin de quinquennal, nous avons obtenu une bourse CIFRE avec le Conseil Départemental de l'Isère.

Enfin, une partie des financements de thèse est liée à des financements sur contrat, qu'il s'agisse de bourse complète ou de demi bourse. Cela a particulièrement pu être le cas avec l'Agence de l'Eau ou avec des contrats européens, qui ont permis de financer plusieurs thèses. Souvent, ces contrats ne permettent de financer qu'une demi-bourse. En dépit de leur complexité, ces montages sont des lieux privilégiés de collaboration scientifique entre différentes entités et sont très souvent ouverts à des co-directions, soit au sein du LER, soit avec des partenaires extérieurs. Sont par exemple concernés la thèse de Mathilde Crosnier qui était financée en partie par l'INREA et en partie par le Fonds de dotation Terra Isara.

Cette diversité de financement est importante pour les enseignants-chercheurs puisqu'elle permet de financer le plus possible nos doctorants. Elle témoigne des efforts faits par les enseignants-chercheurs HDR pour répondre aux demandes régulières d'inscription en thèse et ainsi de l'attractivité de notre

Laboratoire dans la mesure où cette recherche de financement s'effectue toujours pour des étudiants qui souhaitent faire un doctorat au LER.

Enfin, le Laboratoire continue de conserver un certain nombre de doctorants non directement financés, afin notamment de tenir compte des enseignants d'histoire-géographie, en poste dans le secondaire et qui souhaitent, soit directement après leur prise de poste, soit après un certain nombre d'années de pratique, se relancer dans la recherche, soit pour envisager une évolution professionnelle (accès aux classes préparatoires), soit pour enrichir et renouveler leur pratique professionnelle. Même s'ils disposent d'un calendrier aménagé en accord avec l'Ecole doctorale, il leur est difficile de s'investir pleinement dans la vie du Laboratoire. Toutefois, ils jouent un rôle essentiel comme relais de la recherche au niveau local, par leur implication dans les réseaux associatifs et pédagogiques. Ils sont aussi des ressources essentielles pour les jeunes doctorants, tout en participant, à leur rythme, à la production scientifique du Laboratoire comme en témoigne la référence suivante : "C. Bouchier, « J'ai mis la Marquise au veau » in D. Nourrisson (dir.) Les paysans et leurs animaux, Festival d'histoire de Montbrison, Actes des journées des 16 et 17 novembre 2023, La Diana, 2024, pp. 219-232.

Pour alimenter et renouveler le vivier des jeunes chercheurs, l'unité peut s'appuyer sur un solide réseau de formation dans les établissements universitaires d'appui, ainsi que sur la formation Isara. Si la suppression du master Etudes Rurales à Lyon 2 en 2016 a pu faire craindre un moment une perte de visibilité, le repli imposé sur les mentions disciplinaires, Histoire contemporaine, Géographie et Environnement et Développement rural, n'a nullement été préjudiciable, dans la mesure où les membres du Laboratoire ont, par leur engagement au sein de ses formations, contribué à maintenir les liens avec l'équipe.

L'incontestable renouveau des questionnements autour de la ruralité, de l'agriculture, de l'environnement et de l'alimentation, au prisme de la crise écologique et environnementale, se fait particulièrement ressentir dans le recrutement des étudiants, bien au-delà du bassin lyonnais et qui rejoignent l'Université, soit dès le master, soit à l'occasion d'un projet doctoral, le LER étant de mieux en mieux identifié sur ces terrains de recherche. Ainsi, le Laboratoire attire des doctorants en dehors de Lyon 2 : Paris-Sorbonne par exemple ou de disciplines proches comme l'architecture (École d'architecture de Clermont-Ferrand). Pour finir, nous avons pu accueillir trois doctorants étrangers durant ce quinquennal : l'un venant du Mali qui a soutenu en début de quinquennal et deux qui se sont inscrits (Equateur et Iran) et sont venus avec un financement, grâce aux liens que nous avons pu nouer avec l'Institut Lyfe (ex-Paul Bocuse) dans le cadre de la chaire Tralim notamment.

Le rythme de soutenances de thèse a été soutenu durant cette période, de 1 à 6 soutenances par an (voir tableau ci-dessus).

Durée moyenne des thèses soutenues	Ans
Géographie	5,7
Histoire	8,2

Tableau 3 Durée moyenne des thèses

Si la durée des thèses est toujours trop longue, notamment en histoire, cela peut s'expliquer pour partie par le mode de financement des thèses (enseignants du secondaire). Le Laboratoire est cependant parvenu à faire soutenir des thèses « longues » (3 thèses d'histoire et 1 thèse de géographie de 10 à 13 ans). Notons également que le nombre d'abandon est faible sur la période (5) et s'explique par le contexte Covid, par des difficultés personnelles et pour le doctorant vietnamien par l'éloignement. Les thèses de plus longue durée sont là encore dues à une absence de financement (Mahamadou Niakaté), de maternités (Anna-Maria Yordanova) ou des changements de direction (Aude Royet) et de laboratoire (Farzaneh Zarrin).

Référence 3 -L'unité, ses locaux, équipements et compétences techniques

Le Laboratoire d'Etudes Rurales dispose de deux locaux distincts liés à sa double tutelle. Les locaux du Laboratoire se situent au sein de la MSH de Lyon au 16 avenue Berthelot, hébergé par l'Université Lyon 2. Les enseignants-chercheurs de l'Université Lyon 2 et de l'Université Lyon 3 y ont leurs bureaux, ainsi que les doctorants et la gestionnaire. En revanche, les enseignants-chercheurs de l'Isara ont leurs bureaux dans les locaux d'Agropole, 23 rue Jean Baldassini (Lyon 7), ainsi que des espaces dédiés pour les doctorants. Deux enseignants-chercheurs du LER sont également rattachés au campus d'Avignon de l'Isara (105, rue Pierre Bayle) et disposent de bureaux sur ce campus. Cet éloignement justifie l'augmentation des réunions en visio.

Ces localisations favorisent différentes rencontres. A la MSH, ce sont les liens avec les principales UMR en sciences sociales (Larhra, Centre Max Weber, Triangle, EVS, COACTIS), et plus largement l'écosystème de la MSH-LSE, qui, outre ses structures d'appui, encourage la collaboration entre les équipes par des financements dédiés sur projet. A l'Agropole, nom du bâtiment dans lequel les locaux d'Isara sont installés, ce sont les liens avec les acteurs institutionnels encadrant le développement et les évolutions de l'agriculture et des filières régionales qui sont facilités et favorisent le dépôt de projets de recherche-action.

Dans les locaux mis à disposition de Lyon 2 comme de l'Isara, les mouvements de personnels titulaires ont permis une réallocation des locaux afin de tenir compte du nombre croissant de doctorants et de stagiaires, en fonction des périodes de l'année et des contrats de recherche. A Lyon 2, trois bureaux collectifs sont dédiés aux doctorants et assimilés et le Laboratoire dispose également d'une salle de réunion et de convivialité. A l'Isara, les doctorants sont installés dans des salles dédiées avec les doctorants de l'autre équipe. Comme à Lyon 2, des salles de réunions sont disponibles ainsi que des salles de cours et de séminaire. Dans les deux institutions, l'équipement (frigo, machine à café, micro-ondes) offre les conditions nécessaires au bien-être des usagers, qui bénéficient par ailleurs de la cafétéria partagée de la MSH.

L'équipement des salles de travail, en particulier d'un point de vue informatique, est régulièrement remis à jour, et les usagers peuvent bénéficier du double appui technique des personnels de la MSH (Gestion des serveurs) et des postes et des logiciels (service informatique Lyon 2). A l'Isara, le service informatique dit "la Forge" assure le même service. Pour certaines actions spécifiques, en particulier dans le traitement des données audiovisuelles, les usagers peuvent mobiliser les services de la MSH (Pôle images et son). Les services communs de la MSH-LSE qui mettent également à disposition des salles de réunions, de séminaires ou de colloques, en plus des ressources de l'Université Lyon 2. L'ensemble de ces salles sont désormais équipées pour fonctionner à distance. Dans les deux institutions, le fonds documentaire est constitué d'ouvrages spécialisés, de collections de revues, mais aussi de l'ensemble de la littérature grise produite depuis sa création (Mémoires de master et de thèse, rapports de recherche, Mémoire de Fin d'études). La gestion de cette masse considérable de mémoire, entièrement prise en charge par les fonds propres du Laboratoire a fait l'objet de plusieurs campagnes de tri et de classement. Le fonds documentaire est régulièrement enrichi par des achats d'ouvrages, avec deux campagnes d'achat par an, sur proposition de l'ensemble des membres et notamment des doctorants. Les chercheurs et les étudiants bénéficient aussi de la politique documentaire de l'établissement, avec l'accès aux portails de revues en ligne et collections numériques spécialisés

Référence 4- Gestion des ressources humaines, sécurité, environnement, protection des données et patrimoine scientifique.

Politique de ressources humaines

Par sa taille et ses statuts, l'équipe n'a pas vocation à définir une politique de ressources humaines autonome. Elle est en revanche pleinement attachée à mettre en œuvre la politique active de ses

tutelles en ce domaine. Que ce soit à Lyon 2 ou à l'Isara, dans les phases de recrutement des enseignants-chercheurs, de la composition des comités, à la sélection des candidats et à leur audition, les règles en matière de parité et de non-discrimination sont strictement appliquées. La même rigueur s'applique dans la sélection des contrats doctoraux, avec la présence, lors des auditions, des représentants des doctorants. Plus directement liée à l'exercice de la recherche, la nomination en 2020 d'une référente intégrité scientifique à Lyon 2 a encouragé les réflexions sur les pratiques individuelles et la diffusion des bonnes pratiques, avec l'appui d'un comité pluridisciplinaire auquel participe un membre du Laboratoire (E. Lynch)

En matière de prévention des risques psycho-sociaux, les étudiants, comme les personnes titulaires disposent d'outils performants mis en œuvre par nos établissements, en particulier la création de cellules discrimination, harcèlement, violences sexuelles et sexistes, qui facilitent les alertes et la prise en charge d'éventuelles difficultés. Au sein du laboratoire, pour les doctorants le fonctionnement des comités individuels de suivi, élargi depuis 2023 à l'ensemble du cursus des doctorants, au-delà de leur dimension scientifique, s'est révélé un outil précieux pour déceler d'éventuelles difficultés, mais surtout constituer un espace de discussion et de libération de la parole.

Par ailleurs, étant une petite équipe, nous connaissons bien tous les doctorants et sommes attentifs de façon collective à leur bien-être. Lors du Covid par exemple, nous avons eu des contacts réguliers avec chacun d'entre eux et, pour l'ensemble de l'équipe, avons veillé à faire des visio régulières.

En matière d'évolution des carrières, nous sommes sensibles à encourager les MCF ou les enseignants chercheurs de l'Isara à obtenir des HDR. Pour soutenir la publication, des groupes de travail interne sont développés, dans de nombreux encadrements de doctorants, les enseignants-chercheurs HDR associent un membre du Laboratoire non HDR pour faciliter l'obtention du diplôme. Il s'agit d'une politique permettant aux doctorants d'avoir un meilleur encadrement, mais aussi de « transmission » de savoir de direction de thèse. Ainsi, durant ce quinquennal, un membre du Laboratoire travaillant à l'Isara a pu soutenir son HDR en géographie.

Patrimoine scientifique

Par ses thématiques de recherche, en partie appuyées sur les dynamiques patrimoniales, le LER est particulièrement sensible à la préservation et à l'archivage du patrimoine scientifique. En 2023, les archives d'anciens chercheurs, ainsi que celles du Laboratoire ont été prises en charge par le service des archives de l'Université. De la même façon, des discussions ont été menées avec les Archives Départementales pour le dépôt de plusieurs fonds privés tels les archives de l'Association des Ruralistes Français ou le fond du journaliste « rural » Pierre Lambert, l'un et l'autre encore utilisés par les chercheurs mais qu'il convient de préserver de façon pérenne. Par ailleurs, les enseignants-chercheurs et surtout les doctorants ont pu bénéficier de formations leur permettant de mieux gérer leur données (RGPD, Formation autour de la gestion des données qualitatives...).

Risques environnementaux et développement durable

Le Laboratoire mène depuis peu une réflexion concernant ces déplacements afin de limiter son impact carbone. Celle-ci s'appuie sur la politique de ces tutelles. A l'Isara, par exemple, tout déplacement ne dépassant pas 5h en train s'effectue, autant que faire se peut, en train. A l'Isara, comme à Lyon2, l'objectif est de limiter le plus possible les déplacements en avion.

3.2 Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'unité

Référence 1- L'unité et ses réalisations scientifiques

Comme nous l'avons dit, notre unité de recherche est petite, constituée d'enseignants-chercheurs dont certains ont d'importantes responsabilités administratives et pédagogiques. Malgré cela, notre production et notre rayonnement scientifique sont importants et reconnus dans notre communauté comme en témoignent à la fois les cinq éléments choisis pour le portfolio ; notre production scientifique (que nous détaillerons dans la référence 2) ; notre attractivité envers les doctorants ; et notre reconnaissance en USC.

Pour présenter les résultats de ce quinquennal et nos faits marquants, nous organisons les résultats de recherche significatifs autour de nos axes de recherche. Autour de nos thématiques principales, nous croiserons de façon qualitative certaines publications/contrats/interventions et thèses. L'analyse quantitative sera faite dans la référence 2.

Axe 1- Sciences de l'action, environnement et société en perspectives diachronique et critique

L'axe 1 s'est recomposé du fait du départ de Pierre Cornu, seul membre de Lyon 2 associé à cet axe et de l'arrivée à Isara de Pierre Le Gall, géographe et historien et conduisant des recherches sur les transitions agroécologiques dans les collectifs institutionnalisés, ainsi que de Ioanna Mouratiadou et de Laura Solaroli, toutes deux agroéconomistes et conduisant des programmes de recherche autour des questions d'évaluation socio-économiques de l'agroécologie. Aujourd'hui, cet axe est coordonné par Hélène Brives qui porte des recherches sur l'écologisation de l'agriculture et développe un nouveau questionnement sur les liens entre recomposition du travail et agroécologie. A la suite de cette réorientation, plusieurs sous thématiques ont ainsi pu être développées.

Tout d'abord, l'axe porte des travaux sur des approches diachroniques du rôle des sciences et des techniques dans l'évolution des pratiques agricoles, des systèmes alimentaires et de l'affirmation des enjeux environnementaux. Ces travaux sont ceux de Pierre Cornu, au sein du Comité d'histoire INRAE-CIRAD (dans le cadre de sa délégation à INRAE en 2019 ayant abouti à un détachement longue durée en 2023), ainsi que ceux des thèses inscrites en histoire contemporaine, dont certaines entamées dans le contrat antérieur. La principale réalisation personnelle de Pierre Cornu dans cette phase a été d'achever une synthèse historique inédite sur les approches « système » à l'INRAE, publiée chez Quae en 2021 sous le titre *La systémique agraire à l'Inra. Histoire d'une dissidence*. Ses recherches sur la question de l'histoire de la génétique animale ont également abouti à la publication d'un article consécutif à sa participation à un colloque croisant histoire et droit de l'environnement, intitulé « L'élevage entre rationalisation et patrimonialisation de la nature. Question animale, biosciences et politiques publiques en France de 1945 à nos jours » (publié dans : *Clio@Themis* [En ligne], 20 | 2021, mis en ligne le 13 avril 2021, URL : <http://journals.openedition.org/cliothemis/1256>). Pierre Cornu a également développé une activité dans le champ de l'histoire environnementale (Pierre Cornu, « Agriculture, agronomie et environnement en perspective historique », in Renaud Bécot, Stéphane Frioux [dir.], *Écrire l'histoire environnementale au 21^e siècle*, Rennes, PUR, 2022). Par la suite, il s'est plus particulièrement impliqué dans des questions d'épistémologie et d'interdisciplinarité à l'échelle nationale, notamment en participant à des événements scientifiques questionnant le statut des sciences agronomiques (Marion Guillou, Pierre Cornu, « Gouverner la recherche agronomique en situation de transition systémique. Essai de réflexion historique croisée », in Frédéric Goulet et al. [dir.], *Sciences, techniques et agriculture. Gouverner pour transformer*, Paris, Presses des Mines, 2022), puis en coordonnant un numéro spécial de la revue *Natures sciences sociétés* dont il est membre du

comité de direction. A partir du 1^{er} juillet 2023, les travaux de Pierre Cornu s'inscrivent dans les activités de l'UMR Territoires. La première thèse à être soutenue au titre de l'Axe 1, celle de Pierre Le Gall en septembre 2021, était inscrite en géographie sous la codirection de Claire Delfosse et de Pierre Cornu, avec un financement Cifre. Cette thèse a permis de valider l'intérêt d'une approche interdisciplinaire de l'analyse diachronique des dynamiques sociales et techniques des productions fromagères. Intitulée « Gouverner la qualité des productions fromagères en Auvergne. Approche systémique des Appellations d'Origine, de l'après-guerre à nos jours », elle a en effet mis au jour le rôle très important de la recherche scientifique et technique dans l'évolution des productions sous signe de qualité. Devenu enseignant-chercheur à l'Isara, Pierre Le Gall a pu continuer à apporter son expertise aux doctorants inscrits après lui dans cet axe des travaux du LER, notamment sur les questions de géohistoire de l'élevage. La thèse de Lisalou Martone sur les sciences forestières au Canada entre les années 1880 et les années 1940 a été réalisée en cotutelle avec l'Université d'Ottawa, mais avec un financement international de Lyon 2. La direction était assurée par Pierre Cornu et Béatrice Craig. La thèse intitulée « Forestiers et foresterie au Canada : Genèse et développement d'une science appliquée dans les provinces de l'Est (années 1880 - années 1940) », a été soutenue en octobre 2022 devant un jury international et pluridisciplinaire. La dernière thèse sur CDU Lyon 2, dirigée par Pierre Cornu, est celle de Charlène Bouvier, portant sur une épistémologie historique de l'agronomie de la prairie de l'après-guerre à la fin des années 1970. Cette thèse sera soutenue avant la fin de 2025. Au cours de ses années de thèse, Charlène Bouvier a également animé et coordonné un travail original de coécriture d'une histoire de l'Institut de l'élevage avec ses anciens membres. Ce travail a débouché sur un livre publié en 2022 chez Quae sous le titre *L'institut de l'élevage du temps de la modernisation à celui des transitions*, dont elle est la première coordinatrice et l'une des auteurs principaux. Charlène Bouvier est par ailleurs membre du comité scientifique du dictionnaire *Les mots de l'agronomie*. Elle a présenté ses travaux dans plusieurs événements scientifiques, notamment lors du congrès de la SFHST à Bordeaux en 2023 (communication publiée sous forme d'un chapitre intitulé « La 'révolution fourragère' revisitée. Quelles prairies pour l'agriculture d'après-guerre ? (1945 - 1960) », dans Lachaud Stéphanie, Marache Corinne, Knittel Fabien (dir.), « Sciences, techniques et agriculture. Des Lumières au XXe siècle, Presses universitaires de Bordeaux, 2024). Le collectif de jeunes chercheurs de l'axe 1 coordonné par Pierre Cornu (comprenant Pierre le Gall, Charlène Bouvier et David Drevon, doctorant à SELMET Montpellier) a conçu et animé une session du congrès de l'Association européenne d'histoire environnementale (ESEH) à Bern en août 2023 intitulée "Pastoral mountains in the modernization era. A historical inquiry into the environmental agency of cattle breeding research and extension (1960s-1990s)". La partie historique des travaux de l'Axe 1 du LER s'inscrit ainsi dans une dynamique largement interdisciplinaire, ayant trouvé des échos à l'échelle nationale, voire internationale. Elle a constitué un élément important du rapprochement du LER et d'INRAE. Mais le départ de Pierre Cornu pour cet organisme, et la clôture du cycle des thèses inscrites sous sa direction à Lyon, marquent la fin d'une phase des travaux du Laboratoire.

Dans une seconde sous-thématique, l'axe comprend des travaux dans une perspective de sciences de l'action. Dans ce cadre, un ensemble de travaux s'est développé avec la volonté d'analyser, en même temps qu'accompagner, un processus d'écologisation de l'agriculture. En effet, à la suite de la loi d'orientation agricole de 2012, de nombreuses initiatives et dynamiques collectives, qui se sont revendiquées d'une transition agroécologique, ont fleuri dans la région AURA et ont mobilisé la recherche. Les enseignants-chercheurs de cet axe ont ainsi été impliqués dans une série de projets de recherche-action dans lesquels l'accompagnement, et plus particulièrement l'activité des acteurs intermédiaires chargés de cet accompagnement, est devenu un objet de recherche, quand, dans le même temps, le projet produisait un accompagnement des acteurs embarqués dans la recherche par les espaces d'analyse réflexive qu'elle créait. Plusieurs projets de recherche peuvent être cités dans cette sous-thématique. Le projet TransTrae (Fondation Carasso) a travaillé à rendre des collectifs d'agriculteurs engagés dans une transition agroécologique plus réflexifs sur leur processus de changement afin qu'ils soient plus à même de partager leur expérience à d'autres agriculteurs de la Loire et du Rhône, ainsi qu'avec des collectivités territoriales. Le projet ADAoPT (CASDAR) a soutenu les acteurs des filières laitières AOP-IGP de AURA dans leur

adaptation au changement climatique, via un travail de co-conception avec les acteurs du territoire, d'outils et de recommandations visant à faciliter la mise en débat et la mise en œuvre collective d'actions à moyen et long terme. De même, Be-Creative (ANR), soutient un travail de co-conception croisant l'échelle de la filière arboricole et celle du territoire du Pilat en vue de diminuer l'usage de produits phytosanitaires. De son côté, l'ANR Gingko explore l'hypothèse que les Indications Géographiques (IG) constituent un levier d'action privilégié en faveur des transitions agroécologiques (TAE) et des systèmes sociaux-écologiques (SES) plus durables. Fondé sur le concept de « communs de connaissances » (Hess et Ostrom 2007, Mazé 2003), le projet cherche à caractériser les dynamiques collectives d'apprentissage et d'innovation dans le cadre d'une transition agroécologique. Ces projets ont été le lieu d'une interdisciplinarité forte entre sciences sociales et sciences agronomiques afin de répondre aux problèmes posés par les acteurs professionnels avec lesquels nous avons travaillé (FRCuma, Chambres d'Agriculture, PNR du Pilat, Trame, Idele, CERAQ...). Enfin, la thèse Cifre de Nicolas Giraud, co-encadrée par Hélène Brives, et dirigée par Laurent Hazard (INRAe, AGIR Toulouse) prolonge cette orientation de recherche. Cette thèse porte sur la capitalisation des connaissances issues d'expériences d'agriculteurs pour soutenir l'accompagnement au changement de pratiques « vers l'agroécologie ». Depuis sa pratique professionnelle de « chargé de capitalisation » au sein de la Chambre d'agriculture de l'Aude, Nicolas Giraud explore l'articulation entre recherche et action, production et utilisation de connaissances scientifiques, compréhension de la situation problématique et transformation de celle-ci.

Une troisième sous-thématique s'est développée dès le début de l'ancien quinquennal. A partir de 2019, en lien avec l'association Solidarité Paysans, l'organisation d'un colloque à l'Isara, a constitué le point de départ de recherches sur un nouvel objet qu'est le rapport au travail des producteurs agricoles pour aborder les enjeux actuels d'évolution du secteur. Pour les agriculteurs en grande difficulté, s'engager dans une perspective de transition agroécologique signifie se remettre en capacité de faire du « travail de qualité » et de retrouver un sens à leur activité. Il nous a semblé alors que le rapport au travail, son vécu, constituait une entrée fertile dans la compréhension en particulier des enjeux d'écologisation des exploitations et plus globalement une opportunité d'accompagner un travail réflexif des agriculteurs sur leur activité. Le projet Co-Agil (Casdar) a permis de mûrir cette perspective de recherche. En travaillant au plus près de l'activité des animatrices et animateurs de Cuma et de groupes de développement agricole, il a produit des outils d'accompagnement pour parler du travail en collectif ainsi qu'une formation aujourd'hui déployée par les FRCUMA AURA et Ouest, à destination de ces animateurs. Co-Agil a permis en parallèle une mise à l'épreuve de notre approche des organisations par l'activité de travail, nous permettant de la tester à présent dans d'autres contextes que des collectifs d'agriculteurs, en particulier au sein de filières sous signe de qualité (filieres fromagères AOP de Savoie et du massif central dans le projet REACTIFFS) ou de filières territoriales se voulant vertueuses d'un point de vue environnemental (projets ECTA et TRAACT). Les projets Co-Agil, REACTIFFS et TRAACT sont des espaces de renforcement de nos collaborations scientifiques avec l'UMR Territoires Inrae. Hélène Brives est co-animatrice (avec Eric Charbonnier, directeur de Trame) de l'axe thématique «Collectifs de travail dans territoires» du RMT Travail en agriculture et participe au RIU Travail en Agriculture animé par l'Inrae.

Enfin à partir de 2022, et en dernier lieu, avec l'arrivée de nos collègues agroéconomistes, cet axe s'est enrichi d'une réflexion sur l'évaluation des performances socio-économiques des exploitations agroécologiques. Il s'agit ici d'identifier les leviers socio-économiques favorisant une transition des modèles. Sur ce sujet, Ioanna Mouratiadou a publié une importante revue de littérature et a représenté l'Isara lors d'événements internationaux sur ce thème. Elle a présidé une session de conférence interdisciplinaire internationale (LANDSCAPE 2024 : Agroecosystems in Transformation: Visions, Technologies and Actors ») et a été invitée en tant qu'experte à deux ateliers organisés par « Agroecology Partnership » et dans le projet « AgroServ : Integrated services supporting sustainable agroecological transition ». L'approche est développée plus avant dans le projet PERFECO codirigée avec Laura Solaroli (Fondation Terra Isara), avec un contrat post-doctoral (Edwige Fain-Marion) travaillant de manière ciblée sur la région AURA. En

outre, deux doctorants internationaux (Allemagne, Etats-Unis) ont été invités au LER dans les locaux de l'Isara. Dans la même perspective **une autre série de travaux questionne le rôle de l'agriculture numérique, dans une appréhension large, comme support d'une transition agroécologique**. Cette approche est portée par un projet européen PATH2DEA (Horizon Europe) et dans la co-supervision d'une thèse de doctorat de Frauke Geppert, co-encadrée par Ioanna Mouratiadou et dirigée par Sonoko Bellingrath-Kimura (Leibniz Centre for Agricultural Landscape Research - ZALF, Allemagne). Sur ce sujet, cinq articles ont été publiés dans des revues internationales, trois présentations ont été faites lors de conférences internationales, et un stage de thèse de MSc a été co-encadré.

Axe 2 -Politique(s), acteurs, représentations

Si les travaux menés dans le cadre de l'axe 1 s'efforcent d'analyser et d'accompagner, aux plus près les nouveaux enjeux des actions agricoles et environnementales, dans le contexte de la transition écologique, les chercheurs regroupés au sein de l'axe 2 (Politique(s), acteurs, représentations), Perrine Vandenbroucke (coordinatrice), Audrey Vincent, Ioanna Mouratiadou, Eric Grasset, Claire Delfosse et d'Edouard Lynch (coordinateur) s'attachent plus particulièrement à explorer les modalités de l'action publique et des formes de pouvoir, tant des acteurs, des institutions que des systèmes idéologiques qu'ils mettent en œuvre, en mobilisant des perspectives diachroniques et comparées, permettant de lire les politiques environnementales d'aujourd'hui au prisme de la modernisation ou du développement des décennies précédentes. Au sein de cet axe, plusieurs sous thématiques peuvent également être identifiées : politiques publiques, acteurs et représentations.

Tout d'abord dans la sous-thématique « politiques publiques » et dans la dynamique des deux ouvrages produits au sein du comité d'histoire des offices agricoles, les politiques d'accompagnement et d'interventions sont abordées dans une perspective historique. Un nouveau terrain a ainsi été investi dans le cadre d'un contrat de recherche (2023-2024) avec le CNIEL, Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière, à l'occasion de la préparation des cinquante ans de l'organisation, en 2024. Notre mission était alors de produire un rapport reprenant l'histoire de la filière. Celui-ci a été rendu possible par la mise à disposition des archives inédites des organes exécutifs du CNIEL, complétés par les archives publiques disponibles. Sa réalisation s'est également accompagnée d'une campagne de collecte de témoignages de ses principaux dirigeants qui enrichissent considérablement la connaissance de l'institution et doit servir de point d'appui à un projet plus vaste de protection et de valorisation des archives, en partenariat avec les archives nationales. **À ces approches historiques répondent une analyse critique des politiques contemporaines et des acteurs engagés dans les transitions agro-écologiques.** Dans un contexte de montée en puissance des approches territoriales et de filières, ces travaux explorent les gouvernances, coordinations et combinaisons d'outils aux différentes échelles. Par exemple, autour des enjeux de qualité de l'eau, les travaux d'Audrey Vincent questionnent comment les acteurs tels que les agences de l'eau pensent des outils agro-environnementaux à l'échelle de filières pour plus d'efficacité et de pérennité. La thèse d'Alice Berthet, co-encadrée par Audrey Vincent et Philippe Fleury, a ainsi permis de recenser et de révéler des dispositifs d'action publique innovants pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau aux échelles nationale et internationale. L'analyse spatiale et temporelle de la mise en œuvre de ces dispositifs dans les territoires révèle la multiplication d'outils et d'initiatives mais un enjeu à mieux les coordonner pour qu'il y ait une cohérence et une pérennité dans le temps. **Dans une autre perspective, ces mêmes préoccupations nourrissent l'analyse à l'échelle européenne des transitions vers des territoires d'agroécologie.** Cette notion développée par l'Isara s'intéresse aux démarches de transition engagées de changement de pratiques agricoles, de conservation de la biodiversité et des ressources naturelles, et au développement de systèmes alimentaires territorialisés. Bien que s'affirment des politiques alimentaires ou agro-environnementales à l'échelle territoriale, que les initiatives de biodistricts ou écorégions se multiplient, le manque d'approche systémique montre la limite des territoires pour engager des transformations plus globales des systèmes agricoles et alimentaires. Ceci nous conduit également à un regard critique sur les jeux socio-politiques autour des transitions agricoles et alimentaires aux

différentes échelles, avec **l'ouverture d'un chantier sur le rôle des acteurs de la philanthropie**. Dans le cadre du projet CLEAR, nous étudions les instruments politiques permettant d'accroître l'agrobiodiversité, en mettant l'accent sur les approches collaboratives et basées sur les résultats. Ces instruments sont étudiés par le biais d'approches qualitatives (entretiens) et quantitatives (enquêtes et analyses économétriques), afin d'identifier les moyens d'améliorer l'adoption, la conception et la gouvernance de ces politiques agro-environnementales. **Enfin, la réflexion initiée en 2019 autour de la pauvreté précarité en lien avec Cap rural questionne plus spécifiquement le croisement entre politiques sociales et politiques de développement local**. La thèse de Mathilde Ferrand sur précarité alimentaire en milieu rural révèle ainsi le maillage entre acteurs autour de la prise en charge de cet enjeu dans les territoires, et les nouvelles questions que cela pose en termes d'ingénierie sociale et de prise en charge politique. Une réflexion initiée en 2019 avec un séminaire co-organisé par Cap rural et le LER a abouti à la rédaction d'un article dans le BAGF et à la recherche d'un financement d'une bourse Cifre sur alimentation et pauvreté en milieu rural. La question de recherche ainsi posée s'est déployée à l'échelle institutionnelle avec la création d'un groupe de travail spécifique à la ruralité dans le cadre de la lutte contre la pauvreté-pauvreté en région AURA (Commissariat à la lutte contre la pauvreté-précarité).

Ensuite, la sous-thématique "Acteurs" vise l'étude des acteurs du monde agricole et de la ruralité dans une perspective historique et renoue avec la méthode de micro-histoire qui était pratiquée à la fondation du laboratoire. Cette sous thématique est également fortement liée à l'axe 4 du laboratoire par ses thèmes et objets de recherche. L'axe 2 est prioritairement « centré » autour des acteurs collectifs et institutionnels, avec les travaux de Claire Bailly (Jeunesse agricole catholique) ou d'Édouard Lynch sur les protagonistes des mobilisations collectives. L'arrivée de jeunes chercheurs a contribué à porter une attention croissante autour d'engagements et de mobilisations moins organisées, en déplaçant la focale vers une approche plus « micro », avec de nouvelles thèses, qui se concentrent en particulier sur les approches genrées... C'est le cas de la recherche en cours de Candice Grelaud, portant sur **l'impact du premier conflit mondial sur les familles d'agriculteurs**, dans lequel la place des femmes est analysée de manière particulièrement novatrice, à travers l'étude micro-historique de cinq terrains villageois. Au plus près encore des stratégies individuelles et des rapports de genre, la thèse en cours de Caroline Bouchier sur les carnets d'une famille d'agriculteurs de l'Isère, de la fin des années 1880 aux années 1960 permet, entre autres une approche par le genre, même si elle est loin de s'y limiter. En scrutant au plus près les pratiques des acteurs scrupuleusement mentionnés dans ces milliers de pages, sa recherche rend compte tout autant des pratiques de travail, des relations familiales, du rapport à l'argent, à la terre, au capital ainsi qu'aux interactions environnementales. Si elle s'éloigne assez largement de l'agriculture, la thèse d'Aude Royer, soutenu en janvier 2025 sur les mobilisations ouvrières contre la désindustrialisation textile dans la région Rhône-Alpes entre les années 1980 et 2000 interroge à partir d'autres prisme les transformations d'une ruralité, tantôt périurbaine, tantôt résolument rurale, une situation liée notamment à la longue histoire de la délocalisation de la soierie lyonnaise depuis le milieu du XIXe siècle. Outre cette contribution aux mutations de la ruralité, dans le temps long de la pluriactivité, son travail s'est attaché, notamment par l'enquête orale, à la mise au jour du rôle longtemps invisibilisé des femmes dans l'histoire des luttes. Cette attention portée aux acteurs s'affirme également dans les travaux de l'Isara autour du projet Pléiades. S'intéressant à **l'enjeu du renouvellement entrepreneurial en agriculture**, des études ciblées combinant approche sociologique et technico-économique ont permis de révéler la diversification des modèles agricoles à l'œuvre dans les filières laitières et arboricoles. L'intégration de nouveaux profils dans les filières et les territoires réinterroge le travail : son sens en lien avec les réseaux socio-professionnels locaux, les territoires et les organisations internes aux exploitations, ses formes de reconnaissance dans la chaîne de valeur. Ceci s'affirme comme un front de recherche qui s'affirme pour les équipes de l'Isara, incarné dans l'axe autour des nouvelles professionnalités dans le cadre de la convention USC avec l'Inrae.

Enfin l'étude des représentations et des imaginaires autour des mondes ruraux constitue depuis les origines du LER un des axes privilégiés de recherche, qu'il s'agisse de littérature, de photographies ou d'images animées, des approches dans laquelle la dimension diachronique est

essentielle. Dans la lignée des travaux sur l'agrarisme, la thèse en cours d'Antoine Cintas, consacrée aux usages politiques du soldat laboureur, analyse le poids de la première guerre mondiale dans l'imaginaire politique et social et son impact sur les redéfinitions de la place du paysan dans la nation. Toujours dans le domaine de représentations, mais centrée cette fois sur les images animées, la thèse en cours d'Anne-Laure Bonnefoy, sur les représentations des campagnes dans les films de fictions sur la Seconde Guerre mondiale, croise tout à la fois l'histoire complexe et conflictuelle de la mémoire de la résistance et de l'occupation en interaction avec un espace géographique, culturel peu visible, celui des campagnes. Ces travaux novateurs interrogent en contrepoint la question des corpus qu'il est indispensable de construire, qu'il s'agisse des correspondances ou des publications de poilus, des collections d'images, ou de films produits sur la Seconde Guerre mondiale. Le document audiovisuel en tant qu'archive soulève un certain nombre de difficultés, en matière de traitement et de conservation et le LER, à travers un certain nombre de projets novateurs, a développé une incontestable expertise. C'est le cas par exemple la participation au projet d'ANR Antract, porté par l'Université Paris, I, l'INA et la BNF entre 2019 et 2022, et qui s'est attaché aux traitements à la fois quantitatifs et qualitatifs du corpus des actualités françaises, produites et diffusés entre 1944 et 1968, et pour lesquels des dispositifs innovants de traitement des données, sonores et numériques, ont été mises en place. Au niveau régional, le LER a porté le projet « Mémoires filmées de l'agriculture en Rhône-Alpes », entre 2018 et 2021, qui a permis la mise au jour, la sauvegarde et la valorisation du fonds audiovisuel de l'association régionale Télé-Promotion Rural. Plus d'une centaine de films sont désormais accessibles sur la plateforme "Rural Films" (voir portfolio). Un autre questionnement structurant porte sur la question de la constitution et de la visibilité des corpus, dans une approche résolument comparative. L'usage scientifique des images ne fait sens que s'il est possible d'en reconstituer les modalités de fabrication et de diffusion. Le LER est associé depuis l'origine au projet de Rural Films et au développement du réseau de chercheurs européens travaillant sur ces thématiques et qui a été retenu au sein du portfolio. Et c'est ce double travail d'exploration des sources et de constitution d'un réseau de recherche international qui va pouvoir encore s'amplifier dans le cadre du projet horizon europe "Ruralitic", obtenu en 2024 et dont le LER est le laboratoire porteur au sein de l'Université Lyon 2 (voir trajectoire)

Axe 3 - Productions et systèmes alimentaire

Comme l'axe 2, porté par les historiens, l'axe 3 (Productions et systèmes alimentaires) est un axe caractérisant le laboratoire depuis son origine. Contrairement à l'axe 2, il a toujours été porté par des géographes (Carole Chazoule, Claire Delfosse). Il a réuni cependant dans ce quinquennal à la fois des géographes (Caroline Brand, Pierre Le Gall) et des historiens (Etienne Faugier -autour de l'animation de la chaire TRALIM), mais aussi Laura Solaroli, économiste, qui y développe des travaux sur la sécurité alimentaire et la juste rémunération des agriculteurs. Aujourd'hui l'axe interroge les transitions alimentaires à l'œuvre en lien avec les enjeux globaux et, contrairement aux premiers travaux sur les transitions agroécologiques, il donne une place essentielle à la notion de territoire. Il postule en effet, le rôle essentiel de ceux-ci dans les processus de transformation à la fois des systèmes alimentaires, l'émergence des questions de justice alimentaire et d'accessibilité et de transformation de la consommation. Dans cet axe, ce sont à la fois les processus d'innovation et de patrimonialisation qui sont étudiés. Ici encore, plusieurs sous-thématiques peuvent être identifiées en fonction des chercheurs de leurs disciplines et de leurs projets.

La sous thématique "systèmes alimentaires durables" se donne pour ambition d'analyser les systèmes alimentaires (dans leur diversité), leurs transitions et leurs relations avec les territoires. Il porte l'hypothèse forte que les transitions des systèmes alimentaires se nourrissent non seulement de l'apparition de formes alternatives de systèmes alimentaires, mais également de l'émergence de formes hybrides entre circuits courts et longs, que nous nommons SyAM (Systèmes Alimentaires du Milieu). Il interroge comment ces formes agissent à des échelles locales en complémentarité ou concurrence avec d'autres formes organisationnelles, interroge les coexistences et les réseaux d'acteurs autour des innovations en œuvre pour faciliter ou freiner l'émergence de nouvelles coordinations entre acteurs des chaînes alimentaires vers plus de durabilité. Les travaux sur les SyAM se sont développés depuis

une dizaine d'années autour du projet PSDR SyAM (2015-2021), qui a favorisé une première approche de ces systèmes hybrides entre circuits courts longs et a permis de les étudier sous différents angles. Tout d'abord au regard des théories de la régulation pour lesquelles l'analyse des SyAM a participé à accroître les connaissances sur les processus d'intermédiation et leur rôle dans le développement des systèmes alimentaires durables. Ensuite, en travaillant à formaliser les notions de collectifs hybrides et de projets pour caractériser les processus de développement de ces démarches innovantes (Chazoule et al., 2024, Chazoule 2024). Ainsi les SyAM ont été définis comme un ensemble d'initiatives, qui ne sont ni tout à fait des circuits courts, ni tout à fait des circuits longs, mais des formes organisationnelles innovantes visant la commercialisation de produits en reconnectant producteurs et consommateurs à travers des chaînes alimentaires intermédiaires. Pour autant, les SyAM ne sont pas des circuits courts qui se massifient comme peuvent l'être les circuits de proximité (Praly et al. 2014). Ils se constituent de collectifs impliquant des agriculteurs, des entreprises de transformation et de distribution exerçant habituellement sur des marchés conventionnels et poursuivant néanmoins des performances durables (Le Velly et al. 2021). A ce titre, on peut qualifier ces collectifs d'hybrides car ils cherchent à tirer bénéfice « du meilleur » à la fois des circuits courts et des circuits longs en dépassant les limites des modèles précédents (manque de volume dans les circuits courts, perte de liens au territoire et aux consommateurs dans les circuits longs, partage peu équitable de la valeur...). Ils rejoignent les « Values Based Supply Chains », dans leur volonté de construire entre les participants des relations plus éthiques et des partenariats gagnants-gagnants (Fleury et al., 2016). Ils s'organisent autour de « projets » (Le Velly, 2017) qui nécessitent de nombreux apprentissages (Le Velly et al., 2020) et dans lesquels s'affirment tout à la fois l'envie de faire autrement, de construire d'autres futurs possibles et de développer des accords marchands plus solidaires. Ils restent cependant incertains et nécessitent d'être accompagnés pour lever de nombreux freins (Paris et al., 2022). Pour les étudier, les travaux montrent qu'il ne faut pas s'attarder sur leur structure (nombre et types d'acteurs impliqués, volumes et flux de produits...). Il faut au contraire s'intéresser au processus qui leur permet de se constituer et de se différencier pour « faire SyAM ».

A partir de 2020, les questions de territorialisation de l'alimentation et de transition s'affirment de plus en plus dans la communauté scientifique comme dans nos travaux. En effet, à la suite des confinements liés au COVID et du plan France relance 2020, les projets alimentaires territoriaux se sont fortement développés avec l'ambition pour un grand nombre d'entre eux de structurer des circuits de distribution favorisant la rencontre entre acteurs de la production, de la transformation et de la distribution de leur territoire. C'est dans ce cadre, que des projets comme RESYSSTER (porté par VétAgroSup) ou TRAACT (porté par l'Inrae et VetAgroSup) ont vu le jour. Pour le LER (qui coordonne un volet de recherche), le travail consiste à interroger le développement de collectifs hybrides et le rôle joué par les acteurs publics (et leurs dispositifs d'accompagnement et de gouvernances alimentaires territoriales) dans la consolidation de partenariats éthiques entre les membres de ces collectifs. La conférence donnée à ODT par une de nos mastérantes (aujourd'hui en thèse au Luxembourg et dont Carole Chazoule participe au comité de suivi) sur le cas de la fabrication d'une quenelle de Carpes de la Dombes et sa filière locale pour la restauration collective témoigne des premiers résultats. Ces projets qui se situent à l'échelle de la région, nous permettent d'aborder pleinement les questions territoriales en favorisant la comparaison entre territoires. Un récent article en cours de publication à la RERU met en avant le rôle du Conseil départemental de l'Isère dans le développement de démarches « faisant SyAM » (Chazoule al 2025). Une thèse débutée fin 2024 (la thèse d'Amandine Galibert), porte également sur le rôle du pôle agroalimentaire de l'Isère dans la structuration de collectifs hybrides, le développement de nouvelles régulations et la construction et le partage de la valeur créée à l'échelle territoriale. Dans la même perspective, une méthodologie innovante a été mobilisée pour comprendre le rôle des TPE/PME agroalimentaire dans un processus de territorialisation et de transition agroécologique. Cette méthodologie nommée Cartographie des Concepts en Groupe (CCG) est portée par un collègue Canadien (Martin Cloutier, Professeur titulaire en science de gestion à l'école des sciences de gestion de l'Université du Québec à Montréal <https://professeurs.uqam.ca/professeur/cloutier.martin/>) et Carole Chazoule dans le cadre de TRAACT. En cours de développement ce travail n'a pas encore connu de valorisation par des articles, par contre un webinaire produit en décembre 2024 témoigne des recherches transdisciplinaires que conduit le

laboratoire autour de ces questions, il est disponible à cette adresse : <https://www.auvergne-rhone-alpes-gourmand.fr/webinaire-de-restitution-des-resultats-de-letude-a-table/>

Enfin, le projet AlinoVeg porté par plusieurs laboratoires de l'Inrae, l'Institut Lyfe, plusieurs laboratoires de Lyon2 (Coactis, Max Weber, GREPS) et des industriels (Grencell, EURIAL, Roquette) qui réunit Jacques Aristide Perrin, Carole Chazoule et Ioanna Mouratiadou, vise à réfléchir collectivement aux meilleurs moyens de contribuer au développement de la production et de la transformation de légumineuses à graines. Si des recherches sont menées dans de nombreuses disciplines (agronomie, génétique, biologie, psychologie, sociologie, science et gestion), l'activité du LER porte sur trois volets principaux. D'une part, une étude sur la chaîne de valeur des filières de pois et de féverole a été menée, ainsi que sur la circulation des savoirs générés lors de la quinzaine de projets recensés ces dix dernières années. Une présentation d'une partie des résultats a été effectuée au sein quelques membres de l'USC (site d'AGIR d'INRAE Toulouse) et de Terres Univia. D'autre part, un accompagnement scientifique est à l'œuvre auprès de plusieurs territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes (ville de Villeurbanne, plusieurs collectivités de l'Ain) pour réfléchir collectivement à l'insertion de plus de légumineuses (quantité et variété) au sein de la restauration collective. Une série d'ateliers est en train d'être mise en place pour en faire un événement à portée nationale sur le sujet. Un travail de scénarisation est aussi en cours à l'échelle de l'Europe pour mutualiser les efforts de la recherche sur les légumineuses.

Enfin, dans cette sous-thématique, une nouvelle série de travaux émerge concernant le développement de pratiques agroécologiques dans les systèmes alimentaires alternatifs. Une première communication de ces travaux a été faite en 2024 par Ioanna Mouratiadou.

La sous thématique accessibilité, justice alimentaire et précarité s'est développée lors de ce quinquennal autour des travaux de Caroline Brand, de Laura Solaroli, de Claire Delfosse, de Perrine Vandenbroucke, de Carole Chazoule et de la thèse de Mathilde Ferrand. Ici plusieurs questions ont été posées.

En premier lieu, dans la suite des conclusions de sa thèse sur le prisme « agri-alimentaire » dominant la réémergence de la question alimentaire à l'agenda des collectivités territoriales, Caroline Brand s'est intéressée aux modalités de **construction d'une gouvernance alimentaire territoriale intégrant la justice alimentaire** dans une perspective de transition socio-écologique. Cette investigation s'est faite dans le cadre des programmes FILAP « Vers une filière alimentaire de proximité pour les habitants de Vaulx-en-Velin », 2019-2021 et « Nouvelles Solidarités Alimentaires pour la Démocratie », 2022-2024 (recherche collaborative sur les processus de démocratisation alimentaire pour les habitant.es de Villeurbanne) financés par la Fondation de France et la Fondation Carasso avec le soutien de la Fondation Terra-Isara et de la Convention d'accompagnement Isara-Métropole de Lyon. Ces collaborations ont permis l'adaptation de l'outil de cartographie sensible et participative Food-Transect (Buyck, J., Meyfroidt, A., Brand, C., Jourdan, G., 2021, « Bringing sustainable urban planning down to earth through food: the experience of the food transects of Grenoble and Caen », *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, 102, pp. 319-347) aux recherches et actions sur l'amélioration des capacités d'agir citoyen.nes et l'inscription des enjeux de justice alimentaire dans les outils de planification et les documents d'urbanisme. Avec le collectif Territoires à Vivres, l'outil a été testé sur la ville de Saint-Fons avec des publics en situation de précarité et il a également été transformé en mallette pédagogique avec le réseau Marguerite, pour les enseignants du secondaire et les acteurs de l'éducation populaire de la région AURA afin de sensibiliser le public jeune aux questions d'alimentation durable et accessible. Avec le projet Erasmus+ GOODFOOD (Good teaching practices in experiential learning for effective education on embedded food systems, 2020-2023), il a été adapté pour les enseignants de l'enseignement supérieur en Europe afin d'aborder de manière innovante et impliquante les enjeux des systèmes alimentaires territorialisés avec des étudiant.e.s de niveau MSc. De son côté, Carole Chazoule a questionné la construction de nouveaux liens commerciaux entre acteurs locaux et associations développant des formes alternatives de distributions pour lutter contre la pérennité alimentaire. Elle a dans ce cadre travaillé avec l'association TerritoireS à vivre présente

sur la Métropole de Lyon. Le projet FILAP, auquel Caroline Brand a participé, portait sur des thématiques similaires.

Dans la même thématique, la thèse de Mathilde Ferrand interroge dans les territoires ruraux l'accessibilité à l'alimentation pour les personnes en situation de pauvreté-précarité (voir axe 2 et 4). Cette question est également celle du programme Popsu Dieulefit en lien avec l'école urbaine de Lyon. Ces travaux s'inscrivent à l'articulation de plusieurs axes 2/3/4 et dans les débats sur la résilience alimentaire.

Par ailleurs, nous avons pu montrer combien l'alimentation était un enjeu pour les territoires ruraux (C. Delfosse 2019, « L'alimentation : un nouvel enjeu pour les espaces ruraux », *L'Information géographique*). Un premier enjeu tient à l'accès aux commerces et à leur évolution dans les territoires ruraux. Nous avons ainsi évoqué l'itinérance des commerçants (Massal C., Delfosse C., Legall J., 2019, « De nouveaux commerces alimentaires itinérants ? Répondre à la crise du commerce rural par le commerce itinérant ». Commerce et commerçants étaient également au cœur de la thèse Luca Piccin (De l'Eden perdu à la transition agroécologique. Le marché des fruits et légumes à l'île de La Réunion) soutenue en octobre 2021. La question des commerces alimentaires en milieu rural et les innovations face à leur recul ou les nouvelles formes qu'ils prennent s'inscrivent dans un contrat de recherche-action obtenu en 2024 (Projet Terroir). Les enjeux alimentaires spécifiques aux territoires de montagne, jusque-là peu étudiés par rapport aux territoires urbains, ont commencé à être investigués à travers la participation de Caroline Brand aux programmes RECIBIODAL (« Responsabilités collectives et solidarités dans la gestion des effets des loups en Belledonne : comment territorialiser la conservation de la biodiversité en prenant soin de la dimension habitante ? », 2019-2023 (définir les orientations d'une gestion partagée des problématiques de biodiversité, d'élevage et d'alimentation en Belledonne) et INFRANIMALS (« Co-concevoir des infrastructures paysannes pour la transition agroécologique », 2021-2023 (étude des outils d'abattage paysans comme communs agroécologiques) de l'UMR PACTE qui ont permis de travailler sur la façon de mieux relier problématiques de production et de consommation sur ces territoires. Caroline Brand a également co-coordonné avec un chercheur de l'Université de Turin un numéro spécial du Journal of Alpine Research (Brand, C., Pettenati, G., 2022, « Mountains and Food: Current Trends and Challenges in Europe's Mountain Regions », Journal of Alpine Research, 110-2).

La troisième sous thématique porte sur des questions de qualification des produits. La question de la qualification des produits et de l'alimentation et de leur patrimonialisation est, comme nous l'avons écrit dans notre projet, inscrite à l'agenda du laboratoire et nous avons continué à travailler sur ce thème tant d'un point historique que géographique. Nous avons interrogé les concepts de « terroir », de « local » et plus généralement de lien à l'origine au regard des sens différents qu'ils peuvent prendre suivant les époques. L'histoire des indications géographiques fromagères est au cœur de la thèse de Pierre Le Gall qui réinterroge notamment les définitions/conceptions du terroir. Les travaux d'Edouard Lynch ont également permis de considérer l'histoire des produits d'appellation d'origine (Beaufort, Noix de Grenoble) autres que les vins, comme les recherches de Claire Delfosse sur l'histoire des indications fromagères et laitières. Les questionnements sur les liens au terroir, notamment dans les indications géographiques, au regard de nouveaux enjeux autour du bien-être animal, des transitions environnementales, font l'objet des travaux de l'ANR Gingo. La thèse de Rafael Villota (Construction des politiques des indications géographiques en Equateur) soutenue en 2023 montre que la conception des indications géographiques et leur application circule à l'échelle mondiale, tout en prenant des formes très différentes. Nous avons pu également discuter de ces liens et des indications géographiques avec la chercheuse japonaise que nous avons accueillie au laboratoire. La question de la qualification des produits et des acteurs de cette qualification était également au cœur de la thèse de Senia Fedoul (Œnologues et Sommeliers dans la France du 20^e siècle. Une histoire sociale, technique et culturelle de la qualité des vins). La thèse de Sénia Fedoul porte sur les sommeliers et les œnologues comme acteurs de la fabrique du goût des vins français au 20^e siècle. Cette thèse a donné lieu à un grand

nombre de valorisations dans des colloques et dans des publications, y compris à l'international. Cette thèse a également montré la pertinence de l'enquête ethnographique pour reconstituer la dynamique de mondes professionnels ayant laissé peu d'archives. Odile Maeght, dans sa thèse (*L'Inra au temps des mutations du système alimentaire. Penser et gouverner une recherche industrielle. 1946-1978*) a considéré comment l'Inrae est intervenu dans les politiques de qualité. La thèse d'Anna-Maria Yordanova (*Paysages, labellisations et patrimonialisation du vignoble Beaujolais : la mise à l'essai de nouveaux outils pour le développement*) montre comment on passe de la valorisation d'un produit à celle du paysage qu'il produit par une qualification croisée. Elle illustre également l'évolution de la politique de l'INAOQ visant à encourager la labellisation des paysages viticoles. La qualification des produits ne se limite plus aux labels alimentaires et aux appellations d'origine, le succès des labellisations Unesco incite les acteurs de la production alimentaire, comme les collectivités territoriales à chercher à qualifier leur produit et leur territoire grâce à un label Unesco. C'est le cas par exemple du Charolais-Brionnais sur lequel des membres du laboratoire ont travaillé dont Dominique Fayard, membre associée du laboratoire qui a porté cette demande de labellisation. Nous avons également participé aux premières réflexions autour de la labellisation Unesco des Côtes du Rhône septentrionales. Enfin, nous avons régulièrement suivi les travaux autour de la valorisation du patrimoine alimentaire des Alpes : d'un projet Interreg (Alpfoodway) co-porté par le PNR des Bauges (participation de Claire Delfosse au colloque final à Milan : « Alpine Food Heritage as a Strategy for Sustainable Development - revitalize the global partnership for sustainable development » 2019 à Milan) à une candidature au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco pour l'ensemble du massif des Alpes.

Enfin la dernière sous thématique questionnée dans cet axe est celle de l'approvisionnement alimentaire urbain sur le temps long. Cette question a été développée par différentes publications et interventions de Claire Delfosse à l'école urbaine et à l'occasion de conférences internationales (« Les villes et l'alimentation à l'heure de l'anthropocène », 32^e Entretiens Jacques Cartier à Montréal 2019, et à Shanghai, « How rural/urban linkages are reconsidered by the rise of new urban food demands » Colloque *State Planning from the perspective of Urban-Rural Assembly* » 2019 et en 2023 au Japon. La question de l'approvisionnement alimentaire des villes a été travaillé d'un point de vue historique autour des produits frais, valorisant des travaux conduits dans le cadre du projet PSDR du précédent quadriennal (approvisionnement en lait de la ville de Lyon, publication FRUGAL, article dans Etudes rurales et communication sur les fruits et légumes à Lyon 1930-1960). Cette recherche a été poursuivie dans le cadre d'une collaboration avec l'UMR-Pacte sur l'approvisionnement en lait de la ville de Grenoble au 20^e siècle (Pierre Le Gall et Claire Delfosse). Cette recherche historique a été prolongée par un travail sur l'élevage périurbain autour de Grenoble et son rôle dans l'approvisionnement de la ville de Grenoble (J-B Grison, B. Pecqueur, C. Delfosse and P. Le Gall, "Livestock Farming in Relations between Urban Districts and the Mountains – The Case Of Grenoble", RGA). Cette thématique a permis de montrer comment les villes ont pu se préoccuper fortement de leur approvisionnement notamment en produits frais et se soucier de la qualité de ces produits (pour le lait de consommation en particulier), puis s'en sont « désintéressées », pour en faire à nouveau une question centrale re-questionnant la place de l'agriculture en ville et dans les espaces périurbains, et les relations des villes et surtout des métropoles avec les territoires ruraux voisins, voire plus éloignés.

L'axe 4 - Vivre le rural et le réinventer

L'axe 4 a profondément évolué au cours de ce quinquennal. Notre projet soulignait les enjeux que pouvaient revêtir les espaces ruraux à la fin des années 2010 et l'ambivalence de leur image. Cette dernière n'a cessé de se renforcer entre le « rural » espace de marginalisation ou de précarisation (suite des gilets jaunes, éloignement des services), voire même lieu de désertification, et à l'inverse la crise du Covid qui a amené à parler « d'exode urbain » et qui a renforcé l'image d'une « ruralité » espace des possibles, notamment face aux enjeux des transitions alimentaire, environnementale et sociétales. Le rural, les « ruralités » ont été au cœur de débats médiatiques et politiques durant cette période avec la création d'un ministère de la ruralité, détaché ainsi du ministère en charge de l'agriculture. Les débats

autour de la ruralité ont traversé la société, interrogé les chercheurs. Le LER y a tenu toute sa place, par ses publications scientifiques, ses communications et ses partenariats science-société.

Ce renouveau de la « question rurale » a permis une meilleure prise en compte du rural dans les appels à projet et suscité de plus en plus d'intérêt de la part des étudiants, notamment pour des projets de thèse portant sur les questions de cet axe, tant pour les géographes, que pour les historiens.^[EL1] Ce nouvel intérêt pour le rural a permis à Claire Delfosse de réaliser deux séries de Cours publics à l'Ecole urbaine intitulés : « Au regard de l'urbanité : la campagne en France aujourd'hui » (2021) et « Désir de campagne : de nouvelles façons de vivre et travailler en milieu rural » (2022). Dans le cadre de cet axe nous avons aussi invité plusieurs chercheurs interrogeant « Vivre le rural » : des géographes (François Taulelle sur la question des services), des sociologues dont Gilles Laferté et sur les jeunes avec Yaelle Amsellem-Mainguy (*Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*) et Benoit Coquard (*Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*). Par ailleurs, nous avons co-coordonné deux numéros de revues autour de l'évolution du rural et des ruralités avec Monique Poulot (Université Nanterre-Lavue) (*Les espaces ruraux en France : Nouvelles questions de recherche*, BAGF, 2019 et *Des ruralités en renouvellement*, Revue Pour n°239, 2021). Les évolutions de l'espace rural nous ont amenés à interroger ce que peut être le développement rural aujourd'hui (Thème du colloque de géographie rurale de 2022 organisé par le LER) et qui traverse le numéro de Pour consacré aux métiers du développement rural (voir Porte-folio).

Cet axe avait pour finalité de caractériser le rural contemporain à travers les modes d'habiter, de fréquenter et de pratiquer ce type de territoire, par des analyses croisées de la culture, des loisirs, des mobilités, de l'accès aux services, de la pauvreté...

La question de la **pauvreté-précarité en milieu rural** a constitué un volet important de « vivre en milieu rural. En effet, Claire Delfosse a co-animé un groupe de travail consacré au rural par la Commissaire à la lutte contre la pauvreté-précarité (2020-2022) (voir domaine 3). Ces travaux ont été en permanence croisés avec les recherches menées par Mathilde Ferrand dans le cadre de sa thèse (*L'accessibilité alimentaire au prisme d'une approche géographique de la pauvreté : pratiques habitantes, engagements associatif et interventions publiques dans les espaces ruraux*) qui sera soutenue le 21 mai 2025. Outre les enjeux de croisement entre développement local et politiques alimentaires (voir axe 2), la thèse de Mathilde Ferrand explicite ce que veut dire vivre en milieu rural en situation de pauvreté-précarité notamment face aux enjeux de mobilité, des choix à faire entre se nourrir, se chauffer ou se déplacer (voir aussi intervention à la PFOSS). La question émergente de la précarité énergétique, dont celle liée au logement est peu traitée en milieu rural. La thèse de Caroline Albinet (contrat doctoral obtenu en 2024) sur le logement des nouveaux installés en agriculture, répondra pour partie à ce manque.

Les populations précaires ou fragiles sont aussi les personnes âgées, qui sont au cœur de la thèse de Lorette Klepper (*Adapter les petites centralités à l'avancée en âge : un enjeu pour les aménageurs et bailleurs sociaux*) commencée durant le quinquennal et qui sera soutenue avant la fin de l'année 2025. Cette thèse nous a permis d'être associés à un réseau de recherche porté par des doctorants de plusieurs laboratoires (UMR-Territoire, CEDETE, Géographicités). Ils ont organisé une journée d'études en 2024 et une nouvelle en 2025. La thèse de Lorette Klepper questionne la façon d'habiter, l'accès aux services et la mobilité des personnes âgées ainsi que l'aménagement des petites villes. Ces dernières font l'objet de plus en plus d'intérêt de la part de la recherche en lien avec les travaux sur les petites centralités et la question des services, ce que traduisent le programme « Petites villes de demain » et le programme Popsu-territoire dans lesquels nous avons été fortement impliqués à différents titres (participation à deux contrats Popsu, membre du jury Popsu en 2023...).

L'essentiel des travaux de cet axe portent sur la France toutefois deux thèses interrogent ce que peut être vivre le rural dans des pays « pauvres » où l'agriculture demeure une activité majeure dans les campagnes. Il s'agit de la thèse de Mahamadou Niakaté (*L'agriculture et l'alimentation en marge de villes maliennes, le cas du Sahel occidental : Cercle de Yélimané*) qui montre les conditions difficiles de

vie des campagnes maliennes. Il souligne lui aussi le rôle des allers et retours urbain-rural, comme les liens cette fois entre rural et villes de France. La thèse de Farzaneh Zarrin, quant à elle, montre encore l'extrême pauvreté des campagnes iraniennes. Elle analyse le rôle que joue le tourisme intérieur, notamment celui des citoyens iraniens dans certaines campagnes, perçues comme des lieux de plus grande liberté et de liens à la nature. Sa thèse analyse également les freins au développement des campagnes iraniennes.

Il est impossible d'interroger le « vivre à la campagne » sans considérer **les mobilités** et notamment l'usage de la voiture. Ces mobilités ont constitué un volet important de cet axe qui croise histoire et géographie. L'approche historique, développée par diverses publications et interventions d'Etienne Faugier a analysé l'automobilisation du « rural ». Ses travaux soulignent l'épaisseur historique des usages des véhicules motorisés, leurs pertinences et leurs limites. L'enjeu n'est pas seulement de se focaliser sur la voiture, mais aussi sur l'autobus, l'autocar, la camionnette, le tracteur, la motocyclette. Là encore pour les travaux sur les mobilités, il s'agit de dépasser une approche purement centrée sur « les campagnes » pour embrasser l'approche territoriale. En ce sens, les aller-retours villes/campagnes et leurs influences se font sentir à travers toute l'histoire du XXe siècle. Au-delà de la voiture, la thèse d'Alice Peycheraud (soutenance prévue fin 2025) pose la question de l'engagement que suppose la pratique du vélo au quotidien en milieu rural. Le caractère innovant de sa thèse à l'heure de la remise en cause du tout voiture, y compris en milieu rural, lui a permis de collaborer avec les acteurs du vélo et de la mobilité en milieu rural. Toutes ces recherches conduites au sein du LER nous (Alice Peycheraud et Claire Delfosse) ont permis de co-coordonner le numéro de la revue *Pour* consacré aux mobilités en milieu rural (2024) dans lequel Etienne Faugier a également publié. Les enjeux de mobilité ont donné lieu à un séminaire de laboratoire (« Le rural, laboratoire des mobilités quotidiennes et récréatives », 12 janvier 2024) ouvert aux master 2 Développement rural. Il a valorisé également le travail d'un masterant qui a ensuite publié dans le numéro de la revue *Pour*.

Faible densité relative et dispersion de l'habitat, ont généré une forme spécifique l'itinérance, originale en milieu rural et qui a donné lieu à plusieurs publications et interventions. Elle concerne à la fois les commerces (article coll. dans *Géocarrefour*), la culture (*Pour Mobilité*) et de plus en plus la politique dite de l'« aller vers » compensant le recul des services. Ceux-ci ont également été abordés dans une approche historique par la thèse de Malorie Ferrand (*L'aménagement scolaire en milieu rural : entre normalisation et négociation. Approche géohistorique de la construction du réseau de CEG (collèges d'enseignement général) dans l'académie de Grenoble entre 1959 et 1981*), soutenue en 2021 et qui a également fait l'objet de plusieurs publications.

Enfin, dans le prolongement de l'approche par les mobilités, plusieurs travaux du laboratoire mobilisent le tourisme comme objet d'étude (Etienne Faugier, « Transports touristiques contre mobilités touristiques ? Démoder et dé-modaliser l'approche géohistorique du tourisme », *Revue Mondes du Tourisme*) en restant attentif aux mutations liées au phénomène métropolitain et de durabilité (Anthony Simon « Vers un tourisme métropolitain durable et responsable ». *Lyon, métropole en mouvement*).

Jardins, vergers et petits élevages en milieu rural, petit objet nous ont permis d'interroger « vivre le rural et le réinventer » dans le cadre de plusieurs contrats (voir Porte-folio) et notamment Jardin'R. Ce projet explore les dynamiques et formes d'un renouveau jardinier dans plusieurs territoires ruraux de la région AURA. Par des études territoriales qualitatives menées dans les différents territoires, et par un questionnaire quantitatif auprès des jardiniers, le projet a révélé que les jardins potagers, individuels et collectifs, participent de ruralités en mutation. Les jardins réinterrogent la façon d'habiter le rural de la maison au territoire. Ils questionnent dans l'urbanisme rural le rôle des dents creuses, des interstices et les modalités d'accès à l'eau, particulièrement en contexte de changement climatique. Enfin, les jardiniers amateurs jouent un rôle crucial de préservation et transmission de la biodiversité domestique et des pratiques qui y sont associées : variétés anciennes de fruits, variétés potagères oubliées, races de poules ou de moutons domestiques. Ils peuvent parfois participer à la relance de nouvelles filières dans des complémentarités entre amateurs et professionnels. La

biodiversité domestique, comme ressource patrimoniale, est au cœur de la thèse d'Emilie Perronne. Elle y montre le rôle d'associations anciennes, de nouvelles formes de collectifs et les enjeux de l'arbre aujourd'hui dans l'habiter rural. Ce rôle de l'arbre et le jardin concerne également la thèse de Quentin Elles qui analyse un nouveau phénomène les « jardins-forêts », forme de réinvention du rural. Ces deux thèses, comme les résultats de Jardin'R soulignent la circulation et les formes d'hybridation entre rural et urbain.

Ce sont ces échanges, circulations, invention-réinventions qu'interroge également Morgane Montagnat dans sa thèse (*Les espaces des pratiques musicales et chorégraphiques trad. Enquêtes en Auvergne-Rhône-Alpes et en Vallée d'Aoste* 2021) et les articles qu'elle a publiés sur les musiques traditionnelles. Morgane Montagnat a organisé aussi journée d'études sur les loisirs, avec Lionel Pabion, historien, qui a soutenu sa thèse sur en 2021 sur *Les sociétés conscriptives et l'associationnisme rural sous la IIIe République*.

Loisirs, patrimoine nous amènent également à la question de la **culture** qui, là encore, interroge la circulation des « modèles », des innovations entre rural et urbain et participe pleinement de « Vivre le rural et le réinventer ». Nous n'avons pas eu de contrat de recherche sur la culture au cours de quinquennal, mais avons continué à travailler sur ce thème qui a donné lieu à de nombreuses interventions et des publications ; elles ont fait de notre laboratoire, un laboratoire référent en termes de lien entre culture et ruralité (voir domaine 3). Ainsi, les publications et interventions faites par Claire Delfosse soulignent que les spécificités rurales qui peuvent être considérées comme des handicaps sont également des sources d'innovations. Ses travaux montrent que les liens et complémentarités, toujours plus forts entre ville et campagne dans ces dernières décennies, se lisent aussi dans la culture. Les artistes, comme les coopérations entre structures favorisent les échanges dans des sens réciproques : ils engendrent à la fois des porosités et des hybridations entre urbain et rural. Dans ce nouveau contexte, il n'y a plus de hiérarchie entre culture urbaine et culture rurale. Les espaces ruraux offrent nombre d'opportunités (moindre coût de l'immobilier, ...) ; leur proximité de la nature leur confère même une place particulière dans les enjeux de transition qui mobilisent de plus en plus d'artistes et de projets culturels. Les travaux sur la culture questionnent toutefois la faiblesse de l'ingénierie culturelle en milieu rural.

Dans cet axe, comme dans l'axe 2 et l'axe 3 à propos des PAT, la question **des échelles et des limites** se pose à l'heure de la superposition et de la multiplication des territoires de gestion, d'intervention et de projet, ainsi que des dispositifs, qui n'ont pas toujours les mêmes périmètres. Les collectifs citoyens ou les formes de développement alternatifs en rhizome (travaux d'Aurélié Delage) ne recourent pas les territoires de gestion et de projet. De même les associations, qui jouent un rôle fondamental par exemple dans la lutte contre la pauvreté-précarité, n'ont pas forcément des périmètres correspondant à des limites administratives ou de territoires organisationnels. Là encore les échelles sont plurielles et questionnent : entre échelle de la proximité, de la gouvernance des actions, des associations, et du bassin de vie des habitants qui est influencée par leur mobilité, les motifs de leurs déplacements et la géographie du territoire.

Tout au long de ce contrat, **nous avons répondu à des appels à projets de recherche et de recherche-action** grâce à l'importance des liens que nous avons tissés depuis plusieurs années avec différents partenaires (voir tableau en annexe et domaine 3) ; liens que nous avons par ailleurs élargis au cours de ce quinquennal. Ce sont des acteurs locaux qui font appel à nous en tant que laboratoire de recherche pour des contrats de recherche-action ou comme experts scientifiques, lorsqu'ils répondent à des appels à projet nécessitant l'implication de laboratoires de recherche. De même lorsque nous répondons à des appels à projet de recherche-action à notre initiative, nous pouvons compter sur des partenaires avec lesquels nous avons déjà travaillé, comme dans le cas de la réponse à appel à projet de la Fondation de France autour du Projet Jardin'R qui nous a permis sur la période d'avoir deux financements, l'un d'amorçage sur un an (2020-2021) et l'autre pour quatre ans 2022-2025. Ce projet nécessitant d'autres financements que ceux des membres du consortium nous avons

répondu à d'autres appels à projet comme l'appel à projet mémoire de la DRAC et sollicité des financements complémentaires de PNR, ainsi que de l'Ecole urbaine de Lyon, nous avons par ailleurs pu aussi croiser avec des financements Popsu Petites villes (Voir Porte-folio).

Ces liens, la pluridisciplinarité de notre équipe nous ont permis de répondre parfois dans des délais très courts comme pour la réponse à l'appel à projet Animera pour le projet Terroir avec l'Association Bouge-ton-coq et Journées nationales de l'Agriculture. Au cours de ce quinquennal en associant au sein d'une même convention des enseignants-chercheurs des deux tutelles nous avons pu proposer un important contrat de recherche au ministère de l'Agriculture sur la diffusion des innovations (Pierre Le Gall, Claire Delfosse, Hélène Brives, Carole Chazoule, Laure Courret, Laura Solaroli, Perrine Vandenbroucke) : Analyse des processus d'innovation portés les Groupes Opérationnels du Partenariat Européen pour l'Innovation Agri (GO-PEI) en France, dans le cadre de la programmation 2014-2020 du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) (2023-2025).

Notre implication dans la chaire partenariale Tralim nous a permis d'obtenir deux contrats de recherche. Le premier, court, vise la préfiguration d'une demande de protection au titre de l'Unesco des Côtes du Rhône septentrionales. Les liens ainsi développés nous ont permis par ailleurs d'avoir un autre contrat de recherche sur le vignoble Croze-Hermitage, dans une approche plus historique. Le deuxième de grande ampleur en lien avec entreprises et plusieurs laboratoires de Lyon 2 (UMR Max Weber, Coactis, GREPs) et l'Institut Paul Bocuse est le projet AlinoVeg que nous avons décrit dans les faits marquants.

Au total sur la période notre équipe a pu obtenir des contrats de façon régulière sur des fronts de sciences ou confortant des thématiques pour lesquelles nous avons une expertise. Ces contrats sont de diverses natures, tant par leur enveloppe, le type de contractualisation (gré à gré, appel à projet...), que par le nombre de personnes du laboratoire qui sont impliquées.

Le rayonnement de notre unité se traduit par une forte présence à des jurys de thèse et de HDR, y compris à l'international. Ainsi les membres de l'unité ont participé à 39 jurys de thèse dont 32 en dehors de Lyon². Ils ont également participé à 13 jurys de HDR en dehors de Lyon². Par ailleurs plusieurs membres du laboratoire co-encadrent des thèses en dehors du laboratoire : Hélène Brives, Claire Delfosse (Sixtine Leroux sur « L'événement culturel dans le rural » avec Nicolas Verdier, EHESS), et durant le contrat Ioanna Mouratiadou a co-encadré une thèse à Berlin. Les membres du laboratoire contribuent largement aux CSI, y compris en dehors du site de Lyon et à des comités de thèse. Enfin trois HDR ont été soutenues avec Claire Delfosse comme garante au sein du laboratoire dont deux de Maître de Conférences extérieurs à l'Université (Estelle Deleage et Jean-Noël Consales)

Les membres de l'équipe participent également à des jurys de concours de recrutement outre la participation à des COS, recrutement de chargés de recherche à l'INRAE, au CIRAD...

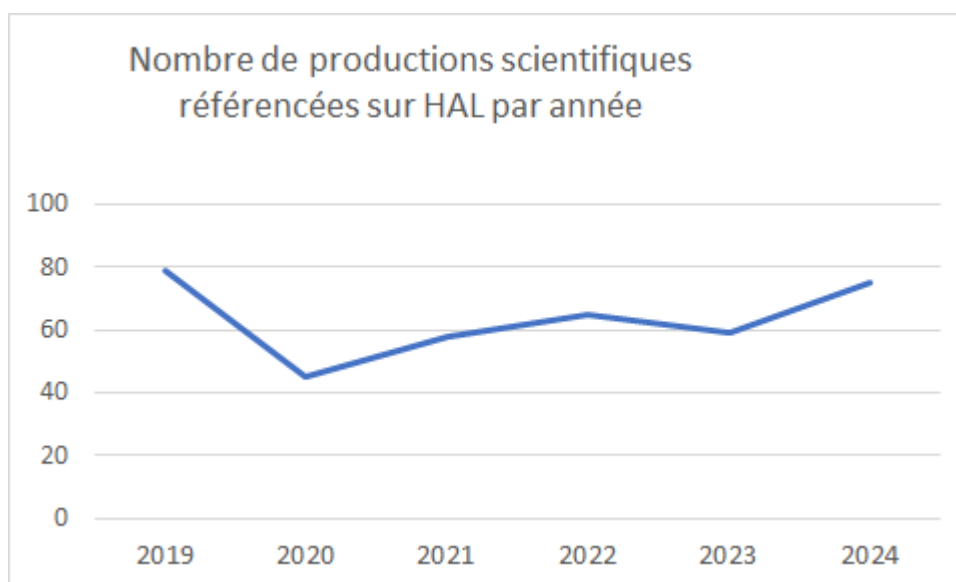
Plusieurs enseignants-chercheurs font partie de comités scientifiques de Parcs naturels régionaux, Hélène Brives du comité scientifique de la Chambre d'Agriculture de France, d'autres sont membres de Groupements d'intérêts scientifiques comme le GIS Filière fromagères sous indications géographiques (Pierre Le Gall). Claire Delfosse est membre du conseil scientifique des ruralités depuis 2023 rattaché au GIS-EPAU. Nous sommes par ailleurs fortement impliqués dans des associations de recherche et de valorisation de la recherche universitaire.

Référence 2- Les activités de recherche de l'unité donnent lieu à une production scientifique de qualité.

Un réel dynamisme en termes de publications et une diversité de supports

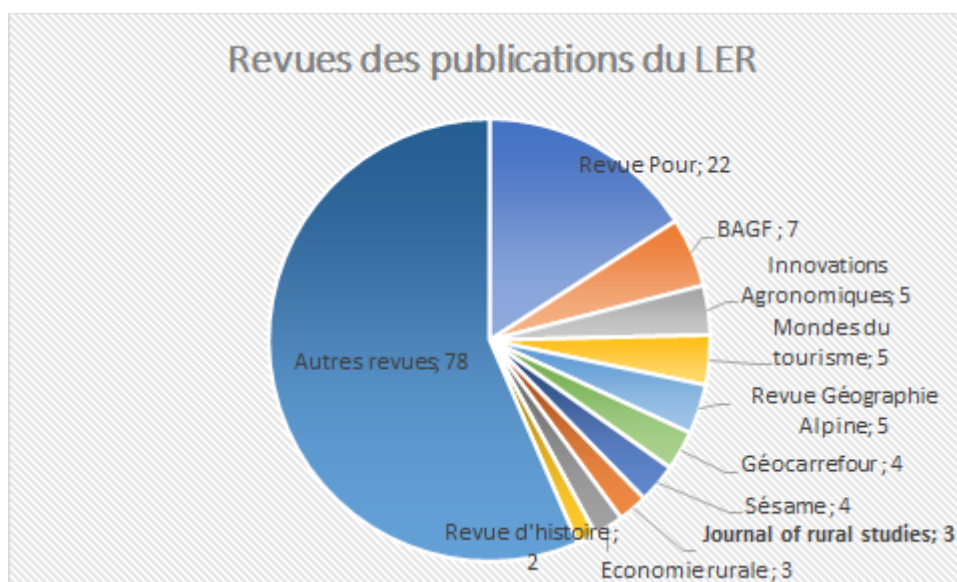
Les publications scientifiques de l'unité constituent un marqueur de son dynamisme, de sa diversité et de son identité. La présence accrue sur HAL permet de disposer d'une vue d'ensemble, même s'il peut exister quelques manques ponctuels. Par ailleurs, une partie importante des productions de l'équipe produites en relation avec les acteurs du territoire ne sont pas nécessairement référencés (voir annexe 1)

Pris dans leur globalité, on recense dans HAL 407 notices en 2019 et 2024, principalement dominé par des articles de revues (142), des communications dans un congrès avec actes (133) et des chapitres d'ouvrages (65) qui se répartissent de manière régulière tout au long de la période avec une diminution en 2020 que l'on peut attribuer aux effets de la pandémie avec la désorganisation temporaire des manifestations scientifiques. Le graphique suivant témoigne de ce dynamisme.



Graphique n°4 - Nombre de productions scientifiques du LER

Quelques revues principales se distinguent dans les publications du LER, révélant les communautés scientifiques et champs disciplinaires auxquels se rattachent les enseignants-chercheurs. Cela souligne l'ancrage dans les revues d'études et de géographie rurales en France (*BAGF*, *RGA*, *Géocarrefour*, *Economie rurale*) et à l'international (*Journal of Rural Studies*), dans les revues interdisciplinaires autour des évolutions de l'agriculture avec sciences techniques et agronomiques en lien avec l'INRAE (*Innovations agronomiques*, *Sésame*), un ancrage dans des revues disciplinaires en histoire, ou thématiques (*Mondes du tourisme*).



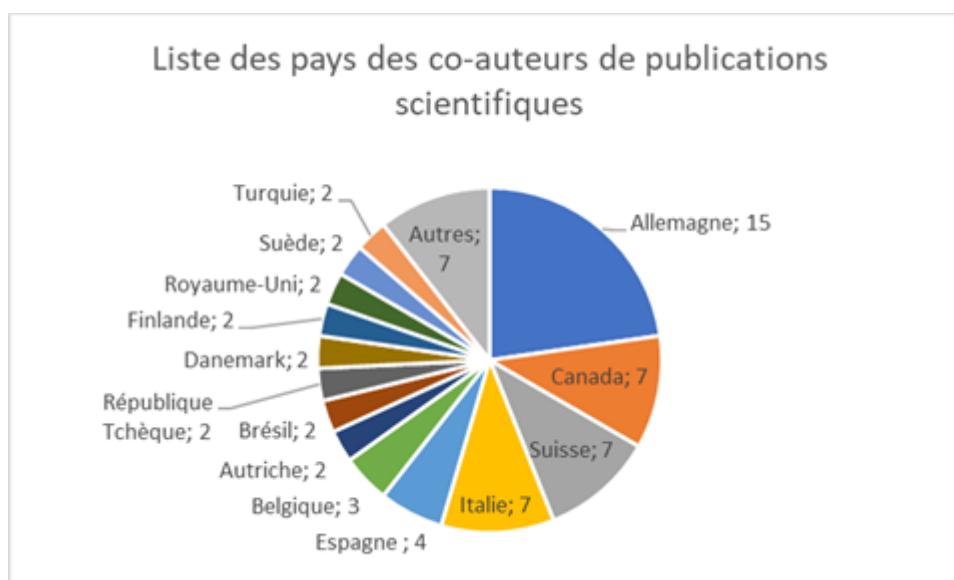
Graphique n°5 - Revues de publications du LER

La revue *Pour*, portée par le GREP, Groupe Ruralités, Education et Politiques, se distingue notamment comme lieu de valorisation des travaux de recherche du Laboratoire soulignant le souci de médiation scientifique. Le comité de rédaction comporte essentiellement des enseignants-chercheurs. Claire Delfosse est membre du comité de rédaction de la revue et coordonne régulièrement des dossiers thématiques (Nouvelles ruralités, PNR, Mobilités, métiers du développement...) (Voir Porte-folio).

On peut également noter la publication de 12 ouvrages, dont près de la moitié en premier auteur ou en auteur unique, soit dans des collections universitaires (PUF, Quae, Armand Colin), soit plus généralistes (Flammarion, Libel, Vendémiaire). Ici l'imbrication de la recherche et de la formation s'observe. On peut ainsi mentionner deux ouvrages publiés pour des étudiants, celui d'Anthony Simon et celui d'Etienne Faugier, (Louis Baldasseroni, Étienne Faugier, Claire Pelgrims, *Histoire des transports et des mobilités en France - XIXe-XXIe siècle*, 2022, Paris, Armand Colin 2022). Dans le cadre du nouveau programme d'agrégation d'histoire 2024-2026, « Vivre à la campagne des années 1830 à la fin des années 1870 », dont l'existence constitue en soi un indice non négligeable d'un incontestable « renouveau » des thématiques agricoles et rurales, les chercheurs du laboratoire ont été fortement sollicités pour animer des conférences à l'intention des étudiants et des enseignants, ainsi que pour participer à la rédaction des manuels dédiés, dont le plus grand nombre sera publié en 2025 et 2026. On peut citer par exemple le colloque « Les chemins de l'émancipation ? Les femmes dans les mondes ruraux en France aux XIXe et XXe siècles » organisé à Rennes en octobre 2024, dont les actes doivent être publiés en 2025 aux Presses de l'Université de Rennes, avec cinq contributions de membres du LER.

Une présence internationale toujours plus marquée

Un quart des productions scientifiques référencées dans HAL sont en anglais ou dans d'autres langues (espagnol et japonais) (28%). Ceci est un marqueur d'une dimension internationale accrue du LER. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, celle-ci est marquée notamment par les partenariats académiques dans le cadre de projets de recherche européens ; mais aussi de partenariats avec le Canada, le Japon et le Brésil, marqueurs de dynamiques de coopérations internationales élargies.



Graphique n°6 - Co-auteurs internationaux

Il convient également de mentionner les conférences invitées réalisées à l'étranger qui soulignent le rayonnement scientifique de l'équipe. La question des liens entre ville et campagne autour de l'alimentation nous a permis de communiquer lors des entretiens Jacques Cartier (liens entre Lyon et Québec) en 2019. On peut noter notamment l'ouverture vers l'Asie sur les questions alimentaires avec une thèse démarrée au Viêt-Nam en lien avec le Cirad, l'accueil d'une chercheuse japonaise sur les Indications géographiques et les produits de terroir, la participation de Claire Delfosse à 4 conférences à Shanghai et Tokyo ainsi que celle de Carole Chazoule au Québec.

Comme le montrent nos publications, nos travaux s'inscrivent de plus en plus dans des **champs scientifiques internationaux**. On peut ici citer en exemple, la coordination par Caroline Brand d'un numéro spécial du Journal of Alpine research (Brand, C., Pettenati, G., 2022, « Mountains and Food: Current Trends and Challenges in Europe's Mountain Regions », Journal of Alpine Research, 110-2.) autour de son réseau Food Planning ; nos participations de plus en plus nombreuses à des projets européens (AgroEcoFarm, Horizon Europe ; AE4EU, Horizon Europe ; ECOSTACK, Horizon Europe, AFRICAN CSES 3-4; GOOD FOOD ou NEMOS Erasmus Food) que ce soit pour la recherche ou l'enseignement qui témoignent des liens renforcés avec l'équipe AGE de l'Isara et du réseau européen de nos collègues Ioanna Mouratiadou et Laura Solaroli. Le travail conduit de façon récurrente et notamment dans TRAACT avec un collègue, Martin Cloutier de l'UQAM au Québec, sur la méthodologie de la cartographie des concepts pour mieux comprendre les conceptions d'acteurs dans les transitions alimentaires, dont témoigne l'article rédigé en 2023 et à paraître en 2025 suivant : Chazoule C, Cloutier M., « Favoriser le dialogue entre filières et territoires au travers d'une démarche collective innovante. Le cas de la Région Auvergne Rhône-Alpes », en cours de publication, Dans *Les chemins des projets alimentaires territoriaux*, Sous la direction de Serge Bonnefoy et Christine Margetic, PUR, à paraître 2025 ; la thèse de Marie Tellier co-encadrée par Aine Macken-Walsh, chargée de recherche en sociologie et professeur associée à la School of Architecture, Planning and Environmental Policy de l'Université de Dublin ; les participations à des colloques internationaux et en particulier le colloque de l'UGI (Union géographique internationale), le Forum Origine, Diversité et Territoires (ODT) de l'association Origin for sustainability auquel nous participons régulièrement...

Ils se situent également, dans un contexte scientifique international d'interrogation sur les évolutions des ruralités : participations au colloque de l'UGI (Union géographique internationale) qui a eu lieu à Paris en 2022, Journées rurales franco-portugaises, sans oublier les questionnements aussi autour du Japon, y compris autour des enjeux de développement/aménagement des campagnes (voir texte de Mihoko dans le portfolio) et l'invitation/interviews de chercheurs étrangers (Québec, Maroc, Belgique) dans le numéro de Pour (voir Porte-folio). De nombreux échanges ont eu lieu avec le Canada

par le biais de doctorants de Pierre Cornu (Lisalou Martone, Marceau Forêt), ainsi que par les liens tissés en histoire des mobilités par Etienne Faugier.

La thématique des images et des représentations des mondes agricoles et ruraux s'est résolument construite dans une dynamique de recherche internationale, autour du réseau constitué depuis 2012 dans le cadre de l'European rural history organisation, avec des collaborations suivies avec le CaG de Louvain ou le musée agraire de Berne. Des communications ou panels ont ainsi été proposés à Louvain, Paris, débouchant sur des publications.

Le laboratoire porte une politique d'aide à l'écriture des doctorants. Ceux-ci sont invités à répondre à des appels à communication, à écrire dans les revues (réponses à appels à texte ou dans des variés). Dans ce cas, les directeur-e-s de thèse les accompagnent dans l'écriture de façon plus ou moins approfondie selon la demande des doctorants. Nous les encourageons également à organiser des journées d'études, pour lesquelles ils sont soutenus à la fois pour la rédaction du texte d'appel, la recherche d'intervenants et de financement. Enfin, souvent en amont, le LER encourage les étudiants du master GTDL (développement rural) ayant les meilleurs mémoires à publier un article à partir de leur mémoire dans la revue *Pour*, ce qui leur fait une première expérience d'écriture d'article court notamment pour ceux qui souhaiteraient continuer en thèse. Nous organisons également des séminaires de laboratoire dans lesquels les doctorants peuvent présenter leurs travaux ou leurs méthodes. On peut citer les plus récents : « Positionnement des chercheurs par rapport aux enquêtes » (24 oct. 2023) ou l'organisation d'un atelier d'écriture (29 novembre 2024).

L'analyse des productions par axe ne révèle pas de distorsions marquées en matière de productions et reflète l'efficacité de leur réajustement opéré lors du précédent contrat, afin de tenir compte de l'évolution des effectifs. On peut en revanche constater un certain nombre de déséquilibres entre les enseignants-chercheurs publiants, qui s'expliquent principalement par l'engagement dans des responsabilités administratives ou pédagogiques (Direction de l'UFR Temps et Territoires, Gestion du Master GTDL) de certains qui de ce fait ont moins de facilité à publier.

Comme le montre les tableaux, le laboratoire est également riche de ses publications à l'usage des professionnels. L'insertion de plusieurs de ces membres dans des projets PSDR ou TETRAE favorise en particulier la production de guides, d'outils et de jeux sérieux autour des questions d'accompagnement des transitions agricoles et alimentaires. Comme le montre l'un des documents du portfolio, ces documents sont co-construits avec les acteurs. Ils sont à visées transformatrices (<https://www.psdr-ra.fr/boite-a-outils/systemes-alimentaires-du-milieu>).

Référence 3- L'unité participe à l'animation et au pilotage de sa communauté.

Restitution de résultats scientifiques et de projets



L'unité organise à chaque fin de programme plusieurs manifestations autour de ces résultats. Nous mettons en avant ici quelques-unes. Tout d'abord le programme de recherches PSDR4 SyAM qui a organisé en 2019, une journée réunissant autant de scientifiques que d'acteurs à l'Isara. Cette journée a permis une première diffusion des résultats du programme comme en témoigne, ce billet sur le blog Isara (<https://blog.isara.fr/les-systemes-alimentaires-du-milieu-2/>) ou encore le doc suivant <https://www.calameo.com/read/0021794005405aa8912b3>.

Prenons également l'exemple du programme de recherche-action Jardin'R. Une de ces journées d'étude a fait l'objet d'un dossier spécial financé sur le

projet édition d'un numéro spécial de la revue *Transrural Initiatives* (Dossier spécial « Jardins et ruralités en transition », *Transrural initiatives* n°501, 2024). Par ailleurs, un article a été publié dans la *Revue l'Alpe* (Delfosse C., Vandenbroucke P., « Dis-moi pourquoi tu jardines... et je te dirai qui tu es. Une longue enquête de terrain sur le renouveau jardinier », *Revue l'Alpe, Jardins*, n°104, 2024). Comme nous le disons depuis le début de ce document, le LER est un laboratoire de recherche action, sa communauté n'est donc pas uniquement une communauté scientifique, c'est également une communauté d'acteurs divers et variés avec lesquels nous construisons des connaissances permettant de répondre aux questions à enjeu pour les territoires et les acteurs qui travaillent avec nous. Par ailleurs, tous les diaporamas de présentation, compte-rendus de réunion, résumés de travaux d'étudiants, toutes ces ressources ont été mises en ligne sur le site internet de Cap-Rural et sur le site Internet de notre laboratoire ou sur le site de l'Isara (Via son blog mais nous y reviendrons).

Organisation de journées scientifiques, de séminaires et de tables rondes



Au-delà de la restitution des projets, d'autres journées plus générales ont été organisées. Tel est le cas de l'organisation des Journées rurales pour la Commission de géographie rurale d'octobre 2022. Celles-ci ont eu pour objectifs d'interroger la notion de développement rural face aux évolutions des ruralités et des transitions en cours. Lié aussi aux questionnements que nous nous étions posés à l'issue du numéro de la revue *Pour* sur les métiers du développement (voir Porte-folio), elles ont permis une diffusion large de ces questions et des débats autour des réponses à y apporter. Ce colloque suivi d'une journée de terrain dans l'Ain a été l'occasion pour plusieurs doctorants du laboratoire de communiquer et d'associer les étudiants de master 2. Nous collaborons régulièrement avec la commission de géographie rurale, comme lors du colloque qui a eu lieu à Montpellier en 2021 sur alimentation et villes-campagne.

Autres activités

En termes de responsabilités éditoriales Edouard Lynch fait partie du comité éditorial des Presses Universitaires de Lyon et Claire Delfosse de celui des Presses Universitaires Rabelais (dépendant des PUR) jusqu'en 2023. Perrine Vandenbroucke, pour sa part, fait partie du comité éditorial du *Demeter* (Ed. Iris). Nous sommes également fortement impliqués dans la revue *Pour* (comité de rédaction) et co-coordination de plusieurs numéros thématiques. Caroline Brand a été membre du comité scientifique de la 9ème conférence internationale « Agroecological transitions confronting climate breakdown : food planning for the post-carbon city » du groupe « sustainable food planning » de l'Association of European Schools of Planning (AESOP) 7-8 novembre 2019, Madrid. Elle a également co-coordonné un numéro de la revue.

En termes de reviewing, nous sommes souvent sollicités pour faire des review d'articles pour des revues écrites en français (*Etudes rurales*, *Le mouvement Social*, *Revue de géographie alpine*, *Annales de géographie*, *Géocarrefour*, *Territoire en Mouvement*, *RERU*, *Economie rurale*...) des revues donc de différentes disciplines, et des revues anglophones (*Anthropology of Food*, *Rural Studies*, *Agronomy for Sustainable Development*).

Plusieurs des membres du LER participent à l'évaluation de la recherche, comme par exemple membre de jury IUF (C. Delfosse) ou membre du CNU (E. Faugier). Ils participent également à des expertises de projets de recherche et comme membre de comités scientifiques de projets : Expertises pour le centre de recherche belge (C. Delfosse) ; Membre du comité scientifique de TETRAE (expertise nationale) C. Delfosse ; membre du comité scientifique pour Ministère de la Culture, *Dynamiques culturelles et disparités territoriales* (Claire Delfosse). Agnès Bonnaud est expert pour la Fondation de France depuis 2017 : elle est membre nommé du Comité environnement de la fondation de France (Initiatives collectives pour l'environnement », puis pour l'appel à projet « La transition écologique,

ici et ensemble » (2018-2020) et « Réinventer nos communs pour amplifier la transition écologique » (2021-2022). Présidence depuis janvier 2024 du comité rebaptisé « Transition écologique juste et solidaire ».

Référence 4- Production scientifique, intégrité et éthique

Un tiers des publications du Laboratoire sont déposées sur HAL en open access. Une dynamique est engagée au niveau du LER pour la science ouverte. Les enseignants-chercheurs et doctorants bénéficient de formations proposées au niveau de la MSH et de l'Isara sur la propriété intellectuelle, l'enjeu de la science ouverte, les règles qui encadrent celles-ci ainsi qu'une sensibilisation à l'égard des revues prédatrices. Les projets européens jouent un rôle important, par l'obligation de publication en open access.

De la même manière, le LER est en cours de professionnalisation de ses pratiques en ce qui concerne la gestion et protection des données, la vigilance sur l'éthique, dans le cadre des politiques de bonne pratique mises en œuvre par les tutelles. La convention USC avec l'INRAE y contribue également via un partage de référentiels quant aux pratiques de la recherche. Cela concerne par exemple la gestion des données avec une journée de formation organisée avec l'INRAE le 3 avril 2025 pour consolider les pratiques en matière de gestion des données confidentielles, d'éthique, et le déploiement de plans de gestion des données systématisés et plus complets.

3.3 Inscription des activités de recherche dans la société

Référence 1- L'Unité et ses interactions avec le monde culturel, économique et social

Notre unité se caractérise par une forte inscription de ses activités dans la société. Elle tient à l'histoire du LER et répond aux politiques mises en place par nos tutelles qu'ils s'agissent de Lyon 2, qui en a fait un axe fort de sa politique depuis ce dernier quinquennal, ou de l'Isara qui fait de la recherche action sa stratégie et a porté de nombreuses actions envers la société autour des questions d'agroécologie et/ou d'alimentation durable ces dernières années. Pour témoigner de la qualité de nos interactions avec le monde culturel, économique et social, nous commençons par le schéma n°2 qui met en avant l'ensemble de nos partenaires.

Un ancrage fort du LER dans des partenariats multiples...

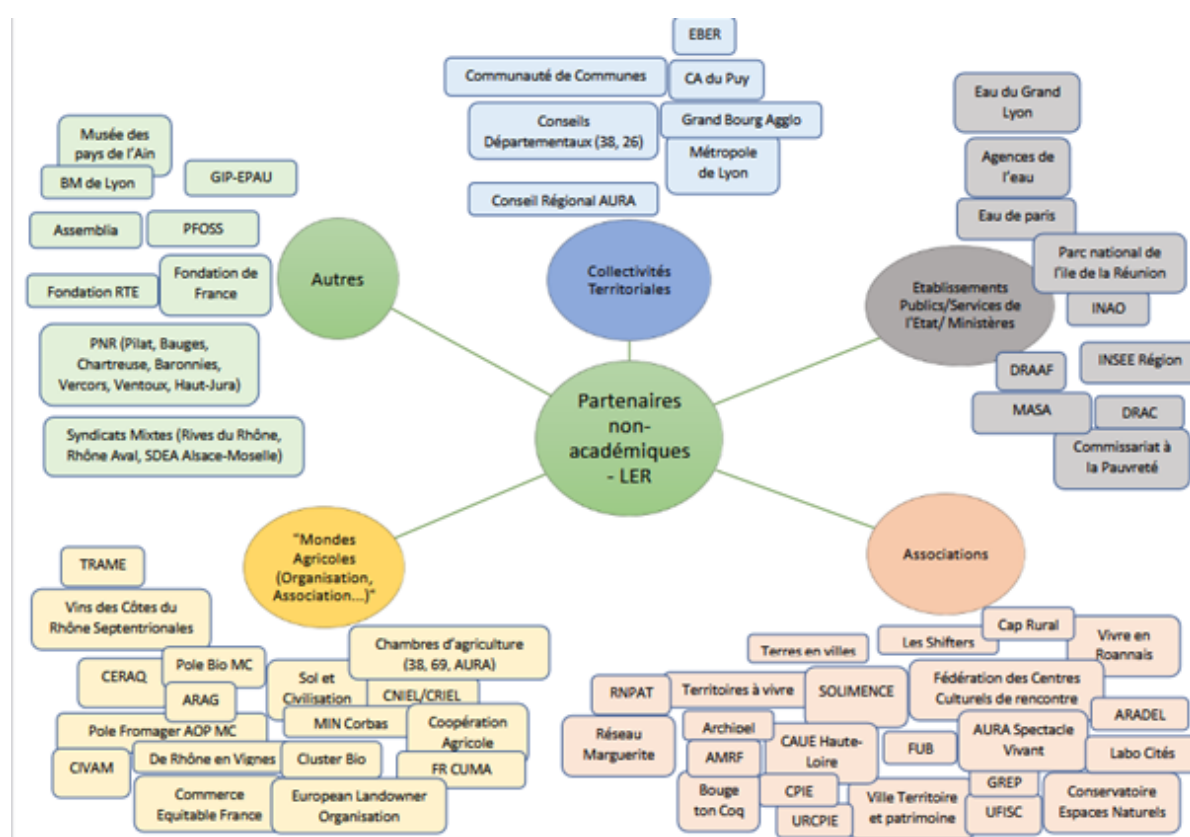


Schéma n°2 : Un laboratoire en lien avec les nombreux partenaires non-académiques

Comme le montre le tableau disponible en annexe et le schéma ci-dessus, nos partenaires sont nombreux et divers. Ils appartiennent à différentes sphères : **des collectivités territoriales ou structures assimilées** (Intercommunalités, conseils départementaux, PNR), **des institutions** (INAO, Chambres régionales), **des Ministères et administrations régionales** (Ministère en charge de la ruralité, DRAC), **des associations** (CPIE, UFISC, CAP RURAL), relevant du monde de l'agriculture et de l'alimentation (Auvergne Rhône Alpes Gourmand, Comité régional interprofessionnel de l'économie laitière, etc.), mais aussi de la culture et/ou de l'économie sociale et solidaire (CRESS, Territoires à VivreS, Bouge ton coq...).

...construits à des échelles variées

Ces partenariats s'inscrivent à différentes **échelles : locales, métropolitaines ou départementales, régionales et nationales**

A l'échelle locale nous avons des liens étroits avec différentes agglomérations, métropoles et Conseil départementaux. Il existe ainsi par exemple un partenariat de recherche-action avec le Grand Bourg Agglomération sur les jardins et les vergers qui a pris forme dans le cadre du projet TETRAA, puis dans le programme JARDIN'R. Nous collaborons également avec la Métropole de Lyon autour des enjeux alimentaires et en appui au développement d'une politique alimentaire durable et inclusive ainsi qu'avec le secteur associatif de la Métropole travaillant sur les capacités d'agir citoyen.nes dans l'accès digne à une alimentation de qualité (Territoires à Vivre, réseau Marguerite, Bellebouffe). Le LER a participé au jury de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Lutte contre les précarités alimentaires » de la Métropole de Lyon, octobre 2020. Les liens avec la métropole de Lyon s'inscrivent également dans le cadre des actions que nous menons pour la chaire Tralim (conférences des jeudis une fois par mois durant trois ans à la cité de la gastronomie dont Claire Delfosse est membre du comité scientifique). Cette forte implication nous a également amenés à l'échelle locale à participer à l'exposition réalisée par la bibliothèque municipale de Lyon sur l'alimentation. Enfin, le LER (pour sa partie Isara, Carole Chazoule, Caroline Brand, Laura Solaroli) a conventionné depuis 2020 et pour les cinq années suivantes avec la Métropole pour un accompagnement de ses activités autour de la structuration de SyAM, de sa lutte contre les précarités alimentaires, et ses questions autour de protection de l'eau, de la mise en place de son plan Bio. A l'échelle de la commune, le LER coordonne (E. Lynch, E. Faugier), la rédaction d'une histoire de la ville de Genas, un projet qui s'est également articulé avec un appel à projet « Mémoire du XXe siècle » DRAC/Région, pour la production d'un film d'archives et de témoignages. La sortie coordonnée du livre et du film est prévue en juin 2025. Au niveau départemental, nous avons un lien fort avec le Conseil départemental de l'Isère (qui a conduit à l'obtention d'une thèse Cifre) et qui est co-porteur du projet TRETRA TRAJECT, et celui de la Drôme dans le cadre de la thèse Cifre de Mathilde Ferrand.

A l'échelle régionale, il faut signaler l'importance des liens que nous avons pu avoir avec Cap Rural de 2019 à 2024, dans la continuité de ceux établis, depuis une vingtaine d'années, autour de la question de l'ingénierie territoriale, de la création d'activités (PSDR 3 et 4). Comme nous avons pu le montrer au fur et à mesure des rubriques précédentes, ainsi que dans le portefeuille, nous avons pu construire de nouvelles collaborations autour d'enjeux comme la question alimentaire (participation au réseau de PAT régionaux porté par Cap Rural, réseau RADAR, appui pour la recherche et le montage de la thèse Cifre sur l'accessibilité alimentaire en milieu rural). Cap Rural a été un partenaire central dans le cadre du contrat Jardin'R et a été à l'origine du contrat autour de l'état de lieux des métiers du développement local. Nous avons eu, par ailleurs, un partenariat au long cours autour de la pauvreté-précarité. Nous avons régulièrement participé à des journées de formation/séminaires de Cap Rural autour des enjeux de médiation, de liens entre recherche et acteurs, ainsi que sur les différents domaines « d'expertise » des enseignants-chercheurs du LER.

A cette échelle, des liens importants existent avec les organisations et acteurs agricoles. Nous pensons en particulier aux liens construits avec la fédération régionale des CUMA (dans le cadre du projet PSDR4 COTRAE sur le rôle des collectifs agricoles dans la transition), à ceux avec les instituts techniques tels que l'Institut de l'élevage, les interprofessions comme le CNIEL (CRIEL à l'échelle régionale) ou des acteurs privés tels que le Crédit agricole ou la coopération agricole dans le cadre de projets de recherche-action PSDR (COTRAE, SYAM), Casdar ou de projets financés par le fonds de dotation TERRA Isara (Pléiades). De la même façon, la Chambre Régionale d'Agriculture constitue un partenaire au « long court », avec plusieurs projets de recherche autour des systèmes alimentaires du milieu et des questions de relocalisation de l'alimentation. Ce partenariat est facilité par le recrutement depuis le début du quinquennal d'une docteure du laboratoire à la chambre d'agriculture AURA, anciennement co-encadré par Carole Chazoule. Tout au long du quinquennal, ce partenariat s'est

encore développé dans le cadre de la participation des chercheurs du LER à l'action remarquable du PRDA « Complémentarité des approches de relocalisation de l'alimentation entre filières et territoires d'AURA ». Cette action mobilise bien évidemment la Chambre Régionale, mais également la Coopération Agricole Régionale, Cap Rural puis Auvergne Rhône Alpes Gourmand et l'Isara (<https://aura.chambres-agriculture.fr/sinformer/ressources-et-documentations/dossiers-thematiques/detail-des-dossiers-thematiques/la-complementarite-des-circuits-dapprovisionnement-regionaux>). Des liens importants sont également noués avec les acteurs autour des indications géographiques (Pôle fromager AOP Massif Central) et de l'agriculture biologique (Pôle Bio Massif central).

A cette échelle régionale, nous pouvons également signaler notre partenariat régulier avec la DRAC autour de la question de la culture en milieu rural, ainsi que dans le cadre de réponses à appel à projet « Mémoires des XXème et XXIème siècles », où le LER est régulièrement mobilisé comme partenaire scientifique. On peut aussi signaler l'audition d'enseignants-chercheurs (C. Delfosse, P. Cornu, E. Lynch) du laboratoire auprès du CESER d'Aura. Enfin entre 2020 et 2024 nous avons également collaboré avec le Commissariat à la lutte contre la pauvreté-précarité de la région AURA.

Les PNR sont des partenaires privilégiés par la participation à des conseils scientifiques. Une collaboration déjà ancienne est à l'œuvre avec le PNR du Massif des Bauges autour de la question du patrimoine alimentaire alpin, ou avec le PNR du Pilat autour de la transition agroécologique. Le projet de recherche Jardin'R nous a permis de renforcer notre partenariat avec plusieurs PNR, Baronnie, Chartreuse, Bauges, formellement dans le cadre du « consortium » ou ponctuellement (Livradois-Firez, Parc des Volcans) en faisant intervenir des PNR lors de journées d'études. Ce contrat nous a permis également de resserrer nos liens avec l'Union régionale des CPIE. Les liens avec les PNR passent également par les travaux menés par nos étudiants et l'accueil de stagiaires.

Nous collaborons à différentes échelles avec les acteurs de l'eau (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie). Nos travaux sur les enjeux de qualité de l'eau et le suivi des politiques publiques se sont faits en interaction constante avec les acteurs locaux.

Enfin nous avons des partenariats forts avec des acteurs nationaux : le Ministère en charge des ruralités, le ministère de la culture, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, des associations nationales comme l'AMRF (Association des Maires ruraux de France), Bouge-Ton-Coq, l'Association des centres culturels de rencontre, Culture-Co qui fédère les départements pour la culture, l'UFISC (Union fédérale d'intervention des structures culturelles), l'Institut national des appellations d'origine... Le LER est également impliqué à cette échelle dans plusieurs Réseau Mixtes Technologiques : des liens étroits avec le RMT « Travail en agriculture », des liens ponctuels avec le réseau « Alimentation Locale », et la participation à la création d'un nouveau RMT appelé « Innovation ouverte ».

Enfin, nous souhaitons mettre en avant nos liens avec la culture. En effet, notre laboratoire est fortement reconnu pour ses travaux sur les liens entre ruralité et culture. Et si nous n'avons eu qu'un contrat avec le ministère de la culture en 2019, nous avons eu des liens avec un grand nombre d'acteurs culturels tant à l'échelle régionale, comme la communauté de communes Charlieu-Belmont, le Centre culturel de rencontres d'Ambronay, le CMTRA (Centre des Musiques Traditionnelles Rhône Alpes), qu'à l'échelle nationale notamment avec les ministères de la ruralité et de la Culture. Les nombreuses interventions que Claire Delfosse a pu faire, y compris auprès d'une association du Lot-et-Garonne, permettent de faire du terrain et ainsi de pouvoir analyser les enjeux, les jeux d'acteurs, les jeux de limite en termes de culture, y compris les aller-retour urbain-rural en lien avec les artistes.

Des liens acteurs chercheurs au cœur de la recherche-action menée au LER

Les liens que nous construisons avec nos partenaires peuvent prendre différentes formes. Il peut s'agir de conventions pluriannuelles, comme c'est le cas avec la Métropole de Lyon, ou de contrats qui peuvent être « ponctuels » ou récurrents. Ainsi, les collaborations et conventions entre l'équipe et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse se renouvellent depuis 2009. Le projet de recherche sur l'intégration des enjeux de qualité de l'eau à l'échelle des filières agri-alimentaires a vu le jour à la suite d'interactions avec les services de l'agence afin de comprendre leurs besoins et attentes en termes de recherche. Il a ensuite été suivi, tout au long du projet, par un comité de pilotage rassemblant différents acteurs opérationnels (agence de l'eau, chambres d'agriculture, fédération des CUMA, conservatoires des espaces naturels, services de l'Etat, animateurs travaillant dans les terrains d'étude etc.) afin d'avoir un lieu d'interaction et de mise en débat des résultats lors des différentes étapes du projet. Les collaborations se nouent également pour porter des thèses Cifre, ainsi que pour des financements de thèse sur contrat (voir tableau des doctorants).

Nous pouvons également dire que les liens qui se nouent avec les territoires sont multifacettes. Sur Grand Bourg agglomération par exemple, cela se traduit par des interventions de chercheurs auprès d'élus ou des citoyens lors d'événements organisés sur le territoire, des travaux de groupes d'étudiants des Masters de Lyon 2 (GTDL, Graine), l'organisation d'un voyage d'études de l'Isara dans ces territoires, des interventions des chargés de mission du territoire dans les formations, l'organisation d'un voyage d'étude avec le groupe de travail « Jardins ruraux » animé par Cap rural et le LER, ou par un partenariat dans l'accueil des Journées rurales organisées par le LER en 2022. De la même façon, la convention avec la Métropole de Lyon a donné lieu à de nombreux travaux d'étudiants issus de l'Isara, à des participations à différents comités de suivi et en particulier du PAT. Les liens avec la Région ont pu donner lieu à des interventions devant des comités d'élus issus de l'assemblée régionale ou lors de groupes de travail. Là encore le lien avec le service Agriculture est facilité par le fait que sa Directrice est une ancienne doctorante du LER.

Les liens science-société passent aussi par des interventions lors de séminaires, colloques, journées, organisés par les acteurs ou à des tables rondes. On peut citer ici les nombreuses interventions sur la question des mobilités et du vélo dans les territoires ruraux, les questions de transition alimentaire ou encore les métiers de l'ingénierie territoriale ou la résilience territoriale. Les recherches menées sur les enjeux de développement de l'agriculture et l'alimentation biologique font l'objet de communications fréquentes auprès des acteurs économiques du secteur. Ainsi l'équipe a participé en 2021 au salon professionnel Tech&Bio pour mettre en discussion les résultats d'un projet de recherche avec les professionnels de la filière. Le LER peut en retour faire intervenir nos partenaires lors de journées d'études que nous organisons.

Nous participons à différents Comité Techniques et Scientifiques (dans les projets alimentaires territoriaux, au sein des PNR, Chambre d'Agriculture France, pour GOOD l'événement...), sommes membres de fondations (telle que la fondation Terres d'Initiatives solidaires...), co-animons des groupes de travail au sein de RMT (Travail), menons des expertises, comme avec l'INAO (participation comme expert délimitation pour l'appellation d'origine protégée du fromage de Mont-d'or), de projets proposés par la ville de Paris (thèse Cifre), la région Nouvelle aquitaine (appel à projets de recherche), de la Fondation de France,

Les liens et partenariats passent enfin par des projets tutorés de nos masters et étudiants ingénieurs et des financements de stages de 4 à 6 mois.

Comme nous l'avons vu, notre forte inscription dans la société et la multiplicité des partenariats facilitent la négociation de contrats et l'implication d'acteurs dans la réponse à des projets-sciences-société. Dans une dynamique de boucle de rétroaction : nous sollicitons des partenaires avec lesquels nous avons l'habitude de travailler pour répondre à un appel à projet de

recherche-action comme celui de la Fondation de France (contrat Jardin'R, ou les contrats PSDR ou TETRAE). Ces travaux, à l'exemple du contrat Jardin'R, nous permettent encore d'élargir nos liens avec d'autres acteurs telle la Fédération régionale des CAUE et le CAUE de la Haute-Loire, ainsi que de nombreux partenaires associatifs locaux autour des jardins, la santé, l'urbanisme ou la culture. En retour, nous intervenons dans des manifestations de PNR, de CPIE, leur proposons des travaux d'étudiants et avons créé un groupe de travail en lien avec Cap Rural ouvert aux structures et associations intéressées. Nous sommes également allés, avec ce groupe de travail, sur le terrain auprès d'associations, afin de faciliter les échanges et expériences entre acteurs de territoires différents. Cette dimension étant structurante, une approche réflexive sur ces liens avec les acteurs a été menée au niveau du LER lors de séminaires de laboratoire avec des interventions de doctorants et dans le cadre d'une série de webconférences, co-coordonnée par le LER et Cap rural (Mylène Thou), intitulée « Collaborer avec des chercheurs : nourrir et se nourrir de la recherche »- Webconférence (27 nov. et 4 déc. 2020 et début 2021) en lien avec Hélène Chauveau du service sciences sociétés de Lyon2, docteur du LER, et membre associée au LER.

Les débats sur la ruralité : l'expertise reconnue du LER

La mise à l'agenda politique et médiatique des ruralités, de l'agriculture et de l'alimentation a contribué à renforcer le rayonnement du Laboratoire et ses partenariats sciences société. Les enseignants-chercheurs du Laboratoire ont ainsi eu une présence significative dans différents médias et instances de concertation en lien avec ces sujets. Il s'agit en premier lieu des débats qui ont pu avoir lieu, notamment après le Covid, autour de la désertification versus exode urbain. Cela a donné lieu à la participation à un débat organisé par le Ministère chargé des ruralités et le GIP EPAU lors de la remise d'études sur l'exode urbain. Ce Groupement d'intérêt public à vocation interministérielle, l'Europe des projets architecturaux et urbains porte des programmes nationaux de recherche-action et d'expérimentation dans les champs de l'action territoriale, urbaine ou architecturale et mène des actions de valorisation et d'animation des réseaux professionnels de la ville et du cadre bâti. Claire Delfosse fait partie du Conseil scientifique des ruralités (comprenant 18 chercheurs) installé en août 2023 à Saint-Jean-d'Angély par la Ministre de la ruralité. Elle est intervenue lors de la première caravane des Ruralités à Vorey (Haute-Loire). Elle a été impliquée dans les travaux préparatoires au programme France-ruralité (co-animation d'un groupe de travail sur culture et patrimoine pour la Ministre en charge des ruralités de novembre 2023 à janvier 2022) et a été associée comme expert à un programme de recherche sur culture et territoire.

Autour d'une question vive de la pauvreté-précarité en rural, le LER a mené une action originale. Une réflexion initiée en 2019 avec un séminaire co-organisé par Cap Rural et le LER a permis la rédaction d'un article dans le BAGF, le montage du financement de la bourse de thèse de Mathilde Ferrand et à la création d'un groupe de travail spécifique à la ruralité dans le cadre du plan national

de prévention et de lutte contre la pauvreté-précarité en région Auvergne-Rhône-Alpes co-animé par Claire Delfosse et Patrick Grimault (Cap rural) de 2020 à 2022. Seul groupe de travail co-animé avec des chercheurs, il a regroupé une cinquantaine d'organisations (collectivités territoriales, services de l'Etat, associations et organisations professionnelles, organismes parapublic, enseignement-recherche, etc). Au fil de rencontres, de travaux d'études territoriaux et d'enquêtes auprès des EPCI, ce groupe de travail a permis de saisir la perception et prise en compte de la pauvreté dans les territoires, de questionner le rôle des CCAS, de révéler les enjeux spécifiques autour des précarités alimentaires et énergétiques. Il a



donné lieu à différentes interventions lors de l'assemblée des CCAS du Puy-de-Dôme, dans les séminaires de la PFOSS (Plate-forme de l'observation sanitaire et sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes).

Cette mission s'est terminée par un séminaire régional qui a réuni une centaine de personnes en décembre 2022, suivi de la diffusion d'un document de synthèse et recommandations (*Pauvreté et Précarité en rural. Agir par le développement local et social*). Auvergne-Rhône-Alpes ayant été la première région à créer un groupe de travail spécifique sur la pauvreté-précarité dans le cadre de la lutte contre la pauvreté-précarité, nous avons été sollicités pour présenter nos résultats dans d'autres régions (intervention de Claire Delfosse en février 2024 à Nantes). En définitive, ces interventions et travaux en direction de la « société » nourrissent nos recherches et montrent que celles-ci sont au cœur d'enjeux sociétaux.

Référence 2- L'unité développe des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social.

Une diversité de thématiques et de supports

Notre unité a une intense activité de diffusion des résultats auprès des acteurs du monde social, économique, culturel et politique (annexe n°2). Cette activité prend une grande diversité de formes : des interventions lors de tables rondes, des séminaires d'acteurs pour lesquels nous sommes sollicités en tant qu'experts, des cadrages scientifiques ou pour conclure, une présence dans les médias, des podcasts, des livrables.... Cette activité s'oriente sur nos grandes thématiques de recherche comme le montre le schéma ci-dessous.

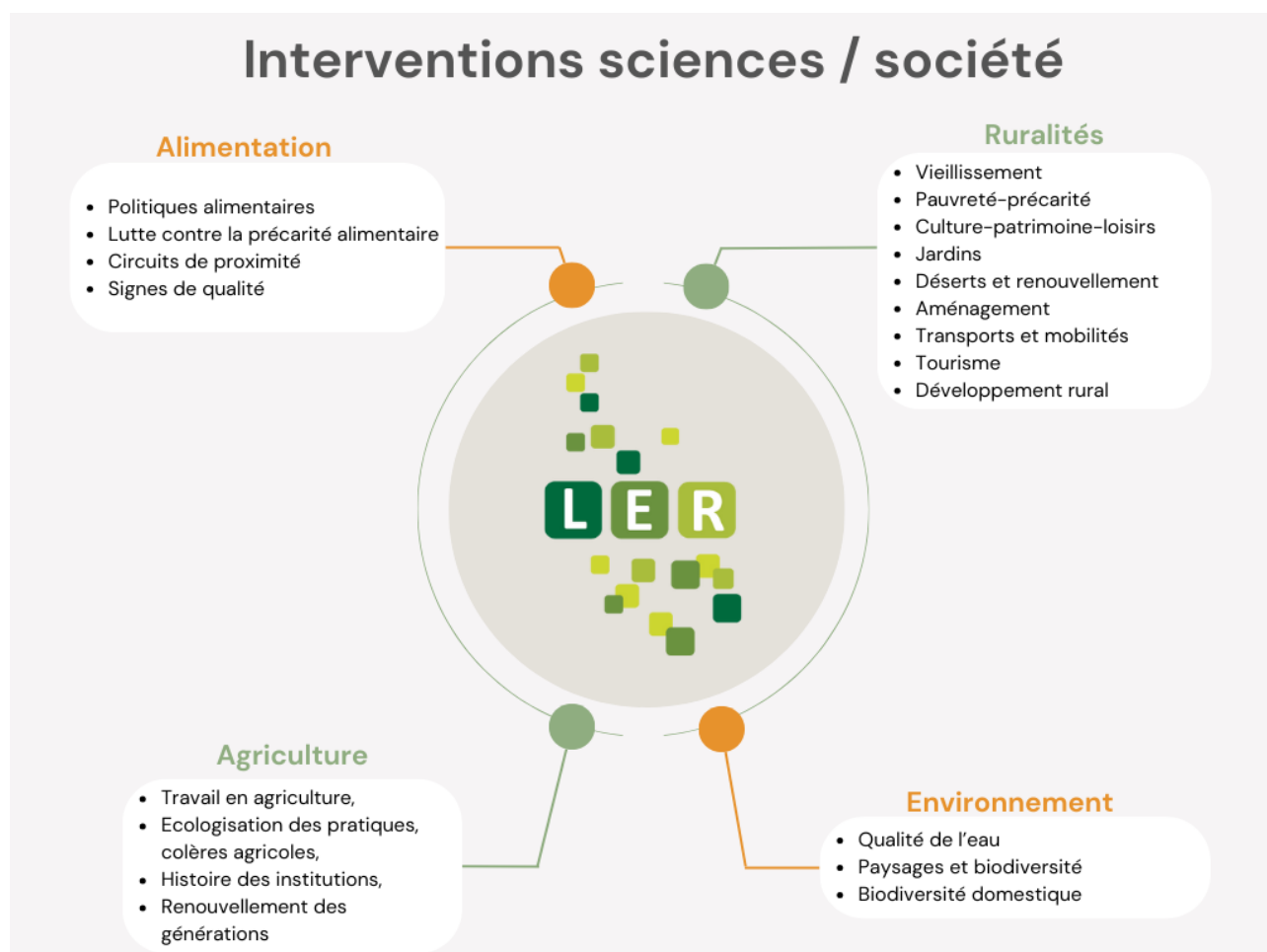


Schéma n°3 - Le LER, interface sciences et société

Une production importante de « livrables » à destination des professionnels : outils, guides, vidéos, podcasts

Pour restituer nos travaux, nous utilisons des vecteurs de diffusion originaux comme : la production de livrables courts à destination des acteurs professionnels et associatifs.

Ainsi au-delà du document SyAM qui fait partie du portfolio, on peut citer le Jeu sérieux (qui permet d'accompagner les acteurs du territoire et des filières agricoles et agroalimentaires dans l'élaboration d'un diagnostic, de scénarii d'évolution, et dans l'identification et le choix de leviers d'action) (<https://www.youtube.com/watch?v=7fXC2lpGezY&t=94s>) ou les vidéos mettant en avant ce qu'est un SyAM ou la démarche des éleveurs de Saveurs Iséroises (<https://www.youtube.com/watch?v=Vb55raGlk2o&t=594s>).

On peut également citer les trois guides produits dans le cadre du projet PSDR 4 COTRAE par l'ensemble des acteurs et chercheurs du projet (TRAME, FR CUMA, CERAQ, VIVEA, Isara, INRA) (<https://www.psd.fr/FichePSDRproductions.php?categpro=147&lg=FR&idpgph=772&bdl=0>).

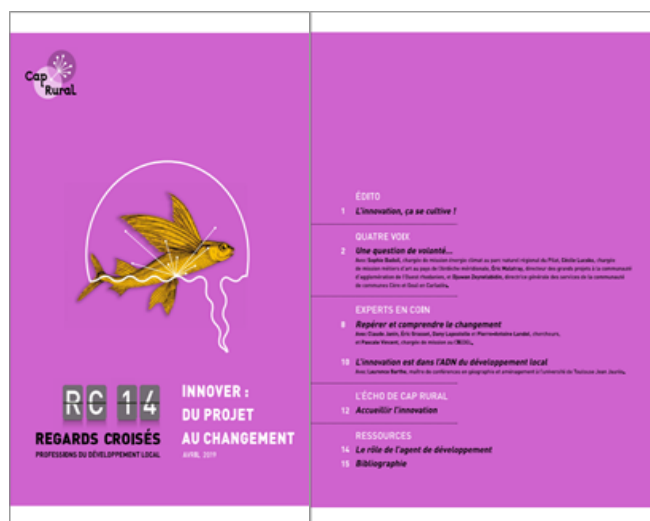
Le premier **“Former les collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique”** a pour objectif de développer auprès des agriculteurs de nouvelles compétences, le guide propose donc une méthode pour construire des formations adaptées aux besoins des collectifs en s'appuyant sur une analyse des activités et compétences à développer. Le guide **« Accompagner les collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique »** part du principe que l'accompagnement de collectifs en transition renouvelle le métier d'animation et de suivi de projet car il se situe alors dans un processus tourbillonnaire dont le but n'est pas connu. Dans ce cadre, il propose des éléments sur la définition de ce qu'est la transition agroécologique et des repères sur l'évolution du métier d'accompagnateur. Enfin le guide **« Expérimenter en collectif pour la transition agro-écologique »** insiste sur le fait que les agriculteurs en situation de transition sont demandeurs de produire des connaissances situées dans leurs propres conditions pédoclimatiques et qu'ils deviennent alors des agriculteurs-chercheurs en s'engageant dans un processus d'expérimentations et d'apprentissages permanents. Le guide éclaire donc l'expérimentation en collectif dans une dimension pluri-annuelle.

A titre d'exemple, il nous semble également intéressant d'évoquer le travail réalisé par Caroline Brand sur le Food Transect (Buyck et al., 2021) qui a adapté cet outil méthodologique aux recherches et actions sur la justice alimentaire et l'amélioration des capacités d'agir citoyen.nes (méthode). Cette adaptation s'est faite progressivement à travers son implication dans plusieurs projets de recherche-action sur la Métropole de Lyon (Convention d'accompagnement Isara-Métropole de Lyon 2022-2024 et les programmes FILAP « Vers une filière alimentaire de proximité pour les habitants de Vaulx-en-Velin », 2019-2021 et « Nouvelles Solidarités Alimentaires pour la Démocratie », 2022-2024 (recherche collaborative sur les processus de démocratisation alimentaire pour les habitant.es de Villeurbanne) financés par la Fondation de France et la Fondation Carasso avec le soutien de la Fondation Terra-Isara. Avec le collectif Territoires à Vivres, l'outil a été testé sur la ville de Saint-Fons avec des publics en situation de précarité. L'outil a également été transformé en mallette pédagogique. Il a été également été mobilisé avec le réseau Marguerite, pour les enseignants du secondaire et les acteurs de l'éducation populaire afin de sensibiliser le public jeune aux questions d'alimentation durable et accessible. Un guide a alors été produit, il est accessible ici- : (<https://reseaumarguerite.org/Food-Transect-une-balade-enquete-sur-l-alimentation-avec-des-ados>)

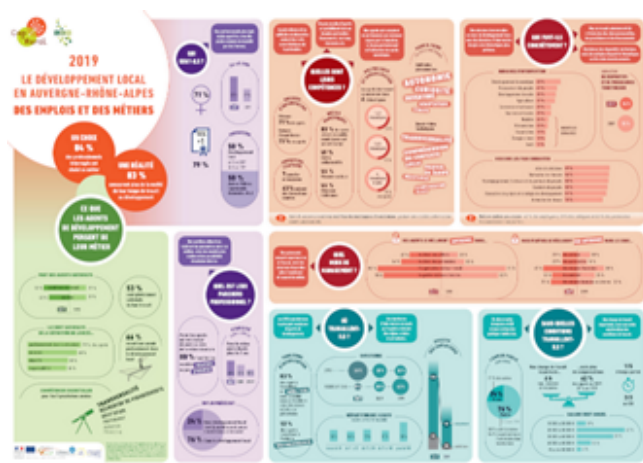
Ce quinquennal nous a également permis de développer une activité plus importante autour de notre participation à des Podcasts Nous nous sommes appuyés en premier lieu sur le Podcast « La charrue avant les bœufs », disponible sur toutes les plateformes audio qui nous a permis de valoriser plusieurs de nos résultats (<https://podcasts.apple.com/fr/podcast/la-charrue-avant-les-boeufs/id1536543033>). Plusieurs membres du laboratoire ont participé à ce Podcast : Carole Chazoule, Jacques Aristide Perrin, Pierre Le Gall, Hélène Brives). D'autres podcasts ont également servi de support à la valorisation de

nos travaux, notamment autour de Jardin'R. Ils sont en ligne sur le site du laboratoire, le contenu de certains a été diffusé et discuté dans le territoire du parc de Baronnies lors d'événements festifs.

Une expertise « métiers » au service de la formation initiale et continue



Pendant ce quinquennal, Eric Grasset, a continué de collaborer avec Cap Rural à la production de numéros de la revue Regards croisés avec des chercheurs de Dijon, de Grenoble, du CIEDEL (n°14 « Innover : du projet au changement », n°15 « Des emplois et des métiers »). Regards croisés est une publication destinée à faire connaître et valoriser les métiers du développement local. Ce projet initié par Cap Rural, en 2012 dans le cadre de sa mission de professionnalisation des agents, défi majeur des politiques territoriales, a été travaillé pendant huit ans (environ deux numéros par an) avec une équipe de quatre chercheurs dont le LER.



De la même façon, la réalisation de l'enquête métiers en 2019 a permis la réalisation d'un poster-affiche des résultats « Le développement local en Auvergne-Rhône-Alpes : des emplois et des métiers » pour lancer l'animation des réunions de diffusion des échanges auprès des agents de développement et des universitaires engagés dans la formation à ces métiers de la sphère territoriale.

Poster-affiche mobilisé lors des réunions de valorisation des résultats, comme par exemple à

Bellemont-Tramonet (73), Lyon (69) et Brioude (43). Réalisation équipe projet coordonnée par Anne Carton, Direction Cap Rural et Eric Grasset, LER.

Développer des formations au service des acteurs

Le projet sur l'intégration des enjeux de qualité de l'eau à l'échelle des filières agri-alimentaires a été valorisé via la réalisation d'une formation interne des agents de l'agence de l'eau avec l'objectif de mettre en discussion les outils d'action publique alors disponibles, leurs modalités de financement et de mise en œuvre et leur évolution possible (Vincent, A., 2021. Enjeux de structuration de filières à bas niveaux d'intrants pour protéger la qualité de l'eau. Formation Interne Agence de l'Eau RMC. Lyon, Décembre 2021). Cette initiative a donc permis de mobiliser l'expertise développée via un projet de recherche auprès d'un public ayant une compétence de conception et mise en place de la politique de l'eau en France.

Le projet SyAM a vu ses outils peu à peu être utilisés par les consultants de l'activité conseil Isara et un webinaire a été produit à leur initiative pour diffuser ces outils (<https://www.youtube.com/watch?v=7fXC2lpGezY&t=94s>).

Le projet Co-agil a, quant à lui, débouché sur la conception d'une formation professionnelle pour conseillers agricoles Co-Agil (CASDAR 2019-2023) - "Vers des collectifs agiles : gouvernance et organisation du travail 2.0". A partir d'une recherche action au plus près du travail d'accompagnement des animatrices et animateurs de Cuma et de groupes de développement agricole, ainsi que d'enquêtes au sein d'une dizaine de collectifs, le projet a ainsi produit : un outil « la rose des vents » pour parler travail permettant introspection et partage en se questionnant sur la qualité du travail, son sens, la reconnaissance qu'on en tire, l'écart entre le travail prescrit et réel, de prendre du recul sur son travail et d'échanger au sujet d'un projet. Il a permis aux collectifs du projet de répondre aux trois types de difficultés rencontrées : renouvellement des membres, organisation collective et embauche de main d'œuvre. Co-Agil a permis en parallèle une mise à l'épreuve de l'approche des organisations par l'activité de travail, permettant de la tester à présent dans d'autres contextes que des collectifs d'agriculteurs, en particulier au sein de filières sous signe de qualité (filieres fromagères AOP de Savoie et du massif central dans le projet REACTIFFS) ou de filières territoriales se voulant vertueuses d'un point de vue environnemental (projets ECTA et TRAACT). (Hélène Brives, Mathilde Grau, Caroline Mazaud, « Faire du bon travail » en collectif : l'exemple des Cuma in Caroline Depoudent et al., Construire, perdre, retrouver le sens du travail en agriculture, Editions Quae, 2024).

Référence 3. L'unité, partages de connaissances et interventions dans des débats de société.

Le LER a une véritable politique de partage de connaissances avec le Grand public (annexe n°3, onglet intervention sciences et sociétés) et là encore sous une grande diversité de formes et de canaux et visant à la fois des publics scolaires, des publics avertis ou non.

Une présence multi positionnée (Ecole urbaine de Lyon, UTA, conférences de la chaire)

Ces interventions tiennent en premier lieu par une forte implication avec l'**Ecole urbaine de Lyon**. Jusqu'à sa disparition sont intervenus à la fois des enseignants-chercheurs et des doctorants, (nous y avons même dans certains cas associés des masterants) pour des participations à des débats publics, à des émissions de radio et série de cours publics (Pierre Cornu, Claire Delfosse) qui ont ensuite été mis en ligne sur You Tube.



Nous sommes intervenus régulièrement lors de cours de l'**Université de tous âges** de l'Université de Lyon2 et avons pour l'année 2024-2025 organisé une série de cours intitulés « Vers de nouvelles ruralités ? », permettant de mettre en valeur et de diffuser les recherches d'enseignants-chercheurs du laboratoire et en croisant géographie, aménagement et histoire.



Le LER est également fortement impliqué dans les dispositifs « Sciences et Sociétés » de Lyon 2, par le copilotage de l'une des deux chaires partenariales de l'Université, la chaire **TrAlim (Transition Alimentaire)**, en association avec le Centre de Recherche de l'Institut Lyfe (Lyon for Excellence). Les chaires sont tournées à la fois vers l'animation de la recherche, avec les premières doctoriales tenues en 2024, ainsi de nombreuses animations hors les murs : animation lors de la Fête de la Science au titre de la chaire (Etienne Faugier), organisation de séminaires scientifiques à destination du

grand public à la Cité de la gastronomie en lien avec la métropole de Lyon. Autour de la chaire nous avons également coordonné le premier numéro du magazine de la recherche de l'Université de Lyon2 destiné au grand public, qui contient deux articles de membres du laboratoire dont celui d'une doctorante (Mathilde Ferrand).



La chaire Tralim et ses activités

<https://www.univ-lyon2.fr/sciences-et-societe/les-chaieres-partenariales/tralim>

Les nombreuses interventions faites au titre de la chaire Tralim auprès du grand public et relayées par la métropole ont permis de diffuser nos recherches sur l'alimentation. On peut citer également des interventions lors de cafés citoyens (Caroline Brand, « Urbanisme agroécologique », Café Citoyen du programme JARDINIERES - Justice Alimentaire Ressources Dispositifs Insertion Nature Itinéraires Réseaux Expérience Solidarité, Venon, 7 juin 2021) ou encore sur la diffusion du Food transect (Caroline Brand « L'expérimentation Food-Transect à Saint-Fons, Territoires à VivreS – Lyon », Journée Labo Cité « La place des habitants dans la transition alimentaire », Grenoble, 28.06.22).



ACADEMIE DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS DE L'ARDECHE

Séance publique
samedi 26 novembre 2022

Salle Ouvèze, rue des Ecoles, Le Pouzin, à 15 heures

Réception et conférence d'Eric Grasset

Vivre l'Ardèche rurale aujourd'hui et demain :
construire une résilience des territoires

Par exemple, Eric Grasset a animé en 2022, une conférence publique, « Vivre l'Ardèche rurale aujourd'hui et demain. Construire une résilience des territoires » à l'Académie des Sciences Lettres et Arts d'Ardèche. La conférence articulée en deux parties a permis d'examiner les modes d'habiter contemporains des territoires ruraux et de comprendre les enjeux du quotidien : qui habite les espaces ruraux aujourd'hui ? Quels services leurs habitants ont-ils à disposition ? Quels défis ces territoires vont-ils devoir affronter à court terme ? La seconde partie, de nature prospective, interroge les territoires ruraux au prisme de l'urgence climatique et, au filtre du concept de résilience, tout en présentant les outils à mobiliser pour les préserver.

Une visibilité médiatique croissante

L'Intervention dans les débats de société et partage de connaissances se traduisent également par **une forte présence dans les médias régionaux et surtout nationaux**, en particulier à la fin du quadriennal à la faveur des débats sur les « déserts ruraux versus exode urbain », et surtout à l'occasion du vaste mouvement de contestation sociale et politique qui a mobilisé les agriculteurs durant l'hiver 2024, dans un premier temps, puis à l'occasion des élections professionnelles aux chambres d'agriculture de janvier 2015. Cette levée en masse sans précédent depuis une décennie a mobilisé les compétences des chercheurs du LER dans l'espace médiatique autour de trois thématiques de recherche

- Les modalités de la contestation paysanne, le recours à la violence et l'irruption dans l'espace public, matérialisé notamment par les défilés de tracteurs et la menace du blocus de Paris- [French Farmer Was Spark Behind Widespread Protests - The New York Times](https://www.nytimes.com/2024/01/15/world/europe/french-farmer-protests.html)
- Des éclairages sur la situation économique et sociale des agriculteurs, les évolutions de leur condition de travail et de revenu, dans le passé et le présent. <https://frequenceprotestante.com/events/la-vie-des-femmes-en-milieu-rural-au-debut-du-xxieme-siecle/>
- La nécessité d'informer le grand public sur l'histoire récente du syndicalisme agricole, et notamment l'émergence de la coordination rurale comme un nouvel acteur du jeu syndical, dont la percée s'est matérialisée lors dernières élections professionnelles
- Eclairer le grand public sur les nouveaux enjeux des territoires ruraux <https://www.la-croix.com/culture/quand-la-culture-fleurit-dans-le-monde-rural-20240305>

Par ailleurs, la question de la mobilité et de la transition mobilitaire ont suscité plusieurs interventions de membres du laboratoire spécialistes de cette question. Ces interventions dans les médias impliquent des enseignants-chercheurs de notre unité, mais aussi des chercheurs associés et des doctorants à la fois dans les médias locaux (comme Radio anthropocène) et nationaux (Alice Peycheraud à France culture). (Voir annexe 2, onglet "presse et médias")

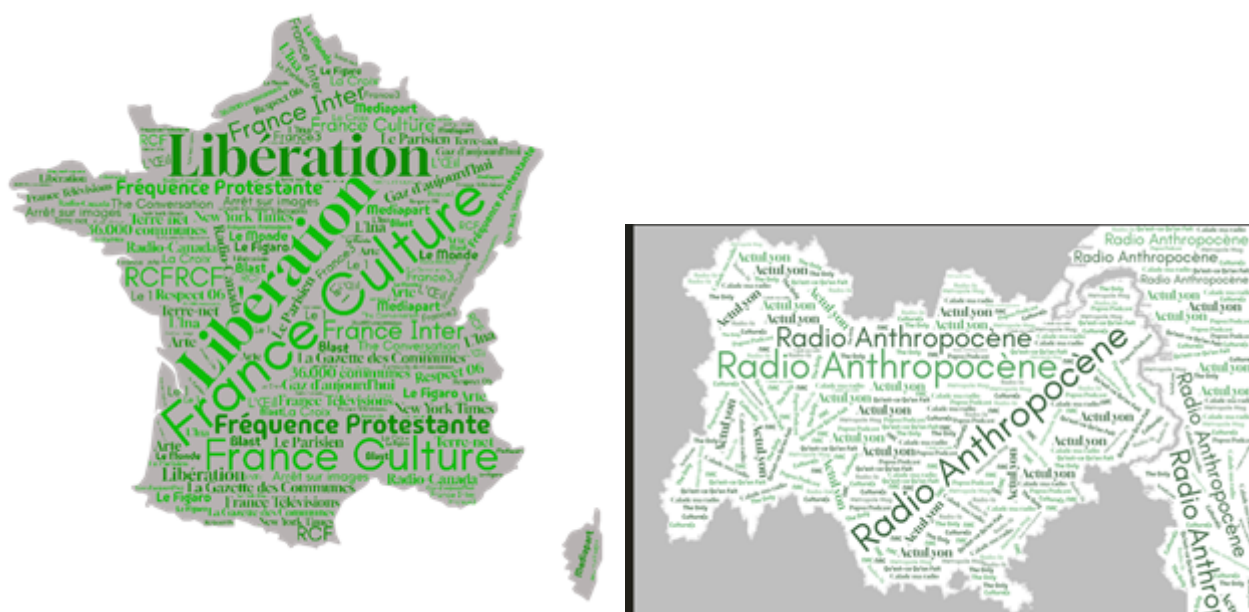


Schéma n°4 Présence du LER dans les médias nationaux, régionaux et lyonnais

Contribution à l'organisation de festival sur l'alimentation à l'échelle métropolitaine

Le LER par l'intermédiaire de Carole Chazoule, qui participe au comité de programme GOOD L'événement (<https://www.good-levenement.fr/>), a contribué à l'organisation de deux journées grand public sur l'alimentation durable avec la Métropole de Lyon et le Progrès en 2021 et 2022. L'édition 2021 (<https://www.good-levenement.fr/retoursur2021>) s'est déroulée à la cité de gastronomie de Lyon et a permis la mobilisation d'étudiants de l'Isara lors de tables rondes. L'édition 2022 a eu lieu dans les locaux de la Métropole (<https://www.good-levenement.fr/retoursur2022>), le LER qui a participé à son organisation a également animé un atelier « Alimentation Durable: Halte aux idées reçues » construit avec les étudiants de 5e année du Domaine d'Approfondissement TERREA (dont la responsable est Perrine Vandenbroucke). Un jeu a été créé à l'occasion pour interagir avec le public et répondre aux questions posées autour de l'alimentation durable. Cet atelier a été co-développé avec Dominic Cellier, médecin responsable métabolisme-nutrition au Centre Léon Bérard. C'est également avec lui qu'une vidéo a été produite par l'Isara autour de la notion de repas durable "<https://www.youtube.com/watch?v=MjwDQAW-FvM&t=9s>". Dans la même période une conférence a été organisée par Carole Chazoule à l'Isara, totalement retransmise en visio (période Covid) autour de l'alimentation durable (<https://www.youtube.com/watch?v=Rtl4prrePGU&t=1201s>) avec certains collègues d'AGE (autre USC de l'Isara) et Jérémy Camus Vice-Président à l'agriculture et à l'alimentation au sein de la métropole Lyonnaise.



En 2024, le LER a également fortement participé à l'organisation et à l'évaluation d'un festival organisé par la Métropole de Lyon, le "Miam Festival" (https://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/media/pdf/espace-presse/cp/2024/20240918_cp_miam-festival.pdf).

Une journée a alors été organisée à l'Isara et avec ses étudiants autour d'atelier et de conférences grands publics avec des scientifiques et des acteurs professionnels (https://www.linkedin.com/posts/isara-lyonavignon_alimentationdurable-agro%C3%A9cologie-transitionalimentaire-activity-7246537723572883456-hiOW/?originalSubdomain=fr)

S'insérer dans les dispositifs existants

Si nous intervenons moins auprès des publics scolaires, Caroline Brand a participé à la création d'une mallette pédagogique pour le **public scolaire de collège pour le Réseau Marguerite**, en collaboration avec les associations Robins des Villes et Bellebouffe : « Food Transect. Une balade-enquête sur l'alimentation avec des adolescent-es. Un guide pédagogique à destination d'enseignant-es et acteur-ices de l'éducation populaire. » (2024, 15p.) et sommes régulièrement intervenues lors des restitutions du réseau Marguerite (Caroline Brand, Claire Delfosse). L'Isara organise des « vis ma vie » à destination des publics scolaires des lycées et collèges environnants.

Enfin nous participons aux **fêtes de la science** organisées par nos tutelles. On peut signaler comme autre forme de partage et de diffusion auprès du grand public notre participation à l'élaboration d'une grande exposition à la bibliothèque de Lyon sur l'alimentation « Tous à table » en 2020 (Claire Delfosse) ; participation à la préparation de l'exposition, intervention auprès des bibliothécaires de la ville avant l'évènement et conférence accompagnant l'exposition). Ces liens avec la métropole croisent ceux en cours à l'échelle de la Comue pour la création d'un institut thématique Alimentation-Nutrition (voir trajectoire).

3-2 (non pertinent car le LER n'a pas d'équipe)

3- 3 Synthèse de l'autoévaluation

Analyse SWOT du laboratoire

Forces	Faiblesse
Liens et projets renforcés entre Lyon 2 et l'Isara : contrats communs, activités développées... Transdisciplinarité Chaire TRALIM Bonne dynamique d'inscription en thèse et peu d'abandon Nouveaux HDR Obtention d'un poste de PU en géographie Développement des contrats à différentes échelles (nationales et européennes) Un fort investissement des liens sciences sociétés avec diversification des supports Une forte visibilité dans les médias	Besoins humains à combler (BIATSS, HDR histoire...) Réduire la durée de certaines thèses Hétérogénéité des publiants au sein du laboratoire Lien sciences et Société à développer par tous Niveau de publication (et en particulier des publications internationale) Renforcer le potentiel HDR et l'attractivité du LER Formations Isara/Lyon 2 encore trop cloisonnées Publications collectives à renforcer
Opportunités	Menaces
L'Unité sous contrat et liens avec l'INRAE Retour des questionnements autour du rural sur le devant des scènes scientifiques et politiques Préfiguration d'un institut Alimentation et Nutrition à l'échelle de la COMUE Nouvelle équipe de direction	Reconfiguration des labex à l'échelle du site Contexte d'incertitude dans la recomposition des masters Petite équipe (par rapport à de nombreuses sollicitations) Renouvellement des postes et des moyens dans un contexte contraint

4- TRAJECTOIRE DE L'UNITE

Depuis sa création, le LER s'est fixé un double défi, celui de la méthode en mettant au cœur de son projet la pluridisciplinarité, et celui d'un objet la « ruralité » dont les définitions et les configurations sociales et scientifiques ne cessent de se recomposer. Le travail mené au sein du laboratoire s'affirme donc inter et transdisciplinaire autour d'objets communs et d'interrogations partagées et discutées entre les disciplines. Le dialogue entre les disciplines, le rapport aux acteurs et la co-construction de connaissances sont des éléments fondateurs et identitaires de notre collectif. Ils réunissent les enseignants-chercheurs dans une volonté de documenter, mettre en récit, comprendre les trajectoires et accompagner les transformations que traversent aujourd'hui les territoires en explorant différentes dimensions de leurs identités au prisme d'une ruralité qui n'est jamais exclusive. Le Laboratoire d'Etudes Rurales est ainsi reconnu depuis sa fondation pour son attention à quelques grandes thématiques, telles que l'agriculture, les systèmes alimentaires, l'alimentation, la culture, le patrimoine, les mobilités, le développement rural. Ces thématiques ont été interrogées à travers des questions de transitions, de trajectoires, de jeux d'échelles, de ressources, de gouvernance, de production de connaissances et de cadres épistémologiques, d'accompagnement, de politiques publiques, de construction et de solidification de réseaux, de coordinations entre acteurs, de proximités, de liens aux lieux, d'images et de représentations, de temporalités et de résilience...

Aujourd'hui, tout en poursuivant sa trajectoire, le laboratoire se renouvelle autour de nouveaux objets en lien avec les enjeux territoriaux et l'expertise des nouveaux arrivants. Malgré sa petite taille, son dynamisme amène de nombreux doctorants à s'inscrire dans les travaux qui y sont conduits, ce qui lui permet d'afficher tout autant une diversité de questionnements qu'une capacité à se saisir des signaux faibles autour de ses objets.

Réinterroger nos points forts

Dans le contexte de réflexion qui est le sien actuellement, le projet que le laboratoire est en train d'élaborer s'inscrit bien-sûr en continuité des travaux poursuivis depuis son origine autour de thématiques centrales, mais aussi de questions de recherche renouvelées. Cependant, face à la diversité de ses objets, ce projet souhaite davantage expliciter et mettre en avant ce qui unit les enseignants-chercheurs qui le composent et en constituent un collectif dont l'objectif est de produire des connaissances spécifiques « sur, avec et pour » les acteurs des territoires ruraux dans leur diversité. Ainsi, sans préjuger de manière définitive le prolongement ou la recomposition des axes qui ont structuré le travail de l'équipe et qui viennent d'être détaillés, nous proposons de construire une trajectoire à partir de quelques questionnements qui nous semblent à la fois ambitieux et structurants. Ce choix nous semble en effet plus pertinent pour ancrer et développer une pratique inter et transdisciplinaire déjà bien présente et des discussions inter-thématiques.

Habiter, travailler, circuler, aménager

Le premier champ de questionnement concerne les façons « d'habiter, de travailler, de circuler, d'aménager » dans les territoires ruraux et leurs liens au maillage urbain. Les recherches conduites dans ce champ s'intéressent par exemple aux mobilités dans le rural, au bâti agricole, au tourisme durable, à la culture et à la valorisation du patrimoine, aux modèles de développement et à l'impact des changements globaux sur la façon d'aménager les territoires, aux innovations, mais aussi à la question du vieillissement ou celle du genre. Il s'agit ici de comprendre comment les territoires ruraux se renouvellent et se construisent en lien ou en opposition avec d'autres territoires, comment ils se réapproprient du lien social, du désir d'habiter ensemble, de la production et comment dans des phases de transition ils se recomposent. C'est donc un travail épistémologique et interdisciplinaire que nous engagerons. Ce désir d'habiter le rural participe de plus en plus de celui d'y travailler, aussi devons nous également réinterroger le « travail » dans les ruralités. Les transformations du travail seront étudiées en lien avec les transitions agro-écologiques des mondes agricole et alimentaire. Nous interrogerons autant les modalités d'accès aux métiers du secteur

agricole que les modalités d'exercice de ces métiers, les conditions d'emploi et les conditions de travail qui sont renouvelés. Nous questionnons aussi les collectifs de travail agricole au-delà de l'échelle de l'exploitation agricole (des Cuma aux GIEE, des filières territorialisées et ou sous signe de qualité) comme lieux d'organisation, de prescription du travail agricole, et de prise en charge des enjeux de transition agro-écologique entre innovation locale ascendante et plan modernisateur descendant. Il importe en effet de s'interroger plus fortement sur les porteuses et porteurs de transitions, sur les mécanismes d'évolution des politiques publiques, particulièrement les nouveaux rôles des collectivités territoriales et associations dans un contexte de raréfaction de la ressource financière nationale. Il s'agira de voir comment les collectifs, que nous avons vu émerger autour de différents projets et en particulier des jardins-vergers, dans le domaine de la culture et de l'accessibilité à l'alimentation dans les territoires ruraux, évoluent et se pérennisent. Cela nous permettra d'envisager les formes d'hybridation/coexistence/mutations entre les lieux, les objets, les entreprises, les métiers réinterrogeant ainsi la question de la multifonctionnalité : à travers le Tiers-lieux mais aussi aujourd'hui dans le cadre du contrat Terroir sur les collectifs autour des commerces. Hybridation/multifonctionnalité se retrouvent aussi autour de nouvelles formes d'installation culturelles et agricoles qui peuvent se combiner. Nous nous interrogerons sur les « espaces vécus » en les confrontant aux limites qui sont celles de l'action. Enfin, nous ne pourrions pas faire l'économie de considérer les inégalités entre territoires. Si, aujourd'hui, ces questionnements sont fortement portés par des géographes, des aménageurs et des historiens (car l'analyse se conduit sur le temps long), l'objectif du prochain contrat est de poursuivre et d'intensifier les collaborations avec les économistes et les sociologues dans ces recherches, qu'ils soient du laboratoire ou d'autres unités et institutions.

Gouverner, accompagner, représenter

Le second champ de questionnement concerne les façons de « gouverner, accompagner, représenter » les transformations à l'œuvre dans les territoires et espaces ruraux. Il s'agit ainsi à la fois de s'intéresser aux politiques publiques qui les initient, les accompagnent, tout comme à la façon dont les acteurs s'approprient ces politiques. En premier lieu, les recherches conduites dans ce champ visent à analyser les politiques publiques, à différentes échelles, leur mise en œuvre, les représentations et les imaginaires qui les nourrissent, ainsi que les attentes sociétales et citoyennes dans différents territoires. Ici, nous interrogerons la notion de territoires d'agroécologie pour questionner les transformations des pratiques agricoles et alimentaires au niveau territorial. Il s'agira d'interroger le rôle des territoires, leurs ressources, les imaginaires qui s'y développent dans les transitions agricoles et alimentaires. La question des imaginaires, qui prolonge et renouvelle celle des représentations, nous semble ici essentielle dans un contexte de déstabilisation radicale des modèles existants. Nous faisons en effet l'hypothèse que comprendre et accompagner la production de nouveaux imaginaires, tout en mettant en récit les innovations organisationnelles et les niches alternatives testant de nouvelles façons de fonctionner, permet de construire d'autres futurs possibles pour répondre aux enjeux de transition que connaissent de nombreux territoires. Ici, ce sont tout autant des politiques environnementales et écologiques, alimentaires et agricoles, ainsi que les politiques « rurales » (y compris celles en faveur des petites villes) dont celles de la culture, sans oublier les politiques en matière de mobilité et de précarité que nous questionnons dans leur ancrage territorial et leur temporalité, tout comme nous nous intéressons à leur appropriation par les acteurs et à leurs impacts. En second lieu, cet axe pose la question de l'accompagnement des acteurs face à l'émergence de politiques venant remettre en cause leur façon d'agir et de se représenter. Il questionne le rôle de la recherche lorsqu'elle accompagne le développement de politique publique en vue des nécessaires transformations territoriales pour répondre aux enjeux globaux. Enfin les travaux menés permettront d'étayer un regard critique sur les politiques alimentaires et agri-environnementales en questionnant leur capacité à engendrer des changements de pratiques ou de systèmes et à les pérenniser dans le temps, leurs combinaisons à différentes échelles et leur opérationnalisation et leurs résultats sur les changements de systèmes agricoles et alimentaires, et sur les écosystèmes.

Produire, manger et qualifier

Enfin, le troisième champ de questionnement concerne les façons de « produire, de manger et de qualifier ». Les recherches conduites dans cet axe s'intéressent aux transformations agricoles et alimentaires et à leur ancrage dans des territoires diversifiés aussi bien ruraux qu'urbains. Questionnement historique du laboratoire, les recherches que réunissent cet axe visent à analyser tout autant les transformations des pratiques, des métiers et du travail agricole, le rôle de collectifs (agricoles ou hybrides) dans la transition, que l'évolution des systèmes alimentaires, des manières de consommer, ou de qualifier les produits et de faire patrimoine pour l'alimentation. En ce qui concerne, la question de l'écologisation de l'agriculture, nous continuerons de développer une approche évaluative pour explorer les conditions pour une transition agroécologique ainsi que les freins et leviers à ces transitions en vue de mettre en œuvre une approche transformative. Nous interrogerons des leviers qui nous semblent en grande partie liés à des politiques publiques incitatives mais aussi au développement de chaînes de valeurs plus éthiques et au développement de modèles économiques plus performants, ainsi qu'à de nouvelles gouvernances et coordinations tout au long des chaînes de valeurs tout en posant la question des territoires et du rôle des collectivités. Ici le rôle de l'agriculture numérique sera également pris en compte. Dans une même perspective, les systèmes alimentaires territoriaux et les IG seront fortement inscrits dans cet axe que l'on interroge leurs confrontations avec des pratiques écologiques, leurs ancrages territoriaux ou leur processus de patrimonialisation. Inscrites dans le temps long, les analyses que nous conduirons viseront également tout autant à comprendre comment l'agriculture s'inscrit dans la ville que comment les jardins renouvellent l'espace rural. Ici, les questions d'écologie viennent questionner les pratiques et les paysages, mais aussi les façons de manger et de se représenter, ce qui dans son alimentation est bon pour sa santé et celle de son environnement. Cet axe vise également à questionner les pratiques autour de la justice alimentaire, de la transformation des modes d'acheter et de consommer et de l'équité dans les filières. Une attention sera portée aux actions citoyennes, associatives et institutionnelles de l'accessibilité à l'alimentation. Ici nous continuerons les travaux engagés sur la précarité alimentaire en milieu rural et urbain, nous poserons la question de l'accessibilité aux produits alimentaires de qualité et l'intégration des questions propres aux mangeurs dans les politiques alimentaires territoriales. Le prochain projet souhaite investir plus fortement les notions de justice, sécurité et souveraineté alimentaire dans une posture scientifique critique et une perspective de recherche-action « avec et pour » les acteurs. Nous travaillerons donc à accompagner la construction de filières justes et durables de l'aide alimentaire et de l'alimentation solidaire et la construction d'expérimentations de sécurité sociale de l'alimentation, actuellement en plein essor. En lien avec les premières expérimentations de la méthodologie Food-Transect, le deuxième sous-axe porte sur les paysages alimentaires habitants, la réappropriation citoyenne de l'accès à l'alimentation et l'inscription des enjeux de justice alimentaire dans les outils de planification et les documents d'urbanisme. Le troisième sous-axe s'ouvre à une perspective internationale et vise à comparer les différentes dimensions de la sécurité alimentaire et leur impact sur la souveraineté alimentaire dans les pays.

Nouveaux projets, nouveaux environnements

Au-delà de ces orientations d'ensemble, plusieurs projets et contrats sont déjà en cours et plusieurs animations organisées par les membres du laboratoire en témoignent.

- Au mois d'avril 2025, les doctorants du Laboratoire ont organisé une journée d'étude interdisciplinaire, "Le genre est dans le pré", qui interroge les dynamiques genrées du travail agricole, qui témoigne d'un vif regain d'intérêt, au prisme de la question du genre de l'étude des transformations de la profession agricole dans la seconde moitié du XXe siècle. En mai 2025, le LER, associé au Larhra, accueille le colloque de la Société Française d'histoire Politique, qui explore les usages politiques de l'alimentation, intitulé « Les nourritures terrestres banquets, cafés et restaurants comme lieux du politique dans la France contemporaine (xixe-xxe siècles) ».
- Pour Jardin'R, une grande enquête régionale sur les pratiques jardinières est en cours d'analyse, nous pourrions également approfondir les enjeux de l'urbanisme rural au prisme des jardins-

- vergers, une journée de restitution portant sur jardin et environnement est prévue en juin 2025. Enfin, outre les valorisations scientifiques en cours et notamment la co-coordination d'un numéro de *Pour* sur jardins et dans lequel plusieurs membres du laboratoire publieront, la valorisation « culturelle » du projet se précise : exposition tournante à l'échelle de la région, réalisation de capsules vidéo, publication d'un ouvrage croisant travaux des chercheurs, textes d'acteurs, portraits de jardiniers et d'associations et d'actions conduites par nos partenaires.
- Le contrat Terroir interrogeant les commerces citoyens questionne à la fois les façons de vivre en milieu rural, les dynamiques différenciées entre territoires ruraux, l'accès à l'alimentation, ainsi que les différentes formes et statuts d'activités autour de l'alimentation en milieu rural. Une journée d'étude est prévue en octobre qui sera suivie de la coordination d'un numéro de revue scientifique et, pour la valorisation non académique, un numéro spécial de la revue *Village magazine* sera publié à l'automne. Un croisement avec d'autres pays de l'Union européenne est en cours.
 - Le contrat GO-PEI, quant à lui, permettra de questionner les dynamiques d'innovation et de diffusion agricoles, forestières et rurales en France métropolitaine, ainsi que l'efficacité de politiques publiques.
 - Dans le domaine des représentations et des imaginaires, le LER est partie prenante du projet Horizon-Europe "Ruralitic" (2025-2029), piloté par le Caeser (Inrae) et qui s'est donné pour objectif d'observer les recompositions des sociétés rurales européennes, au prisme de la pandémie du covid 19, rassemblant plusieurs grandes universités et d'institut de recherche européens, mais aussi des acteurs du territoire comme les chambres d'agriculture. Le LER est co-leader du Work Package 2, contribuant à l'étude des représentations, notamment audiovisuelles, des ruralités saisies dans la longue durée et à l'échelle européenne, avec un financement de thèse et l'organisation d'un workshop à Lyon en 2026.
 - A l'Isara, les différents contrats de recherche engagés se poursuivent autour de l'évaluation des performances économiques de l'agroécologie (Perfeco), des politiques agro-environnementales (CLEAR), de la qualité de l'eau (Filières&Eau), du renouvellement des actifs en agriculture et des dynamiques de filières AOP et de territoires sur cet enjeu (Pléiades, Réactifs), des transitions d'écologisation et du travail, des transitions alimentaires (TRACT).
 - De nouveaux contrats de recherche européen démarrent tel le projet ALL-Facts - Agroecology Living Labs for accelerating transition- qui démarre en 2025. Et d'autres projets sont en montage tel par exemple autour du rôle des petites entreprises agro-alimentaires dans le développement de filières de proximité, un réseau européen de doctorants Marie Curie en montage autour des verrous à la transition des systèmes agricoles et alimentaires.

Les travaux du LER s'inscrivent pleinement dans les évolutions des structures mises en place à l'échelle de l'Université de Lyon. Au sein de la MSH l'axe environnement-Ville se redéploie autour des mots clés d'environnement, de transition et de territoire, s'ouvrant davantage aux axes de recherches du LER.

Par ailleurs, en lien avec la chaire Tralim, ainsi que par les actions menées autour de l'alimentation à l'échelle de la métropole, **un institut thématique "Alimentation, Nutrition"** (le libellé n'est pas encore fixé) est en cours de constitution à la Comue. Il va permettre de faire travailler ensemble l'ensemble des chercheurs et enseignants-chercheurs du site lyonnais travaillant sur ces questions (Université Lyon1, Université Lyon2, HCL, Vétagsup, Institut Lyfe...). Une journée d'étude à l'occasion des entretiens Jacques Cartier (automne 2025) préfigure les croisements de recherches. Claire Delfosse devrait co-coordonner le volet sciences sociales de cet Institut.

Enfin, notre présence dans le Fédération Bioeenvi va se renforcer. Par l'intermédiaire de Jean Noël Consalès, le LER participe au Conseil Scientifique de cette fédération de recherche et est, plus précisément, engagé dans le projet Arpege (AgRo-Pédo-Écologie : du Gène à l'Écosystème). Ce projet

se fixe pour objectif d'étudier les sols et leur "santé" dans le cadre de préoccupations environnementales et sociétales grandissantes (capture de carbone, érosion de la biodiversité, injustice sociaux-environnementales). Par l'étude interdisciplinaire des sols dans des contextes territoriaux variés (intra-urbain, périurbain, métropolitain, rural), il s'agit d'appréhender les changements environnementaux en cours et de développer des façons de les atténuer.

Bien sûr l'USC orientera encore notre trajectoire, autour des thématiques développées précédemment : le travail, la territorialisation de l'alimentation et la justice alimentaire, nous l'avons déjà dit. La convention avec INRAE, nous incite également à conduire un travail épistémologique autour du rural et ses transitions et à produire dans le prochain quinquennal un ouvrage exprimant notre positionnement autour de ces questions. Nous l'avons vu nos recherches interrogent le rural dans ces différentes dimensions et cela depuis plus de 20 ans ainsi que cette notion et ses liens avec les autres territoires. Il semble évident que nous serons armés de ce patrimoine pour mieux en définir les contours et poser la question de ces transformations dans cet ouvrage. **En lien avec l'USC, le réseau inter-unités TACT** poursuit ses activités et ouvre un réseau d'échanges scientifiques très riche entre les unités scientifiques autour de la transition agroécologique, des collectifs agricoles, des filières et des recompositions des modèles agricoles et du travail.

En dernier lieu, notre présence au sein du CLAS favorisera un dialogue constant et renouvelés avec les sciences agronomiques, plusieurs de nos chercheurs sont ainsi impliqués dans des projets portés par Alexander Wezel, agroécologue d'AGE ou par Florian Celette, agronome dans cette même équipe. Des projets comme Réactifs, Perfeco ou All facts témoignent de l'ancrage dans des collectifs interdisciplinaires impliquant des sciences de la vie.

A ce stade de notre réflexion, si le Laboratoire d'Etudes Rurales s'affirme aujourd'hui **comme interdisciplinaire entre disciplines des sciences sociales**, il souhaite en effet fortement développer cet aspect de son fonctionnement dans un dialogue plus important avec les sciences agronomiques et écologiques, ainsi qu'avec les sciences de la nutrition. L'Unité Sous Contrat, ainsi que la création d'Instituts thématiques à l'échelle de la Comue, nous donne aujourd'hui l'occasion de créer de nouveaux liens avec d'autres disciplines et d'autres laboratoires autour de thématiques fortes du laboratoire.

Nouvelle gouvernance

Aujourd'hui, le laboratoire d'Études Rurales franchit une nouvelle étape concernant sa trajectoire. Bien évidemment, le laboratoire continuera à déployer ce qui fait sa force dans l'avenir et à travailler à la co-construction de connaissances avec divers publics tout en formant des élèves ingénieurs, des masterants et de futurs docteurs. Néanmoins, après 14 ans de Direction, à la suite de Jean Luc Mayaud qui l'avait créé et avec l'arrivée de nouveaux enseignants aussi bien à l'Isara qu'à Lyon 2, l'équipe de Direction arrêtera rapidement sa mission pour laisser à de nouveaux enseignants chercheurs l'opportunité de développer et de faire vivre le laboratoire autour des questions que nous avons évoquées. Dès lors, les statuts du laboratoire seront revus et une nouvelle équipe de direction sera élue, en s'attachant à rendre plus visible les responsabilités et le partage des tâches collectives, depuis les relations avec nos tutelles, l'USC, le suivi des projets de recherche et de la visibilité du LER que dans l'accompagnement de la formation des doctorants.

Table des matières

1- INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

1-1 Identification de l'unité.....	p. 4
1-2 Présentation de l'unité.....	p. 4
1-3 Environnement de recherche.....	p. 9
1-4 Prise en compte des recommandations du précédent rapport...	p. 9

2- INTRODUCTION DU PORTFOLIO.....P. 12

3-AUTOÉVALUATION DU LABORATOIRE

3- 1 Autoévaluation de l'unité

Référence 1- Environnement, objectifs scientifiques, organisation et ressources de l'unité :

<i>Environnement de recherche et de ses acteurs.....</i>	<i>p. 13</i>
<i>Objectifs et politique scientifique en lien avec ses tutelles.....</i>	<i>p. 14</i>
<i>Deux tutelles et une convention avec INRAE</i>	<i>p. 15</i>
<i>Organisation.....</i>	<i>p. 17</i>
<i>Communication.....</i>	<i>p. 17</i>

Référence 2- L'unité, ses ressources et dépenses, sa politique d'accueil

<i>Ressources.....</i>	<i>p. 18</i>
<i>Politiques d'accueil des nouveaux enseignants-chercheurs et des doctorants.....</i>	<i>p. 20</i>
<i>Inscriptions et soutenances de thèses par année.....</i>	<i>p. 21</i>

Référence 3 -L'unité, ses locaux, équipements et compétences techniques..p. 23

Référence 4- Gestion des ressources humaines, sécurité, environnement, protection des données et patrimoine scientifique.

<i>Politique de ressources humaines.....</i>	<i>p. 23</i>
<i>Patrimoine scientifique.....</i>	<i>p. 24</i>
<i>Risques environnementaux et développement durable.....</i>	<i>p. 24</i>

3.2 Les résultats, le rayonnement et l'attractivité scientifiques de l'unité

Référence 1- L'unité et ses réalisations scientifiques

Axe 1- Sciences de l'action, environnement et société en perspectives diachronique et critique	p. 25
Axe 2 -Politique(s), acteurs, représentations	p. 28
Axe 3 - Productions et systèmes alimentaire ;	p. 30
L'axe 4 - Vivre le rural et le réinventer	p. 34

Référence 2- Les activités de recherche de l'unité donnent lieu à une production scientifique de qualité

Un réel dynamisme en termes de publications et une diversité de supports	p. 39
Une présence internationale toujours plus marquée	p. 40

Référence 3- L'unité participe à l'animation et au pilotage de sa communauté.

Restitution de résultats scientifiques et de projets	p. 42
Organisation de journées scientifiques, de séminaires et de tables rondes	p. 43...
Autres activités	p. 43

Référence 4- Production scientifique, intégrité et éthiquep. 44

3.3 Inscription des activités de recherche dans la société

Référence 1- L'Unité et ses interactions avec le monde culturel, économique et social

Un ancrage fort du LER dans des partenariats multiples	p. 45
...construits à des échelles variées	p. 46
Des liens acteurs chercheurs au cœur de la recherche-action menée au LER	p. 48
Les débats sur la ruralité : l'expertise reconnue du LER	p. 49

Référence 2- L'unité développe des produits et des services à destination du monde culturel, économique et social.

Une diversité de thématiques et de supports	p. 50
Une production importante de « livrables » à destination des professionnels : outils, guides, vidéos, podcasts	p. 51
Une expertise « métiers » au service de la formation initiale et continue	p. 52
Développer des formations au service des acteurs	p. 52

Référence 3. L'unité, partagée de connaissances et intervention dans des débats de société

Une présence multi positionnée (École urbaine de Lyon, UTA, conférences de la chaire)	p. 53
Une visibilité médiatique croissante	p. 55
Contribution à l'organisation de festival sur l'alimentation à l'échelle métropolitaine	p. 56

S'insérer dans les dispositifs existantsp. 57

3- 3 Synthèse de l'autoévaluation

Analyse SWOT du laboratoirep. 57

4- TRAJECTOIRE DE L'UNITE

Réinterroger nos points fortsp. 61

Nouveaux projets, nouveaux environnementsp. 63

Nouvelle gouvernanceP.65

Tableaux, graphiques et schémas

Tableau 1 - Les enseignants chercheurs du LER p.6

Tableau 2 - Mouvements des chercheurs du LER.....p. 7

Schéma n°1 - Le LER dans son environnementp.12

Graphique 1 - Dotation LERp. 18

Graphique 2 - ventilation des dépenses 2024p. 19

Tableau 3 - Durée moyenne des thèses.....p. 20

Graphique n°4 - Nombre de productions scientifiques du LER.....p. 40

Graphique n°5 - Revues de publications du LERp. 40

Graphique n°6 - Co-auteurs internationaux.....p. 41

Schéma n°2 : Un laboratoire en lien avec le nombreux partenaires non-académiques.....p.45

Schéma n°3 - Le LER, interface sciences et sociétép. 50

Schéma n°4 Présence du LER dans les médias nationaux, régionaux et lyonnais.....p. 56

Liste des annexes

Annexe n°1- LER - Partenaires non académiques

Annexe n°2 - Valorisation et diffusion sciences et société

Annexe n°3 - HAL-production-LABORATOIRE D'ÉTUDES RURALES (LER)

Annexe n°4 - Stagiaires LER - 2019-2024

Table des matièresp. 63